
NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08169441 0
NEW YORK PUBLIC LIBRARY

1. Paraguay. – Hist., 1865-70.
2. Brazil. – " " "
3. Uruguay. – " " "
4. Argentine Republic " " "

att

A M. [illegible]
Témoignage d'une sincère sympathie littéraire
[illegible]

LE BRÉSIL, BUENOS-AYRES, MONTEVIDEO

ET

LE PARAGUAY

DEVANT

LA CIVILISATION

PARIS. — TYPOGRAPHIE MORRIS ET Ce, RUE AMELOT, 64

LE BRÉSIL, BUENOS-AYRES, MONTEVIDEO

ET

LE PARAGUAY

DEVANT

LA CIVILISATION

PAR

CHARLES EXPILLY

auteur de

LE BRÉSIL TEL QU'IL EST. — LES FEMMES ET LES MŒURS DU BRÉSIL. — LA TRAITE, L'ÉMIGRATION ET LA COLONISATION AU BRÉSIL. — DU MOUVEMENT D'ÉMIGRATION PAR LE PORT DE MARSEILLE. — LA VÉRITÉ SUR LE CONFLIT ENTRE LE BRÉSIL, BUENOS-AYRES ET LE PARAGUAY, ETC., ETC., ETC.

« Quand les cavaliers de Rio-Grande virent que la capitulation s'effectuait, ils se précipitèrent vers les murailles de la place. Là, chacun d'eux saisit un petit Paraguayen, le jeta en croupe derrière lui, et le transporta au camp.

» On n'a jamais vu un si grand désordre! Il fallait, ou larder les cavaliers à coups de baïonnette, où les laisser faire. »

Rapport du colonel oriental PALLEJA.

« L'esclavage est donc le présent que ces infortunés ont reçu de la croisade qui devait les délivrer. »

El Pueblo de Buenos-Ayres, du 20 octobre 1865.

PARIS

ADMINISTRATION DU LIVRE D'OR
HENRI WILLEMS ET Ce
éditeurs
2, rue des Enfants-Rouges, 2

E. DENTU, ÉDITEUR
Libraire de la Société des Gens de lettres,
Palais-Royal, 17-19, Galerie d'Orléans.

1866

PRÉFACE

PRÉFACE

PRÉFACE

Cette Préface représentera pour le lecteur une page curieuse d'un livre à faire sur le journalisme, tant parisien, que provincial.

Au début du conflit entre le Brésil et le Paraguay, j'ai voulu remplir un devoir, en apportant quelque lumière dans une question que les correspondances brésiliennes s'attachaient à obscurcir. Mon séjour dans l'empire esclavagiste; des études spéciales, poursuivies depuis mon retour en Europe, et qui ont obtenu l'approbation d'hommes compétents, en France, en Angleterre, en Italie et en Allemagne, m'autorisaient peut-être à prendre la plume, afin de chercher à ramener l'opinion qu'on s'évertuait à égarer.

Une brochure substantielle, attribuée à M. Juan-B. Alberdi, et qui, si elle n'est pas signée de son nom, a, du moins, été reconnue par l'éminent publiciste argentin comme ayant été inspirée par ses opinions (1) : Les Dissensions des Républiques de la Plata et les Machinations du Brésil (2) ; une seconde brochure, signée celle-là : Los Intereses argentinos, etc., etc., me fortifièrent dans mon projet, en me prouvant que j'avais vu clair dans cette affaire, nouée par l'esprit de conquête contre l'indépendance de deux petites Républiques.

On nous donnait une seconde édition de la guerre *en faveur* des duchés de l'Elbe.

De l'autre côté de l'Atlantique, la Prusse s'appelait le Brésil ; l'Autriche, c'était Buenos-Ayres. Les territoires convoités étaient ceux du Paraguay et de la Banda-Oriental.

Fermement convaincu qu'une nouvelle Convention de Gastein consacrerait, le lendemain de leur victoire, l'iniquité poursuivie par les alliés, j'ai voulu pousser le cri d'alarme de la sentinelle vigilante, et dénoncer le but véritable du conflit platéen.

Mais pour que ma voix fût entendue, il me fallait trouver une tribune retentissante.

L'empire esclavagiste a ses feuilles dévouées ; je cherchai parmi les journaux qui, chacun à son point de vue, ont la prétention de combattre pour la liberté et la civilisation, des colonnes favorables à ma démonstration.

J'ai de vieux camarades daus deux journaux importants ; c'est à ces journaux que je m'adressai d'abord ; mais cette double démarche n'obtint aucun succès. Je frappai à la porte de deux autres rédactions. Même résultat négatif.

(1) *Todas sus ideas me pertenecen. Si no es mi hijo, es mi nieto, pues nace de mis escritos anteriores.* (Los Intereses argentinos en la guerra del Paraguay con el Brasil. *Carta primera.* Por Juan B. Alberdi. Paris, 1865.

(2) Brochure in-8. E. Dentu, éditeur. Paris, 1865.

Bien différent de la presse américaine et anglaise, qui se préoccupe constamment des questions politiques et commerciales engagées sur tous les points du globe, le journalisme français dédaigne d'interroger les horizons lointains. Pour lui, aucun fait, vraiment digne d'intérêt, ne peut se passer au delà d'une certaine zone; et, malheureusement, cette zone est excessivement réduite.

Cette insouciance suffit pour expliquer mon échec.

— Le Paraguay? allons donc! Cela ne vaut pas l'honneur d'une discussion sérieuse, répondait-on.

Si j'insistais, en signalant l'ambition malsaine du Brésil; la liberté commerciale menacée; la violation de traités où la France était intervenue l'extension de l'esclavage sur tout l'estuaire de la Plata; on répliquait qu'on ne voyait pas distinctement de quel côté se trouvait le droit, et que la question Brasilo-Paraguayenne était une espèce de *pot-à-encre.*

Il faut être riche, à Paris, quand on n'appartient à aucune coterie, pour défendre une cause, quelque juste que soit cette cause. Cette vérité m'est depuis longtemps connue, et pourtant, devant chaque fait qui la proclame, mon incorrigible naïveté s'étonne; parfois même, elle s'oublie jusqu'à l'indignation.

On le voit, les épreuves traversées étaient déjà assez rudes; néanmoins une déception plus grande encore m'était réservée.

Travailleur assidu et obscur; étranger à toute question de boutique (à Paris, c'est là un tort grave, je le confesse humblement), je tentai une dernière démarche. Cette fois, je me croyais sûr de réussir, car je m'adressais à *l'Avenir national.*

J'ignorais, hélas! que cette feuille, si ombrageuse en fait de décentralisation; si absolue en fait de démocratie, s'était égarée dans cette question jusqu'à soutenir la cause de l'empire esclavagiste. Elle combattait pour la Prusse et l'Autriche d'Amérique, contre les Républiques menacées dans leurs droits et dans leur indépendance.

Un vent funeste, qui soufflait du côté du Comptoir d'Escompte, avait

aveuglé *l'Avenir national* au point de dérober entièrement à sa vue la couleur des drapeaux qui flottaient sur les deux camps.

Je suis convaincu que *l'Avenir national* a fait fausse route. Par suite d'une fâcheuse illusion que je déplore amèrement, c'est au nom des généreux principes qu'il se flatte de représenter, que ce journal combat le Paraguay, armé pour maintenir le respect des traités, l'équilibre des États platéens, la libre navigation des rivières ; et, encore, pour défendre les nationalités opprimées et pour protéger la faiblesse contre une perfide agression.

Conséquemment, c'est toujours au nom des mêmes principes féconds et régénérateurs, que cette feuille démocratique soutient Florès, le sinistre Judas qui, par l'appât d'une vice-royauté, a vendu son pays à l'étranger ; Buenos-Ayres, qui représente le monopole colonial par l'oppression des provinces Argentines ; et, enfin, le Brésil ; le Brésil que ronge la lèpre de l'esclavage, et qui n'aspire à s'établir à Montevideo qu'afin de propager cette lèpre sociale et de fermer au commerce les portes de la Plata, comme il le fait des bouches de l'Amazone.

Le Paraguay, on le voit, ne comptait pas beaucoup de défenseurs dans la presse parisienne ; mais, du moins, il ne rencontrait aucun ennemi parmi les organes des idées avancées. Seul, *l'Avenir national* n'a pas craint d'attaquer ce petit État, au profit de la triple alliance.

Attristé, mais non découragé par l'insuccès de mes tentatives auprès des journaux parisiens, je résolus de transporter le débat dans une ville commerçante. Je partis pour Marseille.

Le moment était mal choisi, j'en conviens, pour entreprendre cette campagne.

Le choléra désolait la capitale maritime de la France, et, dans la ville, les meilleurs esprits subissaient l'influence des ravages quotidiens du fléau.

Les feuilles locales se faisaient naturellement les échos de cette douloureuse préoccupation.

Le Courrier de Marseille, où j'ai toujours trouvé un accueil si cordial, était envahi par une polémique ardente, à propos des deux systèmes qui se partageaient alors l'opinion. Ce journal exécutait chaque matin des charges à fond contre les non-contagionistes.

Le Sémaphore soutenait la même thèse; mais, pourtant, avec une conviction moins passionnée. J'appris, du reste, que cette feuille, dont les sympathies orléanistes ne sont ignorées de personne, inclinait naturellement du côté du Brésil. Déjà, même, elle avait publié des correspondances hostiles au Paraguay.

Restait *la Gazette du Midi*, journal sérieux et indépendant, sans doute, mais qui représente, en politique, des opinions qui ne sont pas les miennes. Il est vrai que plusieurs de mes compositions littéraires avaient eu la bonne fortune d'être agréées par la *Gazette;* je n'étais donc pas un inconnu pour cette feuille ; néanmoins, j'hésitais à m'adresser à sa rédaction.

Un de mes amis fit cesser mon indécision, en m'assurant que *la Gazette du Midi* se préoccupait beaucoup des intérêts de la race latine, de l'autre côté de l'Atlantique; que, même, elle avait déjà traité la question platéenne dans le sens de mes idées.

Aussitôt je m'acheminai vers les bureaux de la rue *Paradis*, où j'expliquai au rédacteur en chef du journal l'objet de ma visite.

Comme tous ceux qui ont eu des rapports avec lui, je connaissais l'urbanité parfaite et le savoir étendu de ce publiciste ; j'ignorais toutefois qu'il eût étudié à fond la question du Sud-Amérique. Je fus agréablement surpris de me trouver d'accord avec lui sur tous les points.

Lui aussi affirmait le bon droit du Paraguay dans cette occasion, et il prenait résolûment parti contre la triple alliance.

A la fin de notre entretien, M. E. Roux m'offrit gracieusement l'hospitalité de ses colonnes.

Je me mis aussitôt à l'œuvre.

Comme je possédais mon sujet, quelques jours suffirent pour l'accomplissement de ma tâche.

Mon travail parut alors dans *la Gazette du Midi*.

En France, nous ne sommes guère versés dans les connaissances historiques. Pour beaucoup; disons mieux : pour le plus grand nombre, ce mot PARAGUAY n'éveille qu'une idée confuse qui se résume dans ces deux noms : JÉSUITES ! FRANCIA !

On oublie, on ignore souvent, que les jésuites ont été expulsés définitivement de l'Amérique espagnole en 1767, après une résistance désespérée derrière ce fantôme de roi qu'ils avaient appelé *Nicolas Ier*; et, aussi, que le dictateur paraguayen est mort en 1840 ; et, enfin, que le temps a marché depuis cette dernière date.

Le commerce français connaît le Brésil, Montevideo et Buenos-Ayres, avec lesquels il poursuit, par les trois ports du Havre, de Marseille et de Bordeaux, d'importantes transactions; mais, il ne remonte guère les fleuves platéens, où, pourtant, se trouvent en réserve des débouchés considérables. Les ports de destination, dans ces parages, sont Montevideo et Buenos-Ayres. C'est là que les cargaisons sont débarquées. Chargées alors sur des bâtiments argentins et orientaux, les marchandises du Vieux-Monde : vins, liqueurs de France et d'Espagne ; fer, cuivre, bières, draps, étoffes de soie et de coton d'Angleterre et d'Allemagne, sans oublier les farines des États-Unis, sont transportées jusqu'à l'Assomption, d'où elles se répandent dans l'intérieur du Paraguay; ce sont les mêmes bâtiments qui rapportent aux mêmes lieux de transit les productions paraguayennes parmi lesquelles figurent en première ligne la *yerba-maté*, le tabac et les cuirs; et, en deuxième ligne: le café, les fibres textiles, l'indigo, le coton et les bois d'ébénisterie.

Il fallait révéler à notre commerce ces marchés ignorés, splendides, pourtant, que le despotisme superbe de Buenos-Ayres s'obstine à considérer comme un champ d'exploitation exclusive pour lui; et accuser ce despotisme, en même temps que l'égoïsme féroce du Brésil qui ferme non-

seulement aux capitaux européens, mais encore à l'activité humaine, les immenses territoires qu'arrose l'Amazone.

Tel est le but que je poursuivais, en dénonçant la politique agressive, envahissante, inféconde, de la triple alliance; et les projets de conquête, servis par une infâme trahison, de Buenos-Ayres et de l'empire esclavagiste.

Brusquement saisie par mes articles, l'opinion s'étonna ; puis, elle s'intéressa à une question dont l'importance lui avait complétement échappé jusqu'alors.

A mesure que j'avançais dans ma démonstration, d'honorables encouragements m'arrivaient, et de précieuses sympathies étaient gagnées à la cause du Paraguay.

Voici maintenant le revers de la médaille :

Le Courrier de Marseille venait de signaler mon travail à l'attention publique, lorsque parut dans une feuille aixoise une protestation aussi grossière qu'elle était imprévue.

Dans cette protestation, on tançait vertement *la Gazette* d'avoir accueilli mes articles ; *le Courrier* d'en approuver l'esprit ; on me reprochait à moi-même, qu'on appelait dédaigneusement un *Paraguayen Français*, d'avoir entassé *inconséquences sur erreurs*, et *énormités sur inconséquences.*

Des accusations de ce genre ont toujours une certaine gravité, même quand elles ne s'appuient sur aucune preuve. Il est des gens, en effet, qui prennent tout démenti au sérieux; leur honnêteté répugnant à admettre qu'une affirmation, ou une dénégation, se produise à la légère, et sans pouvoir être immédiatement justifiée.

Quant à moi, je dois le confesser, l'attaque me trouva d'autant plus sensible, que j'y étais moins habitué.

Depuis vingt-huit ans que j'ai l'honneur de tenir une plume, je n'ai point été engagé dans une polémique acerbe. Mes livres ont été discutés; approuvés par les uns, critiqués par les autres, leur caractère conscien-

cieux, comme leur portée morale, n'ont encore été niés par personne. Profondément pénétré du sentiment de la dignité des lettres, je n'ai jamais adressé à autrui une expression malséante; on ne m'en a jamais adressé.

Je prie le lecteur de me pardonner si je lui parle de moi; les circonstances m'y obligent. Après avoir signalé les conditions au milieu desquelles s'agite le journalisme parisien, il me faut bien exciper de mon expérience personnelle pour caractériser les allures que prend, dans certaines localités, le journalisme provincial.

Cette étude contient aussi son enseignement.

Le lendemain de l'attaque brutale dont il vient d'être question, j'adressai à son auteur, par le canal de *la Gazette du Midi*, une lettre précédée des lignes suivantes :

« *A Monsieur le rédacteur de* LA GAZETTE DU MIDI.

» Monsieur et cher confrère,

» Je vous prie de vouloir bien publier dans *la Gazette du Midi* la lettre suivante, que j'adresse à M. L. Arnaud, directeur-gérant, du *Messager de Provence*, et que ce directeur-gérant trouvera, sans doute, juste et convenable de reproduire dans le prochain numéro de son journal.

» D'avance mes remercîments, avec mes salutations confraternelles,

» Charles EXPILLY. »

Maintenant, voici ma lettre :

« Marseille, le 16 octobre 1865.

» *A Monsieur L. Arnaud,*

Directeur-Gérant du MESSAGER DE PROVENCE.

» Monsieur,

» On vient de me communiquer le dernier numéro de votre journal, » dans lequel vous prenez à partie *la Gazette du Midi* et *le Courrier* » *de Marseille*, à propos d'un travail que j'ai publié sur le conflit » *Brasilo-Paraguayen*. Non-seulement vous protestez hautement contre » l'appréciation de ces deux feuilles marseillaises, mais encore vous ne » craignez pas de me reprocher d'avoir entassé dans mes articles *erreurs* » *sur inconséquences*.

» Voilà, certes, une accusation nettement formulée; il ne lui manque » qu'une chose pour obtenir crédit auprès des esprits impartiaux, c'est » d'être justifiée. Vous oubliez, monsieur, qu'une allégation, même lors- » qu'elle est brutalement présentée, ne saurait jamais tenir lieu d'une » démonstration sérieuse. Or, jusqu'à présent, votre affirmation n'a pas » d'autre autorité que celle d'un témoignage qui ne s'appuie sur aucun » fait, et qui, de plus, s'est affranchi de ces formes, dignes, de langage, » habituelles aux écrivains qui se respectent jusque dans la personne de » leurs contradicteurs.

» La vérité n'a pas besoin d'être violemment agressive : elle reste » calme et sereine dans ses manifestations, parce qu'elle a conscience de » sa force.

» Donc, vous déclarez que les *erreurs*, les *inconséquences*, voire » même les *énormités* abondent dans mon étude, et, convaincu que les

» lecteurs du *Messager de Provence* vous croiront momentanément sur
» parole, vous attendez le compte rendu du *Courrier* pour dire toute
» votre pensée à cet égard. Mais il me semble que l'opinion du *Courrier*
» importe peu ici. Le travail incriminé a paru : il a même pénétré jusque
» dans vos bureaux de la rue *des Chaudronniers*. Dès lors, les pièces du
» procès se trouvent entre vos mains. Qui peut vous empêcher, en l'état,
» de soumettre ces pièces à un examen loyal, et de communiquer aussi-
» tôt le résultat de cet examen aux abonnés du *Messager de Pro-*
» *vence?*

» Je me demande même pourquoi vous avez tant tardé pour engager
» le débat sur la question qui nous occupe; ignorez-vous que *l'Europe*,
» de Francfort, a publié des articles favorables au Paraguay? que *le*
» *Siècle* a reproduit ces articles, et que, dernièrement, *l'Opinion natio-*
» *nale* a défendu cette cause du droit égorgé par la force?

» Peut-être, comme le czar de toutes les Russies, vous avez voulu
» *vous recueillir*, vous aussi. Eh bien! soit : mais j'espère que vous
» allez parler, enfin; cela est de toute nécessité, je vous en avertis, si
» vous désirez réellement qu'on prenne au sérieux votre protestation
» contre le jugement du *Courrier*, et l'approbation de *la Gazette du*
» *Midi;* et, encore, faudra-t-il que vous fournissiez des arguments
» solides, au lieu d'affirmations que j'ai le droit, jusqu'à ce jour, de
» trouver imprudentes. Allons! décidez-vous à proclamer vos sympa-
» thies pour le Brésil *esclavagiste*, et laissez éclater votre indignation
» contre le Paraguay, coupable de préférer la mort à la perte de son
» indépendance.

» Un publiciste qui emploie des formules aussi tranchantes, doit
» nécessairement avoir une conviction raisonnée sur ces matières.
» Hâtez-vous de la faire connaître avant mon départ — il est prochain —
» de Marseille; car je serais vraiment fâché de perdre l'enseignement
» que promet aux partisans du Paraguay votre numéro du 14 octobre.

» Un dernier avis : Si vous tardiez à accomplir l'*exécution* annoncée,

» les esprits moroses seraient tentés de vous accuser, à leur tour, d'avoir » maladroitement provoqué une polémique sur une question insuffisam- » ment étudiée par vous; et de n'avoir eu d'autre but, en vous livrant » à des personnalités inconvenantes, que de révéler l'existence du *Mes-* » *sager de Provence.*

» Afin de faciliter votre travail *d'éreintement*, je m'empresse de » vous envoyer, avec cette lettre, un exemplaire de ma brochure qui » vient de paraître.

» Veuillez en agréer l'hommage, ainsi que l'expression de mes » sentiments,

» Charles EXPILLY. »

Le jour même où cette lettre était publiée, j'expédiais par la poste ma brochure : LA VÉRITÉ SUR LE CONFLIT ENTRE LE BRÉSIL, BUENOS-AYRES, MONTÉVIDEO ET LE PARAGUAY, à mon contradicteur.

Celui-ci ne tint aucun compte de la sommation qui lui était adressée; il ne m'accusa même pas réception de ma brochure. Bien plus, il prétendit, dans le numéro suivant de son journal, que ma lettre ne lui était point parvenue; mais il maintint ses affirmations, tout en se réservant le droit de répondre, à son heure.

Cette menace, ainsi suspendue sur ma tête, me causait de constantes préoccupations. Assurément, je défiais quiconque de détruire mes arguments; il n'en est pas moins vrai que l'attente à laquelle j'étais condamné devenait pour moi un véritable supplice.

Pour tromper mon impatience, je me renseignai sur la position et le caractère de mon contradicteur.

L'auteur de cette protestation était un publiciste complétement ignoré, partant, sans autorité aucune. Fruit sec du barreau, mais prenant ses convoitises malsaines pour les élans d'une légitime ambition, il avait

créé une petite feuille hebdomadaire dans le but d'utiliser les presses fraternelles, et, aussi, dans l'espoir de faire un peu de bruit autour de sa vaniteuse nullité.

Logicien à sa manière, il s'était logé rue *des Chaudronniers.*

Du reste, absolument dépourvu de titres littéraires.

On me raconta encore une aventure tragi-burlesque, où il était question : 1° D'un soufflet non suivi de la réparation demandée; 2° d'un siége soutenu, pendant quatre jours, dans la maison de la susdite rue *des Chaudronniers*, contre un sapeur du régiment *étranger;* 3° enfin, du départ, sollicité, obtenu, de ce même sapeur pour le Mexique.

Je n'avais pas de chance, vraiment, pour ma première polémique.

Je passe sous silence une nouvelle sommation, *manuscrite*, cette fois, et envoyée, par lettre *chargée*, à mon insaisissable contradicteur; sommation que celui-ci, au mépris de tous les usages, s'obstina à ne pas reproduire dans son journal.

Après une troisième note dirigée tout à la fois contre *le Courrier de Marseille*, *la Gazette du Midi*, *M. Élisée Reclus* — le brillant et sérieux écrivain de *la Revue des Deux-Mondes* — dont l'autorité était déclarée *suspecte*, et contre moi, la réfutation, si longtemps promise, commença à paraître.

Malheureusement, le terme de mon séjour à Marseille était arrivé.

La veille de mon départ, j'adressai au rédacteur en chef de *la Gazette du Midi* cette dernière lettre :

« Marseille. 5 novembre 1865.

» Monsieur et cher confrère,

» Enfin! le trépied sacré a frémi, et l'oracle de la rue *des Chaudron-*
» *niers* s'est décidé à parler. Il a parlé, mais sans dire grand'chose
» encore. Je soupçonne cet oracle d'être quelque peu avocat.

» Oui, monsieur, l'article a paru, un article que M. L. Arnaud couvre » de sa signature et auquel M. L. Arnaud a bien certainement travaillé, » témoins ces deux expressions malséantes : MENSONGES ET CALOMNIES » que je relève à la troisième colonne, et qui font partie des fleurs de » rhétorique que cultive habituellement cet écrivain bilieux.

» Mais cet article, si bruyamment annoncé, n'a pourfendu ni journaux, » ni journalistes. *La Gazette du Midi* demeure toujours aussi ferme à sa » place de bataille, à l'avant-garde des discussions loyales et profondes. » *Le Courrier* qu'on devait impitoyablement occire, conserve dans toute » leur intégrité son bec et ses ongles; M. Élisée Reclus n'a pas cessé » d'être une autorité pour les choses de l'Amérique du Sud ; et moi, le » plus criminel de tous, moi qui devais être étouffé entre deux périodes » vengeresses, je continue à me porter, hélas! comme la statue de » Belzunce.

» En conséquence, l'excellent docteur B., que j'avais fait appeler, » par excès de précaution, me permet de retourner à Paris, en me » recommandant seulement de me garer davantage des atteintes du » choléra que des attaques du *Messager*.

» J'obéirai, ce soir, au docteur; toutefois, avant d'aller reprendre mes » occupations littéraires, je promets deux choses à M. Arnaud :

» 1° De répondre à son *factum* dès qu'il sera terminé, et d'y relever, » sinon toutes les brutalités de langage qui l'émailleront (à la longue, » cette besogne pourrait devenir écœurante), du moins, les erreurs capi- » tales que, nécessairement, il contiendra ;

» 2° De ne lui faire un procès, ni, pour avoir soustrait à l'appréciation » de ses lecteurs la lettre *chargée* que je lui ai envoyée, à cette seule fin » qu'il la publiât dans son journal; ni, pour avoir entrepris de démar- » quer mon linge, en s'appropriant, pour ses articles, le titre même de » ma brochure : *La Vérité sur le Conflit entre le Brésil, Buenos-Ayres,* » *Montevideo et le Paraguay ;* ni, pour ne pas m'avoir accusé réception

» de cette brochure que je lui ai courtoisement expédiée, afin de faciliter
» son travail d'échenillage.

» Que *le Messager de Provence* poursuive donc paisiblement ses
» cours de politique transcendante et de géographie élémentaire. On lui
» répondra de Paris, comme on l'a fait de Marseille, sans qu'il soit
» nécessaire de faire intervenir les sapeurs du régiment étranger.

» Du reste, de quelque nature que soient les critiques signées L. Ar-
» naud, je me félicite déjà d'avoir soulevé une discussion d'où se déga-
» gera, si elle est sincèrement, sérieusement conduite, un utile ensei-
» gnement pour tous ceux qui sont intéressés à connaître l'état réel des
» choses, sur les bords des fleuves platéens.

» Veuillez agréer, monsieur et cher confrère, l'expression de mes
» meilleurs sentiments.

» Charles Expilly. »

Mon contradicteur répliqua par une lettre dont il demanda l'insertion à *la Gazette du Midi*.

Malgré l'absence de réciprocité, et afin de combler la mesure des procédés courtois, le rédacteur de *la Gazette* publia cette lettre ; non pas, cependant, sans la faire précéder de réserves sur *les facéties peu conformes à la gravité du sujet*, qu'elle contenait.

On parlait, en effet, entre autres choses, dans cette lettre, de *gambades sur les tréteaux du* Charivari *et du* Figaro.

Ces expressions blessantes, jointes à celles qui ont été déjà signalées, ne sont rien encore à côté des mots injurieux que relève ma lettre du 5 novembre, et qui sont répétés dans le cours de la prétendue réfutation de mes articles.

En m'accusant de pratiquer le *mensonge* et *la calomnie*, on transformait en querelle personnelle un débat que j'avais maintenu sur le terrain élevé des principes.

Après vingt-huit ans d'un labeur honorable, mais dur et ingrat; lorsque, en atteignant la cinquantaine, on est fondé à se dire que jamais, au milieu des circonstances les plus difficiles, on n'a donné à personne le droit de vous reprocher un acte de déloyauté, ou seulement d'indélicatesse; lorsqu'on croit ainsi avoir chèrement acheté, par des travaux utiles, et de douloureuses, d'incessantes épreuves, dignement supportées, la considération générale et une modeste notoriété, il est triste de voir qu'on n'est pas encore à l'abri des atteintes venimeuses des Basiles de la presse. On en conviendra : l'indignation est bien permise, alors que le premier *voyou* de plume venu ose tenter, sans être aussitôt écrasé sous le mépris public, d'empoisonner les dernières années d'une laborieuse existence; alors qu'un tartineur *à la suite*, par cela seul qu'il est suffisamment crotté de grec, de vanité, d'impudence et de mauvaise rhétorique, se croit autorisé à vous jeter à la face de ces mots infâmes qui tachent presque toujours une réputation littéraire, même quand ils n'entament point l'honneur du citoyen.

Vraiment ! c'est à faire douter de soi et des autres ! c'est à se demander si l'on n'aurait pas démérité, sans le savoir; si l'estime que l'on accorde à votre caractère et à vos écrits est sincère, d'un côté, et, de l'autre, légitimement acquise.

Quel pouvait être le mobile d'une pareille attaque, engagée par un publiciste que je ne connaissais pas même de vue, et qui, tout en insultant à ma bonne foi, rendait un public hommage à mon honorabilité?

De quel intérêt, de quelle haine se faisait-il donc l'instrument aveugle ?

Déjà, la témérité me semblait grande, de la part d'un homme qui ignorait absolument les choses de l'Amérique du Sud, de venir me provoquer sur un terrain que j'avais quelque droit de croire mien ; de vouloir relever des *erreurs* et des *énormités* dans mon travail. Non content de nourrir une prétention aussi peu fondée, on ne craint pas de crier au MENSONGE et à la CALOMNIE !

De pareils écarts de langage, des violences si peu conformes aux usages de la presse qui se respecte, trahissent une irritation dont j'ai besoin de connaître la cause.

L'injure grossière ne se trouve pas, d'habitude, sur le chemin de la vérité. Or, si ce n'est pas la vérité que l'on poursuit, quel est donc le but que l'on se propose d'atteindre ?

Une fois encore, je demande pardon au lecteur de me mettre en scène; mais ma cause se lie, en ce moment, à un intérêt d'ordre supérieur. En conséquence, il me faut surmonter ma répugnance à parler de moi, parce que la nature des travaux que j'ai publiés depuis douze ans, aidera peut-être à découvrir le motif caché des colères bleues que mes derniers articles ont soulevées.

En 1864, a paru une brochure mienne, sous ce titre : Du Mouvement d'émigration par le port de Marseille.

Cette étude spéciale, qu'a publiée la *Société de statistique de Marseille*, établit, avec pièces à l'appui, le rôle considérable que l'opulente reine de la Méditerranée remplit, au profit du Brésil, dans le drame lugubre de l'expatriation volontaire.

« Marseille est devenue, pour nos départements méridionaux et pour l'Italie, le champ d'exploitation par excellence des agents brésiliens; c'est l'issue par où s'écoule l'engrais vivant destiné à fertiliser le sol de l'empire sud-américain. »

Ainsi parlais-je dans la brochure dont il s'agit.

En 1865, à l'occasion du conflit Brasilo-Paraguayen, j'ai été amené à signaler de nouveau le peu de loyauté de l'empire esclavagiste dans ses rapports avec les émigrants européens, et à rappeler trois dates qui éclairent d'une lumière sinistre les annales de la colonisation brésilienne.

Cette nouvelle étude aurait-elle contrarié, par hasard, certains projets, inavoués, d'enrôlements sur une grande échelle? Aurait-elle dérangé

certaines combinaisons industrielles, commerciales, agricoles, poursuivies dans les couches inférieures de la spéculation?

J'en suis fâché pour les négoces suspects dont j'aurais ainsi ruiné les cupides espérances; mais mes sympathies sont exclusivement acquises au capital honnête. Or, ce capital a besoin d'ordre, parce que l'ordre est le produit naturel d'une politique intelligente et libérale. C'est donc à ce capital que je crie de toutes mes forces :

« Le sol du Brésil tremble sous les pieds des esclaves frémissants; Montevideo, miné par la trahison de Florès, est à la veille d'une explosion terrible; Buenos-Ayres, à cause de la conduite cauteleuse de son président, prépare des bouleversements nouveaux à la République Argentine. »

Et cela est l'exacte vérité.

En foulant aux pieds le droit des faibles garanti par les traités, et, surtout, en jetant un insolent défi, par les crimes commis devant Uruguayana, à la civilisation et à l'humanité, la triple alliance a semé sur les rives des fleuves platéens des défiances funestes, des haines implacables, en même temps qu'elle a placé sur une base chancelante les rapports de l'Amérique avec l'Europe.

Aujourd'hui la situation est déplorable; elle ne peut qu'empirer encore si une puissante intervention, imposant une paix équitable, ne vient pas au plus tôt la régulariser.

C'est au commerce loyal qu'il appartient d'appeler cette intervention, justement redoutée par le trafic interlope.

A cette heure, on ne saurait trop le répéter, les événements qui s'accomplissent sur l'estuaire de la Plata ont jeté de sombres inquiétudes dans les esprits, en attendant qu'ils amènent l'anarchie dans les faits économiques. Or, l'anarchie, c'est la ruine pour tous, excepté pour certains industriels qui exploitent les désordres sociaux; pour ceux qui vivent de l'iniquité des gouvernants, de l'oppression des gouvernés, et qui, — pêcheurs immondes—jettent leurs hameçons insatiables dans les eaux troubles des révolutions, et jusque dans les fanges de l'esclavage.

C'est, précisément, parce que l'heure présente est favorable aux gens de cette sorte, qu'il y a danger pour les capitaux honnêtes d'entreprendre des opérations avec des pays livrés ainsi à une exploitation sans vergogne et sans frein.

Pour toutes ces raisons, je considère comme un devoir, après avoir éclairé la situation créée par la triple alliance, de dire au travailleur consciencieux qui veut pouvoir un jour avouer hautement sa fortune; comme au deshérité du Vieux-Monde qui cherche une terre plus hospitalière :

« Défiez-vous des hommes avides qui spéculent sur la misère des peuples, et des êtres pervers qui ont besoin de cacher la lumière pour réaliser de honteux bénéfices. Repoussez avec indignation toutes les combinaisons, toutes les entreprises, qui ne peuvent donner des résultats sonores que par la violation des lois de la morale et de l'humanité. »

Pourquoi dissimulerais-je mes impressions, moi qu'on a outragé si audacieusement ?

Oui, je ne crains pas de le déclarer : par moments, il m'a semblé entendre, à travers les périodes venimeuses du *Messager*, des murmures de dépit, des éclats de rire métalliques, auxquels se mêlait un concert lamentable de sanglots étouffés, de malédictions, de cris de désespoir.

Parfois, aussi, je croyais percevoir le ricanement ironique de la haine, de cette haine abjecte qui, n'osant s'affirmer au grand jour, prend un masque d'emprunt et s'abrite derrière un prétendu intérêt général, pour mieux venger ses rancunes particulières.

Les brutales attaques dont ma première brochure a été l'objet seraient ainsi expliquées.

Je me trompe peut-être ; et, il ne m'en coûte guère pour ajouter : Je désire me tromper.

Mais, étant acquis :

1° Que je suis tout à fait inconnu du rédacteur du *Messager ;*

2° Que ce rédacteur ignore complétement la question platéenne;

3° Que, dès lors, ni, une animosité personnelle; ni, le besoin de re-

dresser des appréciations erronées, n'explique l'attitude grossièrement hostile qu'il a prise à mon égard,

Je suis autorisé à choisir entre ces deux conclusions :

Ou bien, le publiciste Aixois a mis un faux nez, en signant des articles sur un sujet qu'il ne possède point ; et, alors, de sa propre volonté, il est devenu l'instrument de passions mauvaises ;

Ou bien, un amour forcené de la réclame scandaleuse, et une présomptueuse ignorance, également servis par une éducation détestable, ont déterminé cette campagne contre l'histoire, la logique des faits et les convenances littéraires.

Du reste, quels que soient les intérêts qui s'agitent dans les coulisses du *Messager*, les énormités impudentes et les inconcevables violences de cette feuille ont trouvé un éditeur responsable. C'est à cet éditeur que je réponds — que je réponds pour la dernière fois — en présentant au public cette nouvelle étude sur le conflit Brasilo-Paraguayen.

La proposition à développer est celle-ci :

La guerre que poursuit la triple alliance a pour but la conquête, par la violation des traités.

Viennent ensuite ces deux corollaires :

1° L'écrasement du Paraguay produirait pour conséquences fatales : l'extension de l'esclavage sur l'estuaire de la Plata ; l'entravement momentané, sinon, la complète confiscation, au profit exclusif du Brésil et de Buenos-Ayres, de la liberté des fleuves ;

2° Enfin, les incivilisés, les barbares, dans le conflit actuel, ce sont les Brésiliens, les soldats de Mitre et les *Colorados* de Florès.

C'est ce qui va être démontré.

Charles Expilly.

Paris, janvier 1866.

Nota. — Des scrupules puisés, tant dans la bienveillance, excessive, parfois, de son caractère, que dans l'idée de la responsabilité qui lui in-

combe à l'occasion des articles publiés par *la Gazette du Midi*, ont déterminé le rédacteur en chef de ce journal à atténuer, dans mon travail, la vivacité de quelques expressions, et même à supprimer entièrement la fin du travail.

M. Roux déclare nettement, dans le numéro du 27 janvier 1866 de *la Gazette du Midi*, qu'il a dû *abréger* autant qu'*adoucir* ma seconde étude sur le conflit Brasilo-Paraguayen.

Il aurait pu ajouter qu'une main, *qui n'est pas la sienne*, y a intercalé des passages élogieux pour une personne dont la valeur a été ainsi considérablement surfaite.

Le cas est grave, autant qu'il est étrange; j'aime à croire qu'il s'est produit en dehors de la volonté de M. E. Roux; mais, surtout, à l'insu de l'homme dont on pouvait embarrasser la modestie, tout en m'obligeant à chanter ses louanges.

Deux de ces paragraphes parasites sont en mon pouvoir.

Donc, on a trouvé ma prose trop amère, et on s'est arrogé le droit de l'édulcorer quelque peu.

Le sentiment auquel le rédacteur en chef a obéi est fort louable, sans doute; néanmoins, dans la position qui m'est faite, il m'est bien permis de ne pas le partager. Envers un publiciste hargneux qui m'injurie sans motifs, tout en outrageant l'histoire, je ne suis tenu qu'à une chose : rétablir sincèrement la vérité des faits, avec, ou sans ménagements pour lui.

Du reste, la brochure, plus indépendante, plus franche d'allures que le journal, se prête mieux aussi aux nécessités, sévères quelquefois, d'une polémique qu'on a eu le tort de passionner; de plus, elle n'engage que celui qui l'a signée. En l'état, je me dois à moi-même, comme je dois à tous les juges du débat, d'enlever les sourdines mises charitablement sur ma pensée; de retrancher de mon travail des appréciations qui ne m'appartiennent pas; en un mot, de publier ma réplique, telle que je l'ai écrite, telle que je l'ai envoyée à *la Gazette du Midi*.

A mon grand regret, je suis obligé d'ajouter quelques lignes encore à cette Note.

J'ai reconnu successivement l'*urbanité parfaite* du rédacteur en chef de *la Gazette du Midi;* puis sa *courtoisie,* une courtoisie qu'on pourrait trouver exagérée, et, enfin, je viens d'affirmer la *bienveillance de son caractère.* Pourquoi m'est-il interdit de rendre un égal hommage à son impartialité ?

Une lettre, signée Benjamin Poucel, a paru dans le même numéro de *la Gazette du Midi* dont il vient d'être parlé ci-dessus.

Cette lettre, qui dénature complétement l'esprit de ce second travail, a provoqué de ma part une demande en rectification qui n'a pas été accueillie, sous le prétexte que *la Gazette* est *un salon qui n'admet pas les cris et les disputes.*

Ce n'est pas moi, qui ai eu l'honneur d'être l'hôte de *la Gazette,* qui trouverai cette comparaison trop ambitieuse. Je dirai, cependant, qu'un salon de ce genre ne peut se maintenir à la hauteur indiquée, qu'en imposant à tous ses visiteurs, *à tous indistinctement,* la mesure dans la critique. Après s'être ouvert à l'attaque, ce salon est tenu, en conscience, de ne pas fermer sa porte à la défense.

Que penserait le rédacteur en chef de *la Gazette* d'un maître de maison qui, après le départ d'un de ses convives, permettrait qu'on suspectât devant lui les sentiments de ce même convive? Que penserait-il de lui si, non-seulement ce maître de maison s'abstenait de défendre l'absent, mais encore empêchait celui-ci de rétorquer les graves imputations dont il a été l'objet sous le toit qui l'abritait naguère?

Après la parabole, l'anecdote; une anecdote transmise par l'histoire :

En 1726, le duc de Sully n'osa point couvrir de sa haute protection le plus illustre de ses hôtes — il s'appelait Voltaire — qui venait d'être

indignement outragé sur le seuil même de sa demeure. Mais, s'il refusa de considérer comme un affront fait à lui personnellement, la grossière insulte infligée à l'auteur de *la Henriade*, qui, en ce moment, était son hôte, ne l'oublions pas; du moins, le duc conserva assez de pudeur pour ne pas épouser la cause du chevalier de Rohan; le sentiment de sa propre dignité étouffa même à ce point la voix, toute-puissante alors, du préjugé de caste, qu'il n'hésita pas à blâmer hautement la conduite du chevalier.

Constatons, en passant, que la désapprobation du duc de Sully n'empêcha point le très-noble chevalier d'envoyer à la Bastille le vilain, nommé Voltaire, qui poussait l'impertinence jusqu'à demander une réparation pour la brutale offense qu'il avait subie..

Les temps sont bien changés depuis lors; mais la *Gazette du Midi*, on le sait, a conservé les saines traditions. Est-ce donc pour cela que ce journal, après avoir laissé travestir ma pensée dans ses colonnes, hier, hospitalières à mes articles, me ferme impitoyablement aujourd'hui ces mêmes colonnes, pour me punir d'avoir demandé une légitime satisfaction?

Quel qu'en soit le mobile, ce procédé, on en conviendra, n'a pas été inspiré par le sentiment d'une impartialité austère; il me donne le droit de retourner contre le rédacteur de *la Gazette*, cette interrogation que, naguère (il était alors mon allié), ce publiciste adressait au rédacteur du *Messager de Provence* :

« Je le demande; ce refus d'insertion est-il loyal? »

Ma protestation, repoussée par la *Gazette*, devait figurer, comme pièce explicative, dans ce nouveau travail.

Le lecteur nous jugera.

Quant à sa lettre, que M. Poucel n'a pas craint de publier sous forme

de brochure, dans l'espoir, sans doute, que cette composition, revue, corrigée, émondée (insuffisamment rabotée, toutefois), par une plume amie, parviendrait plus facilement à la postérité; cette lettre, je la retrouverai dans le cours de cette nouvelle étude; puisque j'y suis forcé, je dirai alors mon sentiment sur l'appréciation étrange qu'elle contient.

À chacun la responsabilité de ses actes; c'est justice.

CH. EX.

Paris, février 1866.

LE BRÉSIL, BUENOS-AYRES, MONTEVIDEO

ET

LE PARAGUAY

DEVANT

LA CIVILISATION

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

—

DOM PEDRO II. — MITRE. — FLORÈS.

Au début des graves événements qui sont en train de s'accomplir sur les bords des fleuves platéens, nous avons publié un travail sous ce titre:

La Vérité sur le Conflit entre le Brésil, Buenos-Ayres, Montevideo et le Paraguay (1).

Ce travail a frappé juste; nous sommes fondé à le croire devant les brutales, les injurieuses protestations qu'il a soulevées.

Prudemment retranché derrière les articles de *l'Avenir national*, *le Messager de Provence* a fait rage contre le Paraguay, mais sans justifier une seule de ses accusations, sans détruire un seul de nos arguments.

Le défenseur, non autorisé, de la triple alliance a beaucoup crié, niant

(1) Brochure in-8. Paris. Dentu, éditeur. — Marseille. Camoin, éditeur.

par-ci, affirmant par-là, intervertissant les dates, pour les besoins de la cause, et maltraitant tout et chacun autour de lui, hommes et journaux, sans oublier l'histoire à laquelle il ne craint pas d'infliger les plus téméraires démentis.

En somme, l'auteur de la prétendue réfutation qui a paru dans *le Messager* n'a clairement démontré que deux choses : son ignorance complète de la question, et un souverain mépris de la dignité de la plume.

La preuve, que disons-nous? les preuves multipliées de cette ignorance, peu concevable chez un écrivain aussi absolu dans ses allégations, ressortiront bientôt de ce nouveau travail auquel nous avons été provoqué.

Mais, avant d'entrer en matière, nous avons à remplir un devoir de haute convenance, en faisant justice de cette phrase malheureuse qui se trouve dans le premier article du *Messager* :

« Nous tenons Dom Pedro II, Florès et Mitre, pour les hommes les plus *patriotes*, les plus *honnêtes*, et les plus *populaires* de l'Amérique du Sud. »

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la personne du président Mitre, mais bien de la politique de Buenos-Ayres.

Ce n'est pas que les renseignements nous manquent, au moins.

Si nous pensions qu'une excursion dans le passé fût nécessaire, nous pourrions prendre à sa première jeunesse celui que Sarmiento appelle ironiquement le *Gaucho*.

Sa conspiration contre don Frutos Ribera, dont il suivait la bannière; ses perfides menées contre Montevideo, dont il était l'hôte, et qui provoquèrent son expulsion de cette ville ; les mitraillades qu'il ordonna en Bolivie et qui, d'après le bulletin de Bitiche, couchèrent sur le carreau deux cents cadavres, nous permettraient déjà d'entrevoir chez ce futur homme d'État un sens moral passablement affaibli.

Que serait-ce si nous l'accompagnions au Chili, où, troquant l'épée contre la plume, Mitre collabora au journal de Valparaiso *El Comercio*, alors dirigé par M. Juan Alberdi !

Là, la ligne tortueuse de sa conduite se dessina plus nettement encore.

Quelque temps après son arrivée à Valparaiso, Mitre passait du parti *pelucon*, ou conservateur, au parti *pipiolo*, ou démocrate. A l'exemple de cet éclectique

Qui dînait de l'autel et soupait du théâtre.

il attaquait dans *el Progresso* la thèse qu'il avait défendue, la veille, dans *el Comercio*.

Plus tard, ce *patriote* si vanté refusait de s'unir à Lavalle pour servir la cause argentine; il devenait, tour à tour, l'ami et l'adversaire d'Urquiza, auquel son *honnêteté* ne répugnait point à soutirer des sommes importantes, ainsi que le fait est établi par un document officiel : le compte des dépenses publié par l'ordre de ce général, que le même Mitre ne craignait pas d'accuser d'avoir volé le trésor national.

Le *patriotisme* et l'*honnêteté* se compliquaient ici de *reconnaissance;* on en a la preuve.

Nous pourrions constater enfin, avec pièces à l'appui, qu'après avoir porté successivement les cocardes de presque tous les États du Sud-Amérique, Mitre a été chassé de tous les pays où il avait promené ses convoitises orgueilleuses, son libéralisme équivoque.

Mais nous n'avons pas besoin d'évoquer de si lointains souvenirs.

En interrogeant l'histoire de la Plata, depuis la bataille de *Caseros* seulement, le moraliste le moins sévère est forcé de ne pas tout approuver dans la conduite du colonel, puis, général Mitre. Le masque de sombre gravité derrière lequel s'abritait une ambition inquiète, n'était pas tellement épais qu'on n'ait pu lire jusqu'au fond de la pensée; et bien des actes du président indiquent plutôt les préoccupations exclusives d'un chef de parti qui veut se maintenir au pouvoir, que les idées larges, généreuses, conciliatrices d'un magistrat suprême qui a voué sa vie à la prospérité nationale.

Cet aveu ne nous coûte guère :

Nous serions fort embarrassé pour le défendre, si on accusait le publiciste, colonel, général Mitre d'avoir joué un double jeu avec tous les partis ; le président, d'être plutôt un disciple du poëte *Marmol*, c'est-à-dire exclusivement l'homme de Buenos-Ayres, que le représentant sincère de la République Argentine ; et, enfin, de continuer à cette heure la politique oppressive de Rosas, à l'égard des Provinces et du Paraguay.

Voilà pourquoi nous trouvons cette politique mauvaise, anti-libérale, peu franche surtout.

Pour le moment, nous laisserons le vainqueur de *Pavon* à toute la joie arrogante de son récent triomphe devant Uruguayana ; à toute la honte du double attentat — nous en parlerons en temps et lieu — qui a suivi la capitulation de cette ville; et, peut-être bien, aux profondes inquiétudes que lui cause l'attitude des provinces.

Toutefois, et nonobstant l'historique sommaire qui précède, nous consentons à ne point contester l'*honnêteté* du président Mitre, s'il nous est prouvé que ce président n'a, ni connu, ni favorisé la dernière expédition de Florès ; nous avouerons même qu'il est *patriote*, mais un patriote de l'école autoritaire, qui se propose pour but l'asservissement des provinces argentines ; et qu'il est aussi *populaire* à Buenos-Ayres que dans les provinces, mais, pourtant, d'une façon différente sur chacun de ces deux points.

Du reste, nous ne prenons pas définitivement congé du président Mitre.

Nous aurons bientôt l'occasion d'apprécier les actes de son administration, depuis qu'il est à la tête de la République Argentine. C'est d'après ces actes que le lecteur arrêtera, avec nous, une opinon motivée sur le compte de cet homme d'État.

Quant au général Florès, puisqu'on nous le livre, nous le retiendrons, et, ainsi que nous l'avons promis dans notre précédente brochure, *nous*

dessinerons plus vigoureusement la figure de ce héros de discordes civiles.

On ose rapprocher ensemble ces deux personnages, Dom Pedro II et Venancio Florès! Venancio Florès, l'allié de l'ennemi de son pays ; le pensionnaire du Brésil ; le même qui, après la prise de *Florida*, a fait fusiller, PAR DERRIÈRE ! sur la Grande-Place, le brave commandant Parragon et tous les officiers de la garnison, y compris les sergents ; en tout dix-neuf hommes ; le même qui, tout couvert encore du sang de Leandro Gomez et des autres défenseurs de Paysandu, a eu l'inconcevable pensée de renvoyer au 23 février son entrée dans Montevideo, afin que la prise de possession de la ville eût lieu le *jour anniversaire de la naissance de Washington!* (1). On ose établir entre ces deux hommes un lien quelconque de solidarité et les placer sur la même ligne, en les entourant également d'une auréole de *patriotisme* et d'*honnêteté!* Voilà vraiment ce

(1) Ce fait incroyable nous est transmis par un journal dévoué au général Florès : *la Tribuna*, de Montevideo (14 juin 1865).

Oui, ce soldat vaniteux et haineux qui venait d'ensanglanter le sol de la patrie, de déchirer avec son sabre la Constitution de son pays, d'imposer sa dictature à l'aide des baïonnettes étrangères, s'est laissé publiquement comparer par d'impudents sycophantes à Washington, *le type de la grandeur américaine*, *le héros de l'ordre dans la liberté*, ainsi que le nomme l'inspirateur de la Constitution Argentine de 1853, l'éminent publiciste sud-américain, l'ennemi de Rosas, l'ami de Florencio Varela et du Paraguay, en un mot, Juan B. Alberdi.

Ici, le bouffon l'emporte sur l'odieux, et au lieu de s'indigner, on hausse les épaules.

Venancio Florès comparé à Washington !

Puisque les rédacteurs de *la Tribuna* ignorent à ce point l'histoire du grand citoyen du Nord-Amérique, nous nous contentons de les renvoyer à la lettre écrite par lui à Newburg, le 22 mai 1782. Par la même occasion nous y renvoyons aussi notre contradicteur.

Cette lettre qui *montre sous son vrai jour cette belle âme de citoyen où jamais ne pénétra le moindre sentiment de préoccupation personnelle*, ainsi que le déclare si justement M. Pierre Lefranc, dans la remarquable biographie de Washington que cet écrivain vient de publier (LE LIVRE D'OR DES PEUPLES) ; cette lettre, réponse indignée aux officiers de l'armée qui sollicitaient leur général de prendre le commandement suprême avec le titre de roi, suffira pour faire mesurer aux flatteurs de Florès l'abîme qui sépare le *condottiere* oriental du héros américain.

qui insulte à la conscience publique et fait monter à nos lèvres le dégoût qui déborde de notre cœur.

Nous ne parlons pas de la *popularité* qu'on partage entre ces deux personnages. Il y a popularité et popularité, comme, sans même sortir d'Aix, il y a Arnaud et Arnaud.

Jeanne d'Arc fut populaire; Marion Delorme le fut également; Victor Hugo est populaire; M. le vicomte Ponson du Terrail ne l'est-il pas aussi? Et Cartouche donc? et Gaspard de Besse? Évidemment, on ne soutiendra pas que la popularité de M. Offenbach soit de même aloi que celle de Rossini, pas plus qu'on ne confondra la popularité de Dom Pedro II avec celle du général Florès.

En citant un passage du livre de M. Benjamin Poucel, le rédacteur du *Messager* s'associe au légitime hommage que notre compatriote s'est empressé de rendre à l'empereur du Brésil; il s'y associe, tout en semblant nous reprocher de ne pas nourrir pour ce souverain les sentiments qu'il mérite.

Celui qui trace ces lignes a le droit de mépriser de pareilles insinuations. Bien avant l'auteur des **Otages de Durazno**, il avait payé son tribut de respectueuse sympathie au caractère du jeune Empereur.

Dans **le Brésil tel qu'il est**, comme dans **les Femmes et les Mœurs du Brésil**; comme dans notre dernier ouvrage : **la Traite, l'Émigration et la Colonisation au Brésil**; dans toutes les occasions, enfin, nous avons rendu justice à cet esprit élevé, qui est en même temps un noble cœur, en racontant son amour pour la science, qui fait de Dom Pedro II un des membres les plus actifs de l'*Instituto historico e geografico;* son initiative courageuse dans le sens du progrès; et surtout les vaillantes luttes qui ont failli compromettre sa popularité, qui pouvaient mettre en péril sa couronne, pour obtenir la suppression du honteux trafic de chair humaine.

Certes, dans les journaux, comme dans nos livres, nous avons dit de sévères vérités au Brésil, à propos de sa législation intolérante; nous

nous sommes indigné profondément contre l'horrible institution servile; mais, en applaudissant toujours aux efforts persévérants de Dom Pedro II pour introduire dans ses États la civilisation européenne.

Plus d'une fois on nous a appelé : *ennemi du Brésil*, et le mot *haine* se retrouve dans les articles du *Messager*. Ce reproche nous touche peu. Haïr la mauvaise Constitution d'un pays, ce n'est pas être l'ennemi de ce pays; au contraire, c'est vouloir sa prospérité.

El odio à sus malas leyes, es amor à su engrandecimiento, ainsi que répond, dans sa *Carta primera* (1), au même reproche qui lui est adressé, M. Juan-B. Alberdi, adversaire, lui aussi, de la Constitution, *révisée*, de Buenos-Ayres.

C'est donc parce que nous avons pu, et su, apprécier tout ce qu'il y a de grand dans le caractère de l'empereur Dom Pedro II; c'est aussi parce que nous gardons religieusement dans le cœur le souvenir du bienveillant accueil que nous avons reçu de lui, à son palais de *São-Christovão*, que nous protestons de toute notre énergie contre le rapprochement inouï de ces deux noms : Dom Pedo II et Venancio Florès!

Le premier de ces noms, on ne saurait trop le constater, signifie : loyauté chevaleresque, instruction solide, noblesse de caractère, patriotisme, exagéré, à notre point de vue (2); le second, lorsqu'il est prononcé, fait passer devant les yeux le pâle fantôme d'un Deutz grincheux, ou le spectre grimaçant d'un Coriolan abâtardi.

Une fois encore, on invoque le témoignage de M. Benjamin Poucel, en faveur de cet homme qui a violemment troublé la paix de son pays, et qui a introduit l'étranger sur le sol de l'Uruguay.

Nous estimons qu'on a été fort mal inspiré de faire intervenir dans le débat le fondateur des bergeries *Mérinos-Naz* du *Pichinango*.

(1) *Los Intereses Argentinos en la guerra del Paraguay con el Brasil*, por Juan-B. Alberdi. Paris, 1865.

(2) Consulter la note 2 de la page 94.

M. Poucel n'est ni un écrivain, ce qui explique pourquoi le côté philosophique d'une question le préoccupe peu; ni, simplement, un homme d'État, ce qui explique également pourquoi sa synthèse manque de cette lumière profonde qui traverse les démonstrations de M. Alberdi. Cependant, un long séjour sur la terre platéenne a donné à M. Poucel une expérience pratique qui permet à sa pensée d'embrasser une zone circonscrite de l'horizon. Aussi, nous le reconnaissons volontiers, ses appréciations des choses du Sud-Amérique méritent, dans certains cas, malgré la forme insuffisante qui les enveloppe, d'être prises en sérieuse considération.

Donc, puisqu'on proclame la compétence, en ces matières, de M. Benjamin Poucel, nous rappellerons incidemment cette compétence spéciale. Ce sera alors la propre parole de l'auteur invoqué que nous opposerons aux téméraires allégations de notre contradicteur.

Voici un fait, relatif à Florès, et que nous trouvons consigné dans **Les Otages de Durazno** :

Un parti de *colorados*, commandé par le colonel Florès, avait enlevé, pendant la nuit, tous les chevaux du Pichinango. Le lendemain, M. Poucel va dénoncer ce vol audacieux au chef des maraudeurs.

Florès accueille, *en souriant*, la demande en restitution ; il *sourit* encore, l'estimable partisan (*le sourire persistant de Florès*, dit le texte), en avouant que c'est lui qui a donné l'ordre de razzier la bergerie. En fin de compte, le magnanime colonel fait remettre au Français dépouillé, en échange de 80 à 100 chevaux — parmi lesquels 50 bêtes vigoureuses, — 3 chevaux de selle et 12 rosses efflanquées, des *mancarrones*, en un mot.

Et qu'on prétende maintenant que le héros *colorado* ne s'entend pas aussi bien au négoce qu'aux aventureuses expéditions!

Il est vrai qu'il nomma, *en riant* tout à fait cette fois, M. B. Poucel son aide de camp pour la nuit qui précéda son départ.

Cherchera-t-on à excuser, par les nécessités de la guerre, cette razzia

opérée au détriment d'un travailleur européen ? Mais ce travailleur, serviable pour les deux partis, secourable à tous et à chacun, sans distinction de cocarde, restait complétement étranger aux querelles de Buenos-Ayres et de Montevideo. Il se contentait d'enrichir et de moraliser le pays, en donnant l'exemple d'une activité féconde et d'une inépuisable charité. La veille, encore, le docteur du Pichinango avait prodigué ses soins et même sauvé la vie à plusieurs blessés de la troupe du colonel. Si l'équité ne parlait pas assez haut à l'âme de Florès, la reconnaissance, du moins, devait rendre sacrée pour cet homme la propriété des Français. Sans doute; mais la reconnaissance est un fardeau si lourd pour certaines natures! Et puis, le volé avait-il bien le droit de se plaindre? Le colonel ne venait-il pas d'acquitter envers lui la dette du pays, la sienne propre, en lui conférant le titre glorieux de son aide-de-camp?

La trempe du *patriotisme* de Florès est connue; on peut mesurer maintenant le niveau de son *honnêteté*.

Et l'on s'étonne que nous appelions *caudillo* ce chef de pillards, devenu plus tard chef de bandits, après avoir été forcé par la réprobation publique d'abandonner le siége présidentiel, ainsi que ce fait sera bientôt établi.

Et d'autre part (1), tout en adhérant à nos conclusions, on nous invite à *modérer nos appréciations des personnes*, parce qu'il ne serait pas juste de juger avec nos idées européennes des hommes vivant dans un milieu politique et social si différent du nôtre; et aussi parce qu'on ne repousse pas un *sabre dégaîné* avec des *considérations philosophiques*.

Est-il donc nécessaire de rappeler au collaborateur privilégié de *la Gazette* qu'il n'y a point d'éclectisme en morale?

Les différences de latitude expliquent, sans doute, mais ne justifient point certains égarements, certaines défaillances. Quand bien même il se

(1) *Gazette du Midi* du 27 janvier 1866. (Lettre de M. B. Poucel.)

produirait avec un cortége de brillantes qualités, le crime ne serait jamais excusable.

Aux individus, comme aux sociétés, il faut pour règle de conduite des principes arrêtés. Lorsqu'une nation a perdu cette règle dans les énervantes agitations des guerres civiles, il est indispensable de la ramener aux saines notions du juste et de l'honnête.

C'est là le rôle de la philosophie.

Le mépris du droit, légué par l'oppression métropolitaine à l'anarchie et entretenu par celle-ci jusqu'à nos jours, a désorganisé l'Amérique latine. En entraînant la déchéance des caractères, ce mépris a causé tous les malheurs de ces belles contrées. Seul, le retour au droit, en imposant le respect des institutions librement choisies, pourra sauver les États Hispano-Américains.

Où en serions-nous, mon Dieu! si la philosophie, c'est-à-dire, la morale raisonnée, ne finissait point par triompher du sabre, c'est-à-dire, de la force aveugle, mise au service d'un abrutissant despotisme?

N'oublions pas que c'est la philosophie qui a enfanté la Révolution de 89, et qu'à son tour, en proclamant les DROITS DE L'HOMME, cette Révolution a inauguré l'ère de la régénération sociale.

Eh bien! ces DROITS — expression sublime de la philosophie —; ces DROITS affirmés, reconnus par la Constitution des Républiques latines du Nouveau-Monde, sont, chaque jour, foulés aux pieds, bafoués, niés, par des soudards audacieux et des conspirateurs de la pire espèce, que le succès a favorisés. Donc, il y a urgence à réagir par la philosophie contre ces insolents triomphateurs qui, en intronisant le fait heureux, retardent l'avénement du règne de la loi.

Nous sommes bien forcé de l'avouer : Oui, le sens moral s'est considérablement affaibli dans l'Amérique latine. Néanmoins, en perdant de son énergique initiative, l'âme, affaissée sur elle-même, n'a point renié, pour cela, sa divine origine. Elle sommeille avec la conscience publique;

toujours prête à se réveiller comme elle aux mâles accents d'une voix courageuse.

L'enthousiasme patriotique que les arrogantes prétentions de l'Espagne viennent de faire éclater sur tout le littoral du Pacifique, ne fournit-il pas la meilleure démonstration de cet état des esprits?

Il est, en effet, des moments dans la vie des nations, où un fait brutal verse comme un fluide électrique sur les populations engourdies qui tressaillent alors à l'unisson; où, un mot — note juste de la situation — qui résume la double idée de devoir et de dévouement, suffit pour briser dans les mains qui la brandissent l'arme sacrilége qui vient d'égorger le droit et la justice.

Voilà pourquoi, il incombe à tout publiciste qui nourrit

. . . . . Ces haines vigoureuses
Que doit donner le vice aux âmes vertueuses,

de dénoncer, sans ménagements aucuns, à la civilisation, les actes de déloyauté, de trahison, de barbarie, commis par les chefs des peuples, et d'en flétrir impitoyablement les auteurs.

Nous venons de répondre à l'invitation qui nous est adressée de *modérer nos appréciations*, c'est-à-dire d'emmieller notre plume, de capitonner nos phrases, pour présenter au lecteur le citoyen oriental qui a introduit l'étranger jusqu'au cœur de sa patrie.

Devant la solidarité qu'on voudrait établir entre les chefs de la triple alliance, non-seulement nous avons le droit de nous indigner véhémentement, mais encore nous en avons le devoir.

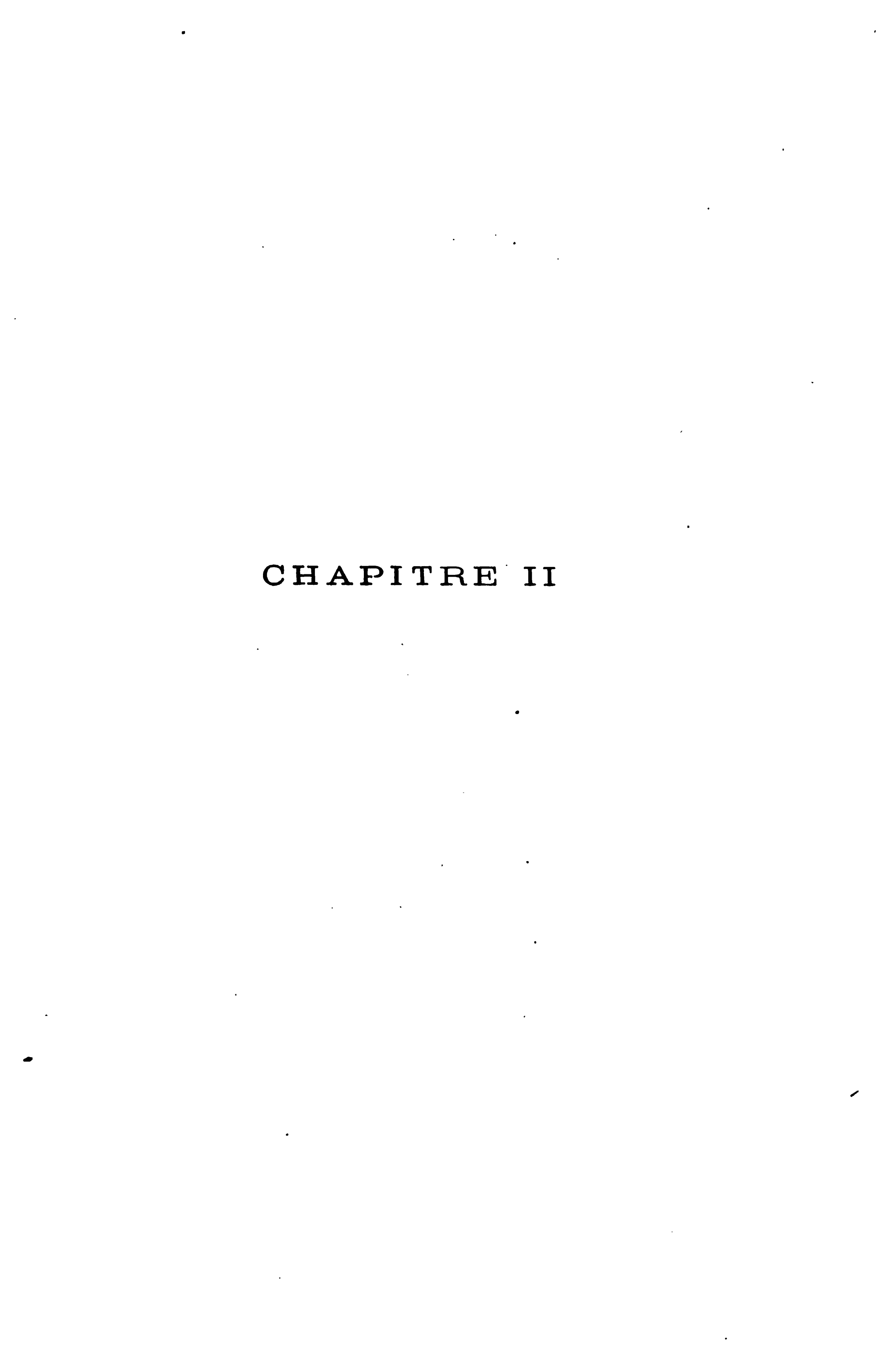
Nous combattons de toutes nos forces, en ce moment, les projets de conquête du Brésil; néanmoins, nous respectons assez l'empereur Dom Pedro II pour ne pas le comparer au sinistre héros de Florida.

Il arrive, parfois, en politique, qu'on accepte les services d'un traître;

mais, tout en payant la trahison; tout en en tirant profit, on la déteste et on la méprise.

Son zèle a entraîné trop loin notre contradicteur. Nous l'engageons à relire la fable de La Fontaine intitulée : *L'Ours et l'Amateur des jardins* et dont voici la moralité :

Rien n'est plus dangereux qu'un imprudent ami;
Mieux vaudrait un sage ennemi.



CHAPITRE II

CHAPITRE II

—

LA POLITIQUE DU BRÉSIL

Maintenant que le terrain est débarrassé de toute question de personnalité, abordons les principes qui font le sujet de cette discussion.

Nous retrouverons encore l'homme suspect dont *le Messager* se porte le garant.

Nous laissons sans réponse, bien entendu, toutes les divagations que notre contradicteur accumule dans l'exorde de son réquisitoire, où, à propos du Paraguay, il fait intervenir *Victor Hugo*, la *fraternité humaine* et la *République universelle*.

Voyez-vous le Paraguay préparer l'annexion des républiques qui l'entourent, et aussi, sans doute, de l'immense empire du Brésil !

Si encore *le Messager de Provence*, après avoir interrogé l'avenir, avait parlé d'une confédération entre le Paraguay, le Matto-Grosso, les pro-

vinces riveraines de Corrientes et d'Entre-Rios, en y comprenant même l'Uruguay ; alors, peut-être nous aurions pu nous entendre.

Mais une annexion de tous ces États au profit du Paraguay !

Une pareille allégation est tout simplement absurde. Passons.

Nous avons soutenu que la guerre actuelle, entreprise sous de spécieux prétextes, cachait des intentions de conquête.

Nous avons ajouté que le commerce français était intéressé à connaître la vérité sur les causes réelles d'un conflit qui apporte une grande perturbation dans les affaires, en arrêtant les transactions avec le Rio de la Plata.

La principale de ces causes est la détresse où se trouve l'agriculture brésilienne, par suite de la suppression du trafic de chair humaine et du refus, raisonné, de l'émigration européenne de s'arrêter sur les côtes inhospitalières de l'Empire.

Qu'a répondu notre contradicteur devant les faits navrants que nous lui avons présentés? Comment les a-t-il combattus? Par un moyen bien simple. Il les a niés. Mon Dieu! oui. A propos des scènes lamentables que nous avons citées: *Le massacre des Irlandais sur la place d'Acclamação; les désastres de l'Amazone et du Mucury*, on nous a opposé un démenti formel.

Ah! monsieur! vous qui, en fait de circumnavigation, n'avez voyagé que de la rue des *Chaudronniers* aux rues *Boulegon* et *Papassaudi*, et pour qui, par conséquent, l'Amérique du Sud est un pays aussi inconnu que le Japon; vous vous permettez de repousser le témoignage d'hommes qui racontent ce qu'ils ont vu !

Vous récusez M. Elisée Reclus, dont la compétence est notoire !

Vous récusez le docteur Avé-Lallemant, par cette raison dérisoire que *vous ne connaissez pas ses ouvrages !*

Vous nous récusez nous-même qui avons habité le Brésil et qui avons consigné dans plusieurs volumes, favorablement jugés en France, en Allemagne, en Angleterre, ne vous en déplaise, par des hommes avec

lesquels il faut compter, les impressions que nous avons rapportées de ce pays!

Et vous avez la prétention d'imposer vos démentis comme autant d'articles de foi!

Mais c'est se moquer du sens commun, vraiment! Il n'y a que l'ignorance qui se permette de pareilles audaces!

Donc, vous repoussez imperturbablement toutes les autorités que nous avons déjà invoquées pour établir la mauvaise foi des Brésiliens dans leurs contrats avec les émigrants.

Eh bien! soit!

Les auteurs ci-dessus cités sont connus pour être systématiquement hostiles au Brésil; niez l'exactitude de leurs relations; pour un moment on vous en accorde le droit. Mais alors, vous admettrez avec empressement l'opinion de deux écrivains dévoués à cet État et décorés, en récompense de leurs ouvrages favorables à l'Empire esclavagiste, des ordres de Dom Pedro II.

Hâtez-vous donc d'ouvrir **le Brésil** de M. Ferdinand Denis, et aussi **l'Empire du Brésil**, de M. le comte de La Hure. A la page 154 du premier livre vous trouverez la narration détaillée du massacre des Irlandais; aux pages 280, 293, 333, 335 du volume de M. de La Hure, vous aurez la confirmation de ce que nous avons avancé, relativement à l'état désastreux de l'agriculture brésilienne; enfin, à la page 433 du même livre, vous apprendrez que les désastres du Mucury *ont donné lieu à un échange de notes entre les Etats originaires des colons et le Brésil.*

Votre parti pris ne résistera point, on doit le croire, à la lecture de ces pages véridiques; alors, comme tout ceux qui ont étudié cette question, vous commencerez à comprendre, peut-être, pourquoi le Brésil est entraîné par la force des choses, vers l'estuaire de la Plata.

Nous prévenons notre contradicteur que nous enregistrerons, dans le cours de ce travail, non pas les erreurs qu'il a commises — nous aurions

trop à faire — mais seulement les ÉNORMITÉS dont il s'est rendu coupable.

Un démenti donné à l'histoire est assurément une ÉNORMITÉ; aussi, plaçons-nous déjà le numéro 1.

Nous devons le répéter : le Brésil manque d'air salubre; le Brésil manque de subsistance; le Brésil ne peut communiquer avec sa province intérieure de *Matto-Grosso* que par les fleuves platéens. Or, c'est pour obtenir l'air, les vivres, les communications; nous ajoutons : c'est aussi pour prévenir le démembrement de l'Empire, que le Brésil veut s'établir définitivement à l'embouchure de la Plata.

Vous niez (nier est votre argument favori) les velléités annexionnistes du Brésil.

Mais ici, vous nous faites encore la partie belle, en nous prouvant, une fois de plus, que vous ignorez absolument l'histoire.

Nous ne rappellerons que pour mémoire les empiétements du Portugal sur les possessions espagnoles; en mentionnant, toutefois, parmi les principales usurpations accomplies, celle de cette même province de Matto-Grosso dont il vient d'être question, et qui fait partie de l'Empire.

Nous laisserons aussi de côté la fameuse carte dressée à Lisbonne en 1678, et sur laquelle est désignée, comme territoire portugais, toute la côte de l'Océan qui s'étend de Rio-de-Janeiro au Rio de la Plata.

Ces faits ont certainement leur importance, bien qu'ils appartiennent au passé; cependant rentrons dans notre époque, et il ne nous sera pas difficile d'établir que le Brésil a continué la politique de la métropole.

Signalons d'abord l'ardente compétition du Brésil et de Buenos-Ayres au sujet de Montevideo. Ajoutons que l'Uruguay a déjà été incorporé à l'empire esclavagiste sous le nom de province *Cis-Platine;* que la possession a duré sept ans; qu'elle a coûté au Brésil 121 millions de cruzades et 8,000 hommes; et, enfin, qu'elle serait devenue définitive, sans les

trois sanglantes défaites qu'essuya Dom Pedro Ier à *el Sarandi*, *Ituzaingo* et *Colonia*.

Rapprochons-nous encore du temps présent.

En 1851, un traité est imposé à Montevideo, par lequel cette République, pour prix des secours que lui apportait le Brésil contre Oribe, abandonne à cet État le territoire de *Santa-Tecla* au nord, et toute la partie du littoral qui longe la lagune *Mirim*.

On le voit, c'est l'histoire qui nous l'apprend, le Brésil s'est avancé toujours, sans cesse, vers les régions salubres du sud ; il s'avance encore dans cette direction. Tous les moyens lui sont bons : la guerre, les traités, pour se rapprocher du but de ses convoitises séculaires. Aujourd'hui, il prend un lambeau de territoire; demain, si on le laisse faire, il s'adjugera le territoire tout entier.

Les événements ont marché depuis 1851, tant en Amérique qu'en Europe.

Oribe a été forcé de lever le siége de Montevideo; Rosas est tombé à *Caseros*, devant l'action combinée des soldats du Brésil et de ceux d'Entre-Rios. L'influence brésilienne est grande à Montevideo, et c'est sous cette influence que Florès est nommé président de la République (1854). Le premier acte du nouveau président est de faire un traité avec l'Empire. Celui-ci lui accorde 60,000 piastres (fortes) par mois et une garnison brésilienne, afin que, par l'argent et par les baïonnettes, il puisse se maintenir sur le fauteuil présidentiel.

Mais on ne brave jamais impunément le sentiment national, en s'appuyant sur l'étranger. Dom Pedro Ier a été chassé du Brésil parce qu'il donnait la préférence aux *marinheiros* (Portugais) sur les Brésiliens, et non point, comme on le prétend, *parce qu'il était né en Europe;* Florès subit le même sort, à Montevideo.

En 1855, le Brésil retira troupes et subsides. La popularité, si mala-

droitement vantée de Florès, ne résista point à cette épreuve décisive. A peine le dernier soldat brésilien fut-il sorti du territoire de l'Uruguay, que Florès était renversé par les Orientaux exaspérés et forcé de fuir à Buenos-Ayres.

Voilà ce qu'on appelle un simple *désaccord avec les Colorados!* Et ce publiciste, enfiellé, lorsqu'il s'agit des Paraguayens, trempe ici sa plume dans le miel pour vanter la conduite de Florès, qui, *au lieu d'avoir recours à la force pour imposer silence aux dissidents, et ne voulant pas, d'ailleurs, exposer son pays aux horreurs de la guerre civile, quitta tranquillement le pouvoir.*

Autant de mots autant d'erreurs.

Que dites-vous de cette logique? Florès a pour ennemis les *Blancos*, ou conservateurs. De l'aveu de son panégyriste, il est en *désaccord* avec les *Colorados*, ses amis; et, dans sa générosité, il daigne épargner à son pays les horreurs de la guerre civile! Mais sur quelle force se serait-il appuyé, puisqu'il avait les deux partis contre lui? On veut, peut-être, parler des Brésiliens; on oublie alors que les Brésiliens étaient retournés dans leur patrie.

Pour ces deux atteintes à la vérité historique, nous nous contenterons d'un seul sinet. Nous placerons ici le numéro 2.

Nous voici arrivés à la date de l'occupation violente des îles Chinchas par l'Espagne et à la guerre entreprise par la Prusse et l'Autriche, en *faveur* des duchés de l'Elbe.

Le silence de l'Europe, en présence de ce double abus de la force, enhardit le cabinet de Rio-de-Janeiro. Puisque de l'autre côté de l'Atlantique, les gouvernements semblaient se désintéresser du droit des faibles, l'occasion était favorable pour consommer une suprême iniquité; aussitôt une escadre brésilienne porta à Montevideo un *ultimatum* implacable auquel, en l'état, Rio-de-Janeiro le savait bien, satisfaction ne pouvait être accordée.

Voici pourquoi :

Nous avons vu Florès précipité du pouvoir, dès qu'il n'y fut plus soutenu par la main de l'étranger; mais le grand cœur de l'ex-président ne se crut pas dégagé de la reconnaissance qu'il devait à ses protecteurs; et ceux-ci, à leur tour, n'abandonnèrent pas Florès, parce qu'ils avaient besoin de lui. Cette touchante union du soldat oriental avec les ennemis de son pays existait donc toujours, lorsque, après le massacre de *Paso de Quinteros*, le chef des *Colorados*, échappé au sort de ses compagnons, se réfugia, d'abord, auprès d'Urquiza, dans l'Entre-Rios; ensuite, auprès de Mitre, à Buenos-Ayres.

On supposera, peut-être, que cet excellent *patriote* va enfin laisser respirer librement sa patrie, et que, satisfait de surveiller les *estancias* du señor Gregorio Lezama, il demandera à la philosophie et au travail régulier, des consolations contre l'*ingratitude* de ses concitoyens. Ce serait bien peu connaître cette nature haineuse, ambitieuse, vindicative, que de la juger capable d'une pareille résignation.

Florès, qu'on nous a représenté comme renonçant magnanimement au pouvoir, afin de ne pas déchaîner la guerre civile sur son pays, ne rêve qu'à une chose dans son exil : endosser de nouveau la casaque du *caudillo* et porter la dévastation sur le territoire Oriental, en vue de reconquérir le pouvoir.

Cet abominable projet, conçu à Buenos-Ayres, préparé ainsi sous les yeux du président Mitre, se réalise en effet.

Les aventuriers arrivent de toutes parts au camp de Florès; celui-ci se trouve bientôt en mesure de tenir la campagne; le pillage est organisé; le sang coule. Et c'est le Brésil, constatons-le encore, qui fournit à sa créature des munitions, des armes, des soldats, et même la plupart des chefs de ses bandes!

Ce fait, qui nous montre le Brésil fomentant, favorisant, aidant la guerre civile, sur le territoire d'un État ami, et préludant aux hostilités ouvertes par de ténébreuses menées; ce fait, accablant pour le cabinet de

Rio-de-Janeiro, l'a-t-on fait disparaître? L'a-t-on contesté seulement? Le rédacteur du *Messager de Provence* s'est bien gardé de l'entreprendre : il s'est contenté d'introduire dans son récit un colonel Netto qui aurait été pillé par les troupes gouvernementales; il explique alors par des griefs de même nature, auxquels satisfaction avait été refusée, l'envoi de l'escadre brésilienne devant Montevideo et la déclaration de guerre qui a suivi.

La composition des bandes de Florès étant connue, notre contradicteur aurait pu, tout aussi bien que nous, dégager le mot de la situation.

Eh! oui, Monsieur, rien n'était plus facile, avec un peu de réflexion, que de conclure comme nous l'avons fait, à savoir :

Que Florès et le Brésil étaient d'accord; que ce sont les Impériaux qui ont pillé des compatriotes, établis sur le territoire Oriental; partant, que l'Uruguay était seul fondé à se plaindre et à demander une légitime réparation à son dangereux voisin.

S'il pouvait douter de la connivence des autorités brésiliennes avec le *caudillo* Florès, nous renverrions le lecteur à la *Reforma Pacifica* du 20 août 1864; nous lui signalerions encore l'ouvrage qu'a publié à Berlin, M. Sturz, sous ce titre, un peu barbare pour des oreilles françaises :

Schafzucht und Wollproduction für deutsche Rechnung in Uruguay.

M. Sturz, dont les travaux sont estimés de tous ceux qui s'occupent de la matière, était naguère consul général, en Allemagne, de la République de l'Uruguay.

Nous renverrons encore ceux qui cherchent sincèrement la vérité, au manifeste du gouvernement Oriental, qui établit péremptoirement que :

1° L'élément principal des révoltés à l'intérieur *se compose de Brésiliens.*

2° Le gouvernement de la République avait des griefs nombreux et

antérieurs à ceux qu'articulait le Brésil, et dont le redressement avait été constamment refusé par l'Empire, entre autres : fréquentes incursions sur son territoire, par des bandes armées de Brésiliens; enlèvement d'hommes et de troupeaux, conduits et vendus dans la province de *Rio-Grande;* citoyens Orientaux, libres, faits prisonniers et massacrés sur place, ou incorporés de force dans l'armée, ou vendus comme esclaves.

(Lire le journal *El Pais* du 14 août 1864, où ces actes de sauvagerie sont consignés.)

3° Une proposition a été faite par le gouvernement Oriental pour soumettre le litige au jugement d'une puissance étrangère; mais le Brésil, qui avait adopté ce moyen dans deux cas semblables pour régler ses différends avec l'Angleterre, a repoussé l'arbitrage proposé.

La démonstration est-elle complète? Nous croyons qu'elle l'est; et, alors, puisque nous avons pris notre contradicteur en flagrant délit d'ignorance des faits, nous nous croyons autorisé à tracer un énorme numéro 3.

Non, certes, le Brésil ne voulait pas un accommodement basé sur l'équité. Pourquoi? A cette heure, M. Arnaud lui-même est capable de nous le dire. Parce que le Brésil qui avait préparé les voies, grâce à la complicité de Florès, était impatient d'entrer en campagne et de saisir enfin à l'embouchure de la Plata la position si ardemment convoitée depuis des siècles.

Et on ose vanter, à côté du *pâtriotisme* de Florès, la *modération* de l'empire esclavagiste !

Le reste est connu.

Le Brésil aspirait à la guerre; il a fait la guerre. Aujourd'hui, il commande encore à Montevideo, toujours dans la personne de Florès, comme en 1854. Il a fait avancer ses bataillons, unis à ceux de Buenos-Ayres; il a lancé ses canonnières sur la partie inférieure des fleuves platéens;

il vient enfin de délivrer Uruguayana, et il marche avec ses alliés d'un jour contre la grande armée de Lopez.

Et puis?

Et puis! Le Brésil s'épuise à poursuivre une guerre qui lui coûte plus d'un million par jour (40 millions par mois), sans que ses soldats soient convenablement nourris (1).

Et son crédit, si solidement établi sur les places européennes, il y a quelques années, baisse considérablement chaque jour, ainsi que l'a constaté l'*Examiner* de Londres, dans un article spécial, reproduit par le *Galignani-Messenger* de Paris.

De plus : le désarroi est dans les affaires; les transactions sont arrêtées sur tout le bassin de la Plata; le mécontentement est grand, *l'Europe* de Francfort dit *général*, parmi les populations de l'Empire qui désapprouvent cette guerre; les nègres frémissent, attendant le premier échec de l'armée pour se révolter; et l'Europe, l'Europe qui féconde de ses capitaux, de son activité, les rives de la Plata, est en droit de reprocher au Brésil de s'être lancé, pour satisfaire son ambition, dans une aventure funeste, puisqu'elle menace de couvrir de ruines l'Amérique du Sud et de retarder ainsi le peuplement, c'est-à-dire, l'entière civilisation de ces belles contrées.

Voilà ce que nous affirmons avec l'histoire.

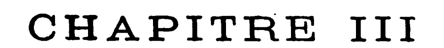
Cependant, nous n'avons pas fini; car nous voulons qu'il ne reste pas un abri où puisse se réfugier la présomptueuse ignorance de notre contradicteur.

Pendant que les Paraguayens, battus à Riachuelo, barbarement égor-

(1) Le trafic le plus éhonté s'exerce à cette heure, au détriment des troupes impériales; on pourra apprécier le prix exorbitant auquel reviennent au gouvernement brésilien les substances de l'armée, par le fait suivant :

Dans la guerre actuelle, le privilége de fournir des vivres au contingent (les milices) de Rio-Grande, a été acheté par un trafiquant bien connu la somme de 16,000 onces d'or : environ 1,500,000 francs.

gés sur les bords du Yatay, réduits en esclavage après la capitulation d'Uruguayana, ainsi que cela sera bientôt péremptoirement établi ; mais, maîtres encore de l'immense territoire brésilien du Matto-Grosso, et formidablement retranchés au point de jonction du Paraguay et du Paranà, attendent avec calme l'attaque de leurs ennemis, nous allons mieux caractériser le rôle de Buenos-Ayres.



CHAPITRE III

CHAPITRE III

—

LA POLITIQUE DE BUENOS-AYRES

Nous venons de relire, hélas! n'était-ce pas là notre devoir? la lourde plaidoirie — *indigesta moles* — publiée par *le Messager de Provence*, en faveur de la triple alliance.

En rencontrant dans ce *factum* une si complète ignorance de la matière, nous n'avons pu nous défendre d'une impression pénible qui, en quelques minutes, nous a fait parcourir toute la gamme des sentiments, depuis l'é onnement naïf jusqu'au dégoût profond.

Quel puissant mobile a donc forcé le rédacteur de la feuille aixoise à entreprendre cette malheureuse campagne? malheureuse pour lui, bien entendu, à cause des conditions déplorables où le placent les démentis que lui inflige à chaque instant l'inexorable histoire!

Évidemment, derrière cette prose tapageuse, arrogante et indisciplinée, se cache une énigme dont le mot nous échappe.

Ce mot, nous renonçons à le trouver.

Nous allons reprendre notre démonstration, moins pour rétorquer des arguments absents, que pour achever de fixer l'opinion sur le véritable caractère du conflit Brasilo-Paraguayen.

L'auteur des **Otages de Durazno** a soutenu, *d'après* M. Juan-B. Alberdi, partant, *après* M. Alberdi, mais *avant* nous, il est vrai, la thèse que nous défendons aujourd'hui ; et le même homme qui a loué M. Poucel, s'inscrit en faux contre nos conclusions!

Et cet homme prétend combattre pour le triomphe de la vérité!

Allons donc! La vérité s'affirme par des faits et par leur logique, mais non point par de vaines déclamations et par des insultes grossières.

Nous maintenons fermement cette proposition :

« Le but poursuivi par Buenos-Ayres est de reconquérir, avec l'appui du Brésil, sa domination sur les provinces et, s'il y a lieu, de revendiquer le Paraguay, en abandonnant Montevideo à l'Empire. »

Cette idée des vues conquérantes de Buenos-Ayres, nous la trouvons exprimée par l'écrivain consciencieux et *éloquent* (cette dernière expression appartient à notre contradicteur) dont la compétence a été reconnue.

Après avoir déclaré, comme M. le comte de la Hure, que : « C'est une question de faim qui pousse le Brésil à s'éloigner du soleil, » M. Poucel reprend :

« Si la guerre du Paraguay est toute une question de subsistance pour le Brésil, elle est pour le gouvernement de Buenos-Ayres *toute une question de suprématie.* »

L'auteur ajoute, à la même page et à la suivante :

« Buenos-Ayres qui a subi, à son corps défendant, la libre navigation des rivières en 1853, avait protesté, en 1843, contre le renouvellement de l'indépendance du Paraguay.... L'indépendance du Paraguay est, au fond, l'anéantissement radical des derniers vestiges du système colonial pour Buenos-Ayres..... Or, la libre navigation pour les provinces argentines signifie indépendance pour elles, comme pour le Paraguay. Donc, il faut empêcher le Paraguay d'être indépendant, *afin de maintenir les provinces argentines des rives droites sous la dépendance de Buenos-Ayres.* »

Voilà qui est net et explicite. Est-on convaincu enfin par la parole de M. Poucel ? Alors, que devient cette affirmation contenue dans la lettre du 14 novembre : « Le Brésil ne veut pas s'arrondir au détriment de la Banda-Oriental, et la Confédération Argentine au détriment du Paraguay ! »

Après M. Poucel, nous citerons une autre autorité, inconnue, sans doute encore, du rédacteur du *Messager de Provence;* mais devant laquelle, pourtant, s'inclinent les personnages les plus considérables des deux côtés de l'Atlantique.

Nous voulons parler de l'auteur du **Système économique et rentistique de la Confédération Argentine** ; — des **Éléments du droit public provincial Argentin** — et de l'**Intégrité nationale de la République Argentine.**

M. Juan Alberdi nous apprend que si la République Argentine a reconnu l'indépendance du Paraguay, Buenos-Ayres a protesté dans le congrès de Parana (1852) contre la validité de cet acte.

Voilà donc deux protestations constatées : celle de 1843 mentionnée par M. Poucel, et celle de 1852 dont il est ici question.

M. Alberdi ajoute :

« La revendication du Paraguay est probablement un des articles secrets de l'alliance conclue avec les Impériaux. »

Ce n'est pas nous, cette fois, qui affirmons; c'est l'éminent publiciste argentin qui parle; que répondra-t-on à M. Alberdi?

Quant à l'oppression des provinces par Buenos-Ayres, elle est affirmée à chaque page par le même écrivain. Que notre contradicteur veuille bien méditer les lignes suivantes :

« Des deux peuples qui constituent la Confédération appelée République Argentine, l'un, le peuple vaincu, est gouverné par le peuple conquérant. Les provinces sont gouvernées par Buenos-Ayres, *comme au temps de Rosas et de ses prédécesseurs ;* elles sont soumises à un pouvoir plus redoutable encore que s'il était étranger. *Des compatriotes leur enlèvent les droits et les richesses que l'étranger respecterait.* »

Le lecteur appréciera la valeur respective des deux opinions contradictoires, émises, l'une par M. Alberdi, l'autre par le rédacteur du *Messager de Provence.*

Quant à nous, après avoir relevé cette nouvelle énormité, nous plaçons le numéro 4.

On a nié publiquement l'exactitude de nos appréciations ; mais osera-t-on bien donner un démenti à M. Alberdi? Prétendra-t-on que mieux que lui, qui a été mêlé à toutes les affaires de son pays, on connaît l'histoire de ce pays?

Pourquoi ne le dirait-on pas? Une pareille irrévérence ne nous surprendrait plus de la part de notre contradicteur.

Celui-ci aspire à toutes les gloires. Il possède, paraît-il, des aptitudes diverses qu'il a mises au service d'une ambition insatiable.

Comme l'étude du mur mitoyen tardait à découvrir devant lui de splendides horizons, M. L. Arnaud a échangé sa toge d'avocat contre une

plume de journaliste, de polémiste, voulons-nous dire, sans s'être préoccupé de savoir si cette plume, ainsi qu'on le raconte du sabre de Scanderbeg, ne serait pas trop lourde pour la main qui la tiendrait.

Aujourd'hui, à propos d'une question qu'il ignore absolument, le susdit polémiste se pose comme régent d'histoire et de géographie, colonisateur, moraliste, homme d'État, statisticien.

Nous venons d'établir la valeur de l'historien ; nous allons répondre au statisticien, à cette heure.

La prétendue *modération* du Brésil est désormais jugée. Il s'agit maintenant du *désintéressement* de Buenos-Ayres, à l'égard des provinces ; désintéressement qu'on s'efforce de justifier en alignant des chiffres.

Examinons donc les chiffres qui nous sont présentés.

On dit : Buenos-Ayres tire de sa douane un revenu de 15 millions de piastres par mois ; elle en dépense 3 seulement ; donc, conclut-on, « Buenos-Ayres paye avec ses *propres richesses* l'armée, solde tous les frais de la guerre, et envoie dans les provinces les secours demandés. »

On a oublié de nous dire si le négociateur envoyé par le général Mitre à Londres pour y contracter un emprunt, a mission de traiter au nom de la République Argentine, ou au nom de Buenos-Ayres seulement. La distinction a ici son importance. C'est évidemment au nom de la République que les négociations doivent être entreprises, et, dès lors, ce sont les Provinces-Unies qui garantiront cet emprunt destiné à faire face aux nécessités de la situation. Ce n'est donc pas avec ses *propres richesses*, constatons-le déjà, que Buenos-Ayres se propose de payer les frais de la guerre (1).

(1) Cet emprunt, pour la somme de 1,250,000 livres sterling (26,250,000 fr.), a été lancé sur la place de Londres par la puissante maison BARING ET Cᵉ. le 3 janvier 1866.

Il devait être fermé le 9 janvier, à deux heures du soir.

L'empressement des souscripteurs ne paraît pas avoir suffisamment répondu aux désirs des intéressés, puisque, à la date du 11 janvier, une circulaire, émanée de la

Quant à ces chiffres de 15 et de 3 millions qui représenteraient le revenu de Buenos-Ayres, on a oublié également de déclarer qu'il s'agit de la piastre-papier et non de la piastre forte, et que la piastre-papier ne vaut que 20 centimes.

Détail insignifiant ! dira peut-être notre contradicteur, et pour cause.

M. Martin de Moussy nous apprend qu'en 1853, la province de Buenos-Ayres prélevait sur les douanes, c'est-à-dire, sur un revenu appartenant à la nation tout entière, la somme de 24 millions de piastres-papier (5 à 6 millions de francs) : c'était plus des *deux tiers* du budget provincial, qui s'élevait seulement à 35 millions de piastres.

Ainsi Buenos-Ayres, en sa qualité de *province*, prenait annuellement à la nation une somme double de ses propres revenus.

Il reste à fixer les sommes que Buenos-Ayres s'attribue, non plus comme capitale de la province, mais comme capitale de la Confédération. Nous le dirons bientôt.

Certes, nous ne faisons pas difficulté de convenir que le chiffre de 3 millions fixé pour la dépense, doit se rapprocher de la vérité ; nous ferons observer, toutefois, que sur ces 3 millions, 2 proviennent du budget national ; mais ce que nous ne saurions accepter, sans des preuves à l'appui, c'est cet autre chiffre de 15 millions qui représenterait le revenu mensuel de la douane et qui donnerait ainsi par an une somme de 180 millions de piastres, soit 45 millions de francs.

Ce résultat nous paraît inadmissible, en présence du mouvement d'importation à Buenos-Ayres. Ce mouvement atteignant un chiffre de 60 millions de francs au plus, et les droits de douane étant en moyenne de 15 pour cent, le revenu de la douane de Buenos-Ayres ne saurait être supérieur à 10 ou 11 millions par an.

même maison Baring, réduit l'emprunt argentin à la somme de 500,000 livres nominales (12,500,000 fr.), et proroge la souscription jusqu'au 17 avril prochain.

Ce fait a bien son éloquence ; ne donne-t-il pas la mesure du degré de confiance qu'inspire, en Angleterre, la politique du président Mitre ?

En somme, la province de Buenos-Ayres prélève sur le budget national la part du lion ; elle y prend un million de piastres fortes, tandis que chacune des treize provinces reçoit un maigre subside de **12,000** piastres, soit ensemble **130,000** piastres.

Voilà ce qui résulte du travail de M. de Moussy dont les relations avec le président Mitre ne sont ignorées de personne.

Nous savons que le commerce de Buenos-Ayres s'est prodigieusement développé pendant ces trois dernières années ; aussi, sans poser des chiffres certains qu'il nous serait impossible de justifier, à l'heure présente, nous admettons que la douane de cette capitale rende par an une somme approximative de 25 millions de francs. Notre concession ne dépassera pas ce chiffre, et nous estimons dès lors que notre contradicteur a exagéré le sien de plus de la moitié, en calculant sur un revenu de 45 millions de francs.

Maintenant veut-on apprendre comment s'effectue ce virement des fonds nationaux, au profit de l'orgueilleuse, mais subtile métropole? Ce n'est plus M. de Moussy, ce sera un écrivain plus compétent encore qui nous fera connaître l'ingénieuse combinaison due au génie retors du président Mitre.

Depuis qu'elle a daigné consentir à être la capitale de la République Argentine, Buenos-Ayres possède deux gouvernements : le gouvernement *provincial* et le gouvernement *national*. Celui-ci administre, en effet, les affaires de la nation, mais *par Buenos-Ayres, avec Buenos-Ayres, au profit de Buenos-Ayres.*

Rappelons ce fait capital que, après la victoire de Pavon, Buenos-Ayres exigea que son budjet particulier fût garanti par la République. Ce point acquis, qu'on s'imagine un appareil aspirant et refoulant ; ou, mieux encore, une machine pneumatique de la force de deux chevaux et armée d'un formidable piston. A un signal, le piston se soulève, et le vide se fait immédiatement dans la caisse *provinciale* au profit de la caisse *nationale*. Mais l'opération ne s'arrête pas là, comme on pourrait le croire ;

à un second signal, le piston rentre doucement dans le tube administratif, réintégrant dans le premier contenant le contenu qui lui a été momentanément soutiré.

En d'autres termes, le revenu de la douane, retiré par le gouvernement *provincial*, est remis, comme propriété de la République, au gouvernement *national;* mais celui-ci le restitue à celui-là qui l'affecte exclusivement au budget de la province, *garanti par la nation*.... et le tour est joué.

Oui, les provinces sont *exploitées*, *pressurées*, au profit d'une métropole hautaine et implacable ;

Oui, le président Mitre sacrifie, à l'exemple de Rosas et de ses prédécesseurs, les intérêts généraux de la République aux intérêts particuliers de Buenos-Ayres.

Oui, la Constitution, *réformée et interprétée égoïstement* par lui, a converti les revenus de la nation en patrimoine provincial de Buenos-Ayres, et fortifié ainsi à l'étranger le crédit de cette province au détriment du crédit de la République Argentine elle-même.

Voici des chiffres authentiques et que nous défions notre contradicteur de nier : Les *bons locaux* sont à 90 0/0 sur la place de Londres, tandis que les *bons nationaux* se cotent, plus ou moins, à 35 0/0 à Buenos-Ayres. BONOS LOCALES *estan al* 90 0/0 *en Londres*, *mientras* LOS NACIONALES se cotizan (*mas o menos*) *al* 35 0/0 *en Buenos-Ayres* (1).

Cette double cote suffit pour caractériser le système auquel la République est actuellement soumise; de même que la dépréciation relative des fonds nationaux donne, en dehors même de la politique, l'explication du premier échec infligé au négociateur argentin.

Nous ne croyons pas nous trop aventurer en prédisant un égal insuccès à l'emprunt réduit que vient de lancer la maison BARING ET Cie.

(1) LOS INTERESES ARGENTINOS EN LA GUERRA DEL PARAGUAY CON EL BRASIL, por *Juan-B. Alberdi*, carta primera, p. 6.

La situation est loin d'être belle ; on appréciera mieux les embarras toujours croissants qu'elle crée, lorsque nous aurons dit que la République Argentine dépense, pour les frais de la guerre, 200,000 francs par jour.

Tout crédit lui étant refusé à l'étranger, on se demande si c'est avec les 25 millions annuels de la douane de Buenos-Ayres que Mitre pourra réaliser les 6 millions mensuels, strictement nécessaires pour l'entretien des troupes argentines?

Poser la question, c'est la résoudre.

Dès lors, et encore que tous les autres services seraient sacrifiés, nous ne voyons pas où le président trouverait des ressources suffisantes pour faire face aux nécessités de la guerre.

La situation financière ainsi établie, tant pour le Brésil que pour la République Argentine, on n'a pas besoin d'arguer des compétitions violentes et haineuses, des divisions profondes, qui règnent parmi les chefs de la triple alliance, pour arriver à cette conclusion logique que, en se prolongeant, la guerre actuelle doit produire un ébranlement redoutable dans les États qui l'ont entreprise.

A bas les masques! Et respect à l'histoire, c'est-à-dire à la vérité!

Comme son complice Florès, le président Mitre vient d'être jugé d'après ses derniers actes. Ce président peut être cité comme un brillant poëte, un journaliste remarquable, un artilleur expérimenté, un vétérinaire de mérite;

Et aussi comme un savant mécanicien; comme un prestidigitateur habile, et, surtout, plus heureux que les frères Davenport, puisque, sans le secours des *esprits*, il a réussi jusqu'à ce jour à égarer l'opinion, à propos des évolutions de ses *guitares* politiques.

Néanmoins, nous estimons, le lecteur n'est-il pas de cet avis? que Mitre ne saurait être maintenu sur le piédestal d'*honnêteté* et de *patriotisme* que lui a dressé, avec une confiance si ingénue, le rédacteur du *Messager de Provence*.

Du reste, si celui-ci veut être réellement édifié à cet égard, il n'a qu'à consulter une étude approfondie de la matière (publiée dans les deux textes, *espagnol* et *français*), qui a produit une grande sensation des deux côtés de l'Atlantique, et qui donne tous les renseignements désirables sur le fonctionnement des deux budgets : le budget de la province de Buenos-Ayres et celui de la République Argentine :

Les Dissensions des Républiques de la Plata et les Machinations du Brésil;

Ou bien :

Las Disensiones de las Republicas del Plata y las Maquinaciones del Brasil.

Et voilà comment Buenos-Ayres est la cité *généreuse*, *magnanime*, qui se dépouille volontairement pour le plus grand avantage de la République Argentine!

Voilà comment elle paie l'armée, solde tous les frais de la guerre, et envoie dans les provinces les secours demandés, avec ses *propres richesses*!

Pense-t-on que la pose du numéro 5 ne soit pas suffisamment justifiée?

Le lecteur comprend, à cette heure, combien une pareille exploitation doit exaspérer les provinces; et cependant on ne craint pas de vanter l'union fraternelle qui s'est établie sur tous les points de la République, depuis l'avénement du président Mitre, c'est-à-dire, depuis l'installation de la machine qui vient d'être décrite.

La feuille de la rue *des Chaudronniers* dit textuellement : *A partir de cette époque, la pacification a été définitive; depuis lors, l'entente la plus cordiale règne entre toutes les provinces.*

Nous l'avouons humblement, tant de contre-vérités nous stupéfient.

Heureusement, le *Moniteur* — une autorité qu'on ne récusera point, celle-là — va répondre pour nous. Voici ce que chacun peut lire dans le numéro du 17 novembre dernier :

« Le général Urquiza ayant réformé en partie le contingent de l'Entre-Rios, se préparait à rallier l'armée principale; mais la population de sa province est mal disposée pour la guerre et n'inspire pas de confiance.

« Les contingents des autres provinces se sont presque tous révoltés et dispersés, sauf celui de Santa-Fé, et il n'est arrivé à l'armée nationale que de très-faibles détachements dans le plus misérable état.

« La province de Cordova est toujours livrée à l'anarchie, et les partis s'y combattent avec un acharnement extrême. »

Nous recommandons, chemin faisant, à M. A. Carle, du *Sémaphore*, le passage relatif au général Urquiza.

Depuis le commencement des hostilités, on le voit, Urquiza est toujours à la veille de rallier l'armée de Mitre avec le contingent de l'Entre-Rios. Malheureusement, ce contingent n'est jamais prêt : ce qui fait que Urquiza ne bouge pas de sa résidence de San-José.

Puisque le rédacteur du *Sémaphore* demande à être édifié sur les sentiments du vieux général, nous allons lui dire ce qui nous paraît être une évidente vérité, et en même temps retourner contre leur auteur ces paroles imprudentes : *M. Expillg convie le brave, le loyal patriote Urquiza au déshonneur, en l'engageant à passer à l'ennemi.*

Urquiza est l'homme ; il est plus encore, il est presque le dieu des provinces. Depuis la bataille de *Caseros* (3 février 1852), ce général n'a pas cessé de représenter l'intérêt de ces mêmes provinces ; bon gré, mal gré, il le représente encore aujourd'hui ; il le représentera toujours ; et cet intérêt, le comprendra-t-on enfin? est complétement opposé à la suprématie de Buenos-Ayres.

Dès lors, l'*ennemi* pour Urquiza, comme pour les provinces, c'est Buenos-Ayres; or, c'est en marchant avec Mitre contre le Paraguay que le *loyal*, le *patriote* Urquiza déserterait à l'*ennemi* et renierait ainsi son glorieux passé.

Seule, l'attitude indécise que garde, dans les circonstances présentes, le général des provinces, pourrait lui être reprochée; cette attitude s'explique pourtant. L'âge a affaibli l'ardeur d'Urquiza qui ne demande plus qu'à jouir de ses immenses richesses. Voilà pourquoi il ne s'est pas joint ouvertement aux Paraguayens dont l'intérêt est le même, faut-il le répéter encore? que celui des provinces. Mais on ne saurait douter que sa pensée ne soit avec eux, puisqu'il ne se trouve pas à côté de Mitre. La pensée de ses *gauchos* est également avec les soldats *libérateurs* de Lopez; ce qui le prouve manifestement, c'est qu'on ne parvient pas à les incorporer dans l'armée dite, improprement, *nationale*.

Nous venons de répondre à M. A. Carle qui cherche sincèrement la vérité; mais nous laissons tomber à nos pieds, sans daigner la relever, l'accusation qui nous est adressée d'exciter à la trahison le général Urquiza.

Maintenant, nous allons compléter les lignes, si précises, de la feuille officielle, par des renseignements particuliers qui achèvent d'éclairer la situation.

Non-seulement Mitre n'a été rallié ni par les forces de l'Entre-Rios; ni par les soldats de Cordova, la seconde province de la République, eu égard à son importance; ni par ceux des provinces Andines; mais encore, il a contre lui les troupes de Corrientes qui combattent dans les rangs des Paraguayens (1).

(1) Les *Débats* eux-mêmes viennent confirmer l'exactitude de nos renseignements. Nous copions textuellement les lignes suivantes dans les *Débats* du 26 janvier dernier :

« Les levées d'Urquiza ont encore dû être licenciées une fois; il est impossible de les retenir sous les drapeaux ; *d'ailleurs, le sentiment général de la province d'Entre-*

Voilà donc où en est l'œuvre de *pacification* accomplie par ce mécanicien gouvernemental ! Voilà où en est l'*entente cordiale* si audacieusement proclamée par le rédacteur du *Messager*.

La guerre contre le Paraguay a fourni l'occasion aux provinces de manifester leurs sentiments sur la politique équivoque, adoptée, depuis son avénement au pouvoir, par le président Mitre ; et les provinces ont affirmé, autant que cela leur était possible, leur irritation profonde.

Sans demander la permission, nous posons ici le numéro 6.

Nous allons peut-être être accusé d'exagération, en soutenant que la guerre contre le Paraguay, cette guerre dont le vrai motif, indiqué dans notre précédent travail, n'a pas été parfaitement saisi en France, soulève une réprobation générale dans les pays qui y sont engagés.

Rien n'est plus vrai, pourtant ; nous ajoutons : rien n'est plus facile à établir.

Des correspondances particulières qui concordent avec celles qu'a publiées *l'Europe*, de Francfort, nous ont autorisé déjà à signaler le mécontentement des populations brésiliennes. Ce mécontentement a une cause légitime.

La lutte sanglante, mais émancipatrice, qui vient de se terminer dans l'Amérique du Nord, a eu son contre-coup dans l'empire du Brésil. Mis en interdit par l'émigration européenne ; affamé, tremblant devant la menace d'une insurrection servile, le Brésil s'agite au milieu de complications intérieures, trop redoutables, pour qu'il puisse impunément dépenser son activité en dehors de ses frontières. Quelque populaire qu'on suppose l'idée de l'annexion de l'Uruguay ; à cette heure, la masse de la nation s'est séparée de son gouvernement. La question des noirs domine

Rios est assez hostile à la cause des puissances alliées. A Rosario, un bataillon du général Paz, qui y était caserné, s'est révolté, et après un conflit qui a fait plusieurs blessés, il y a eu de nombreuses désertions. Pareil événement s'est reproduit à Cordova. »

toutes les autres, ou, plutôt, elle les comprend toutes. Tant que cette question ne sera pas résolue, l'action du Brésil sera virtuellement paralysée, puisque cet empire doit toujours se tenir prêt pour la guerre d'extermination qui se prépare.

D'un côté, la famine; de l'autre, l'égorgement : voilà la perspective qu'entrevoit, dans un prochain avenir, la société brésilienne.

C'est là ce qui explique l'impopularité, au Brésil, du conflit extérieur où s'est engagé le cabinet de Rio-de-Janeiro, et, en même temps, le prompt retour dans sa capitale de Dom Pedro II, après la capitulation d'Uruguayana.

A Montevideo, la question est envisagée à un autre point de vue ; mais elle produit le même résultat. C'est l'intérêt commun de la République Orientale et du Paraguay qui fait maudire la campagne entreprise contre ce dernier État. Comme celui-ci, l'Uruguay se sent menacé dans son existence.

Dans notre premier travail nous avons hésité à propager un bruit qui nous arrivait d'Allemagne, et d'après lequel un intérêt purement dynastique s'ajoutait aux motifs économiques et politiques qui poussaient le Brésil vers les bouches de la Plata.

Aujourd'hui, l'élévation de Florès et de Mitre au rang de prince accuse tellement à nos yeux cet intérêt familial, que notre réserve n'a plus le droit de se prolonger.

Nous allons donc parler franchement et hautement.

L'expédition de Florès, favorisée par Mitre, activement aidée par le Brésil, coïncide d'une manière fâcheuse avec les pourparlers relatifs au mariage d'un prince de la famille d'Orléans. A cette époque déjà, on disait en Amérique, on répétait en Europe, qu'en s'unissant au comte d'Eu, l'Altesse brésilienne lui apporterait en dot la vice-royauté de l'Uruguay.

Ce bruit ne pouvait manquer de prendre, chaque jour, plus de consistance, lorsqu'on voyait le Brésil fournir des subsides, des soldats et

même des chefs aux bandes pillardes de Florès, et enfin se joindre ouvertement à ces bandes pour renverser le gouvernement légal de Montevideo.

Il paraît que, depuis le combat du Yatay, Florès a grandi dans l'estime de ses deux alliés. Dom Pedro II vient de le faire prince, en lui donnant la décoration du *Cruzeiro*. Or, d'un prince, — un prince victorieux, s'il vous plaît, — à un vice-roi, il n'y a que la largeur de la main, si l'on considère, surtout, la grande jeunesse du comte d'Eu. Le premier plan aurait donc été modifié, mais toujours dans le sens de l'annexion de l'Uruguay à l'Empire.

Pour prix de la vente de son pays, Florès recevrait, non pas les trente deniers de l'Iscariote, mais la vice-royauté de la Banda-Oriental. Après lui, cette vice-royauté reviendrait au comte d'Eu.

Et c'est cet homme — un Deutz sanglant! qu'on ose comparer à Washington!

Si, d'aventure, notre travail passe sous les yeux d'un des rédacteurs de *la Tribuna*, nous prions ce rédacteur, après qu'il aura lu la lettre écrite à Newburg, le 22 mai 1782, de la communiquer à Venancio Florès.

Celui-ci, quelque aveuglé qu'il soit par ses récents triomphes, pâlira au contact seul de la réponse du grand citoyen. Nous le défions bien de la lire jusqu'au bout, sans se mépriser profondément lui-même.

Pour les Orientaux, la question n'a pas changé, au fond. Que leur importe, en effet, d'être gouvernés, *au nom du Brésil*, par le comte d'Eu, ou par Judas-Florès? Il s'agit pour Montevideo, comme pour le Paraguay, de conserver son indépendance, ou d'être rayé du nombre des États souverains.

Telle est la signification de la présence d'un corps considérable d'Orientaux, à côté du contingent de Corrientes, dans l'armée de Lopez. En combattant dans les rangs des Paraguayens, les Orientaux savent qu'ils défendent la cause de leur pays, momentanément compromise par la trahison d'un *caudillo* vindicatif.

Veut-on une preuve irrécusable que ces sentiments sont bien ceux de la population Uruguayenne? Cette preuve, la voici :

Un journal soutenait courageusement, sous la dictature même de Florès, la thèse que nous développons ici. Avant de voir ses presses brisées, son imprimerie saccagée, ses rédacteurs poursuivis au cri de : *Meurent les traîtres!* que poussait une bande sanguinaire, *la Reforma Pacifica* avait été poursuivie CINQ fois par les tribunaux. CINQ fois accusée de répandre des doctrines subversives, anti-nationales, *la Reforma Pacifica* a été acquittée TROIS fois par le jury Oriental.

Ce fait constaté déjà par le rédacteur du *Sémaphore*, dans l'examen critique qu'il a fait de notre dernière brochure :

La vérité sur le conflit entre le Brésil, Buenos-Ayres, Montevideo et le Paraguay; ce fait, pensons-nous, n'a pas besoin de commentaire.

C'est le jury, c'est-à-dire le suffrage universel qui a prononcé.

Nous sommes donc fondé à soutenir que les sympathies de la nation Orientale se trouvent et dans le camp de Lopez, et avec les écrivains qui défendent la cause, commune, de Montevideo et du Paraguay.

Enfin, nous venons de constater avec *le Moniteur*, que les provinces argentines nourrissent la même opinion; soit, en refusant de marcher avec le président Mitre; soit, en envoyant leurs soldats renforcer les bataillons paraguayens.

Ce sont là des faits patents, avérés, logiques, contre lesquels ne sauraient prévaloir des démentis inconsidérés.

L'attitude des provinces, répétons-le une dernière fois, s'explique naturellement par la désapprobation de la politique du général Mitre; politique qui a pour unique objet de restaurer la superbe domination de Buenos-Ayres sur les provinces et les régions intérieures.

La alianza de 1865 *tiene por objeto restaurar esa dominacion sobre las provincias y paises interiores*, ainsi que le déclare formellement

M. Juan Alberdi, dans sa brochure déjà citée : **Los intereses argentinos en la guerra del Paraguay con el Brasil.**

Et c'est le général Mitre, constatons-le encore, qui, en réformant la Constitution donnée par Urquiza, a établi cet antagonisme déplorable entre la province de Buenos-Ayres et les autres provinces de la République.

Voilà pourquoi nous soutenons que la triple alliance a pour but la conquête; voilà pourquoi aussi, quelle que soit l'issue de la guerre, nous prévoyons des complications prochaines, avec ou sans la coopération d'Urquiza, entre Buenos-Ayres et les provinces argentines.

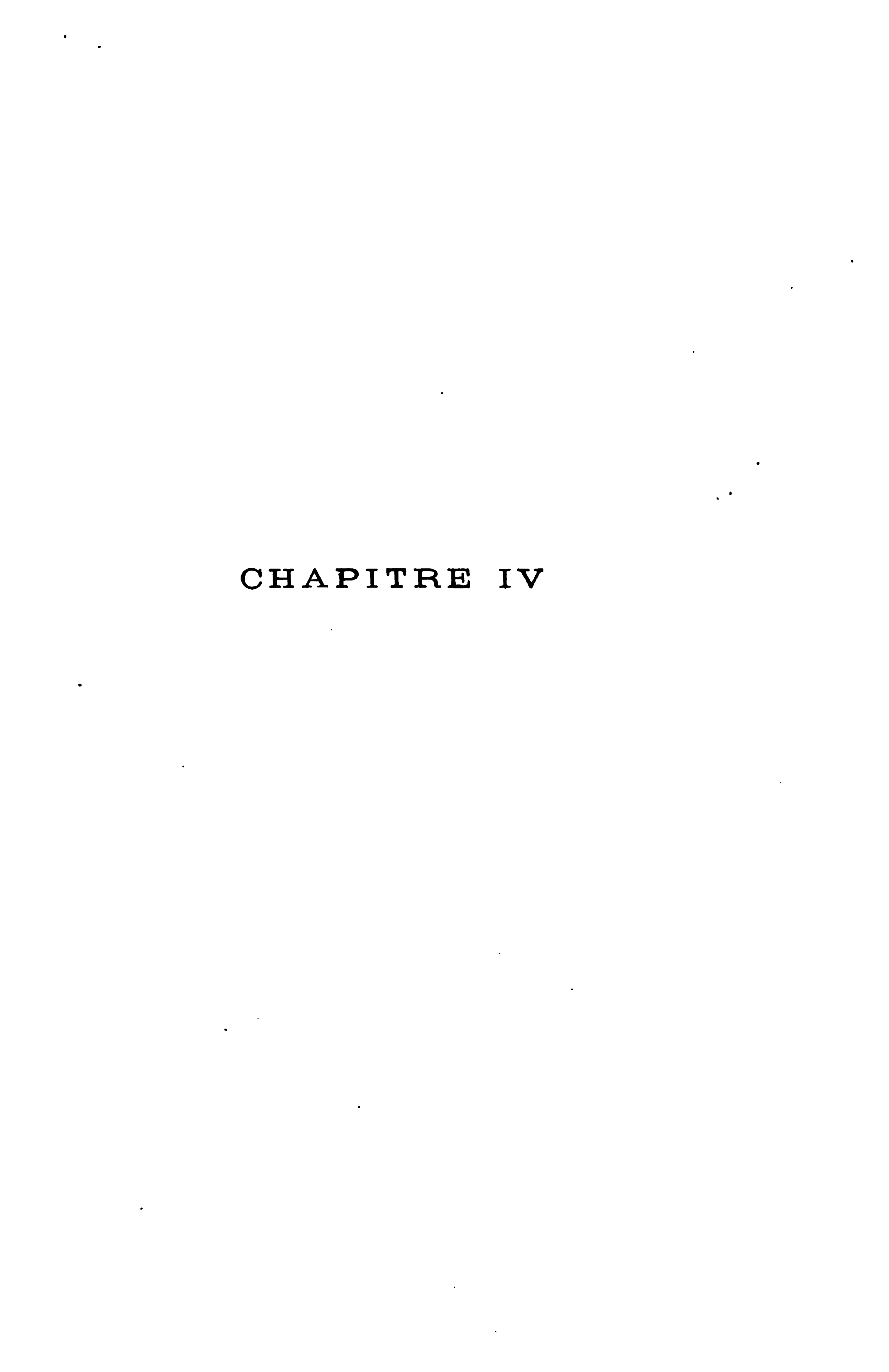
M. Arnaud n'est-il pas lui-même de notre avis lorsqu'il imprime dans son article du 11 novembre, que Buenos-Ayres a accepté *provisoirement* d'être la capitale de la République; et dans l'article suivant — 14 novembre — que Buenos-Ayres a demandé qu'on garantisse son budget particulier, *en prévision des éventualités d'une révolution ou d'une guerre?*

Ces mots, textuellement extraits du *Messager de Provence*, sont signés par notre contradicteur.

En détruisant toute l'économie de son *factum*, ces mots nous autorisent à dire que, à son insu, malgré lui assurément, mais entraîné par l'évidence des faits, le publiciste aixois est forcé d'admettre nos conclusions.

Il ne reste plus à notre contradicteur, qui, entre-temps, cesse de remplir ce rôle, qu'à se réconcilier avec la logique, et à se faire pardonner par les lecteurs de son journal le cours d'histoire fantaisiste qu'il leur a fait suivre.

On nous approuvera sans doute, si, pour consacrer cette nouvelle énormité, nous inscrivons le n° 7.



CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

—

LE PARAGUAY

—

§ I. — *Provocations de la triple alliance.*

N'était l'évidente nécessité d'apporter une lumière complète dans une question que les plumes amies du Brésil s'ingénient à entourer de ténèbres, nous pourrions nous arrêter ici. Mais cette question n'a pas été examinée sous une de ses faces les plus importantes; nous voulons dire au point de vue essentiellement paraguayen.

Or, le Paraguay qu'on a appelé justement la *Chine d'Amérique*, pendant une période de 36 ans comprenant la dictature de Francia, et celle de Rosas qui lui fermait obstinément l'accès des fleuves platéens; le Paraguay, que des folliculaires ignorants appellent encore de ce nom, ne compte pas assez de défenseurs pour que nous nous retirions du débat,

avant que le droit de cette République ne soit péremptoirement démontré.

M. L. Arnaud, qui rend à notre honorabilité un hommage dont elle n'a pas besoin, doit connaître assez nos opinions pour savoir que jamais nous n'avons combattu en faveur du despotisme contre la liberté. L'oppression nous indigne et les opprimés possèdent toutes nos sympathies. Aujourd'hui encore, nous avons la prétention de marcher avec les soldats du droit et de la civilisation, contre les armées de l'iniquité et de la barbarie; nous répétons le mot, en le soulignant : de la *barbarie.*

Voilà pourquoi nous nous sommes rangé, sans hésitation aucune, du côté des Paraguayens contre la triple alliance.

Il est, pensons-nous, inutile de refaire l'historique du conflit actuel. Quelques lignes suffiront pour placer la question sur son véritable terrain.

Le Brésil se disposait à joindre ses régiments aux bandes de Florès; nous savons dans quel but.

Le Paraguay se sentant menacé dans son existence, comme État souverain, signifie au Brésil sa résolution *de maintenir à tout prix l'intégrité des Républiques de la Plata et leur équilibre, consacré par des traités solennels; en conséquence, il déclare qu'il considérera comme un* CASUS BELLI, *l'envahissement du territoire de l'Uruguay par les forces de l'Empire.*

La position prise par le président Lopez ne pouvait être plus nettement, plus franchement établie.

Ajoutons que cette conduite lui était commandée par les articles 1 et 3 de l'ACTE D'INDÉPENDANCE, rendu le 29 novembre 1842, par les 400 députés de la nation, réunis en Congrès général (1).

(1) Art. 1er. La République du Paraguay est pour toujours, de fait et de droit, une nation libre et indépendante de tout pouvoir étranger.

Art. 3e. A l'avenir, le gouvernement qui sera élu pour présider aux destinées de la nation, fera serment, en présence du Congrès, de conserver et de défendre l'intégrité et l'indépendance du territoire de la République.

Le Brésil a franchi les frontières de l'État Oriental, et, immédiatement, les bataillons paraguayens ont pénétré par deux points, le Nord et le Sud-Est, sur le territoire de l'Empire.

La guerre était donc un fait accepté, lorsque le gouverneur du *Matto-Grosso* a été arrêté par les ordres du président Lopez, au moment où il se rendait à son poste. Le fonctionnaire brésilien n'a fait que subir les conséquences de la conduite de son gouvernement.

Entre-temps, le Paraguay surveillait la politique expectante, ou plutôt, sournoisement agissante, de Buenos-Ayres.

En favorisant l'expédition de Florès et en ne s'opposant pas à la marche des Brésiliens, Mitre travaillait sourdement, mais activement, contre le Paraguay. Cet État ne pouvait se tromper sur l'accord dissimulé, réel, cependant, qui existait entre le cabinet de Rio-de-Janeiro, Florès et Mitre. Décidé à arracher enfin à celui-ci le masque derrière lequel il abritait sa mensongère neutralité, Lopez lui demanda l'autorisation de traverser le territoire de *Corrientes* pour aller au secours du gouvernement Oriental.

Ainsi mis en demeure, Mitre dut se prononcer. Il repoussa la demande du Président Paraguayen.

Celui-ci fit alors ce qu'avait fait son prédécesseur, le 4 décembre 1845; il déclara la guerre à la République Argentine.

On outrage donc la vérité, lorsqu'on prétend que le Paraguay a commencé les hostilités avant de les avoir dénoncées; et on l'outrage sciemment.

Mitre a reçu la déclaration de guerre, quelques jours après qu'elle eût été promulguée à l'Assomption. Seulement, fidèle à sa politique cauteleuse, le Président Argentin tint secrète cette déclaration. Son but était d'égarer l'opinion publique, à propos de la prétendue perfidie du Paraguay.

Nous demandons à notre contradicteur si cela aussi est *honnête?*

Un autre reproche, aussi peu fondé, qu'on a adressé au Paraguay, c'est

d'avoir violé le traité de 1856 qui obligeait cet État à signifier ses intentions six mois avant l'ouverture des hostilités.

Ceux qui parlent ainsi ignorent que le Paraguay, fidèle, en cela, à la politique prévoyante que Washington recommandait à ses compatriotes, ne consent que des traités à durée extrêmement limitée. Ainsi sont faits les traités contractés avec la France, l'Angleterre, le Brésil, la Prusse, les États-Unis, et nécessairement avec la République Argentine. Celui de 1856 avec cette République a cessé d'exister le 6 novembre 1862, ainsi que le prouve l'article 32 de ce même traité, conclu *pour six ans*, le 29 juillet 1856 et ratifié le 6 novembre suivant.

Nous pouvons déjà le constater, en passant : les traités dont il vient d'être question ne démentent-ils pas cette accusation adressée au gouvernement actuel de continuer la politique ombrageuse du docteur Francia, et de vouloir tenir fermées les portes de la République à la civilisation européenne?

Si son intention était de se soustraire à l'influence de l'idée moderne et de vivre dans un isolement farouche, le Paraguay aurait-il noué des rapports d'*amitié*, de *commerce* et de *navigation* avec les États du vieux et du nouveau continent?

Tous les traités qui lient aujourd'hui la République avec les puissances des deux mondes ont été conclus par les successeurs de Francia (1); ce qui établit péremptoirement la ferme volonté du gouvernement paraguayen de marcher avec le siècle dans la voie des progrès pacifiques.

(1) Francia est mort d'une attaque d'apoplexie, le 20 septembre 1840.

Date des traités avec :

Angleterre, 4 mars 1853;
France, 30 janvier 1854;
Sardaigne, 18 mars 1854;
Brésil, 6 avril 1856 et 12 février 1858;
Confédération Argentine, 29 juillet 1856;
États-Unis, 4 février 1859;
Prusse et Zollwerein, 1er août 1860.

Les preuves multipliées de cette noble ambition ne tarderont pas à se présenter à nous; pour le moment, nous nous contenterons de poser ici ce jalon dont l'importance ne saurait être méconnue.

Maintenant nous reprenons notre récit.

Voilà donc la situation dégagée de toutes les obscurités et équivoques qu'y ont amassées, systématiquement, les correspondances brésiliennes et argentines.

Fort de la justice de sa cause, le Paraguay a marché en avant, sans compter le nombre de ses ennemis.

---

§ II. — *Les Armées alliées devant Uruguayana.*

Nous connaissons les résultats obtenus jusqu'à ce jour. Vaincus à Mbutuy, vainqueurs à Yatay (on saura plus tard toute la vérité sur l'engagement de *Riachuelo*) et à Uruguayana, les généraux de la triple alliance ont déshonoré leur dernier succès par un double et infâme attentat ; ils ont poussé l'abus de la force jusqu'à incorporer dans les trois armées assiégeantes les prisonniers paraguayens !

O honte ! on oblige ces malheureux soldats qui ont bravé avec un égal courage la mitraille et la faim, à grossir les rangs de leurs ennemis ! à marcher contre leur patrie ! à combattre contre leurs frères !

Il y a dans cet acte des généraux alliés un mépris souverain de la morale, de la dignité humaine, des droits *limités* que donne la victoire, qu'on ne saurait assez relever pour le flétrir. C'est bien là, en effet, un

acte *plus digne des Iroquois et des Apaches que des peuples qui se prétendent civilisés*, ainsi que dans leur vigoureuse indignation le disent *Les Débats*, si favorables au Brésil, pourtant!

Nous allons plus loin que *Les Débats* et nous soutenons que c'est calomnier les Apaches que de les comparer, dans cette circonstance, aux soldats de la triple alliance. Ces sauvages torturent leurs prisonniers; ils s'acharnent sur le corps, mais ils respectent l'âme; ils tuent, mais ils ne dégradent pas leurs victimes.

Jamais un fait pareil ne s'était produit, nous l'affirmons hautement, sur le sol généreux de l'Amérique latine; jamais, ni pendant les guerres de la Révolution, ni après la double défaite de Belgrano, ni pendant les luttes longues et acharnées qui précédèrent la proclamation d'indépendance de la République de l'Uruguay, on ne jeta un défi aussi audacieux à la civilisation!

Que dire encore de ce retour à la barbarie, signalé par le *Diario do Rio-de-Janeiro*? Nous copions les lignes suivantes dans le numéro du 14 octobre dernier :

« Un nouvel envoi de cinq jeunes Paraguayens vient d'arriver à *Santa-Anna-do-Livramento*, pour être DONNÉS : *un* à M. Francisco Pinto-Barreto ; *un autre* au lieutenant Cypriano da Costa Ferreira; *le troisième* au capitaine Antonio Mendez de Oliveira, et *les deux autres* à M. Antonio-Thomez Martins. Ces deux derniers avaient précédemment été adressés, l'un à *Saint-Gabriel*, l'autre à *Pelotas*, pour être DONNÉS au senhor Galignano. »

On le voit : la date, les lieux, les noms, tout se trouve consigné dans ce document horrible.

Comme le rédacteur des *Débats*, le lecteur est profondément indigné. Qu'il retarde cependant l'explosion de ses sentiments; car, nous avons à signaler des iniquités plus révoltantes encore.

Les Paraguayens *donnés en cadeau*, comme si c'étaient des perroquets, aux planteurs brésiliens et dont il vient d'être question, appartiennent à la catégorie des prisonniers faits au combat du Yatay, et qui avaient échappé au massacre de leurs frères d'armes (1).

Mais, ainsi que le constate judicieusement *El Pueblo* de Buenos-Ayres : « Le premier acte de cynisme entraîne à plusieurs autres. » *El primer acto de cinismo impulsa a muchos.*

Et, malheureusement, le journal argentin a raison.

Les forces paraguayennes qui ont capitulé devant Uruguayana composaient un effectif de 5,530 fusils.

Chacun des alliés incorpora dans ses rangs, 1,300 Paraguayens environ. Total : 3,900 hommes.

Ce fait est désormais acquis, malgré les énergiques dénégations du Président Mitre, dans sa réponse à la note du Président Lopez (25 novembre 1865, quartier-général de *Bella-vista*).

Au démenti *officiel* de Mitre, nous opposons l'affirmation tout aussi *officielle* de M. Julio Herrera (2).

Donc, sur ce chiffre de 5,530 hommes, 3,900 ont été incorporés dans les troupes alliées. Il existe entre les deux nombres un écart de 1,630. Que sont devenus ces 1,630 prisonniers?

Le lecteur européen aura de la peine à le croire : ces 1,630 Paraguayens ont passé au *service particulier* des Brésiliens.

Or, ajoute *El Pueblo*, on sait ce que signifie au Brésil le mot *servicio particular*.

(1) Voir, à la fin, la note A, où cet égorgement des prisonniers est dénoncé par un article du journal anglais *l'Evening Star*.

(2) M. Julio Herrera nommé, par décret, secrétaire particulier du Général-Président Florès, dit, *textuellement*, dans son rapport :

« Dans la répartition des prisonniers, nous en avons eu pour notre part 1,500. De
» ce nombre, 450 ont été affectés à former un bataillon que commande Elias; 200 ont
» été attribués au bataillon *Florida*; et 200 à celui du 24 *avril*; 300 au bataillon Bus-
» tamente; 100 à la cavalerie; 80 à l'escorte; 80 aux volontaires de Fidelis, et le reste a
» été distribué comme serviteurs (*assistentes*). »

« L'esclavage est donc le présent que ces infortunés ont reçu de la croisade qui devait les délivrer.

La esclavatura ha sido el presente recebido por esos desgraciados de la cruzada redentora (1).

Voici, du reste, sur cet acte épouvantable, les détails qu'on trouve dans un document également *officiel*, le rapport du colonel Oriental Palleja :

« Quand les cavaliers de Rio-Grande virent qu'on traitait de la capitulation, ils se précipitèrent vers les murailles de la place. Là, chacun d'eux saisit un petit Paraguayen (*Paraguayito*), qu'il jeta en croupe derrière lui et le transporta au camp. »

Nous recommandons au lecteur le trait final du rapport, qui nous fait assister à cette irruption de sauvages :

« On n'a jamais vu un si grand désordre. Il fallait, ou percer à coups de baïonnettes les cavaliers, ou les laisser faire. »

No he visto desorden mas grande; habia que bayonetearlos ó dejarlos hacer.

Eh bien! Il fallait les *bayonneter* sans compassion! s'écrie *El Pueblo*, dans un élan d'indignation généreuse.

(1) Veut-on savoir ce qu'est, à l'heure présente, l'esclavage, au Brésil? Un journal de Rio-de-Janeiro va nous l'apprendre.

Voici ce que nous lisons dans le *Anglo-Brasilian-Times* du 8 décembre 1865 :

« Le 23 novembre, à Bahia, une fille esclave, âgée de trente-quatre ans, a été amenée devant le chef de police dans un état déplorable. Elle n'avait plus figure humaine.

» Une ceinture de fer, serrée à la taille et fermée avec un cadenas, soutenait des chaînes de fer qui allaient rejoindre des anneaux rivés à ses jambes et à ses bras. Il y avait dix ans qu'elle portait cet attirail.

» Elle avait les flancs et la tête couverts de blessures et de cicatrices. Sa peau était sillonnée de blessures faites avec un fer rouge. On lui avait arraché les dents avec une clef de porte. »

On nous dira : c'est là l'exception. Oh! nous le croyons sans peine! Mais enfin, cette exception n'existe qu'à la faveur de l'institution servile; elle n'existerait plus si l'esclavage avait été supprimé.

Et la presse de Montevideo de faire chorus avec celle de Buenos-Ayres !

Les journaux anglais et français n'ont pas protesté avec moins d'énergie contre un pareil abus de la force.

Nous venons de citer l'*Evening Star*.

Cinq feuilles parisiennes : *le Temps*, *l'Opinion Nationale*, *le Siècle*, *la Gazette de France*, *les Débats*, ont reproduit le rapport du colonel Palleja, en sommant le Brésil, au nom de la civilisation et de l'humanité, de démentir ce rapport.

Devant cette réprobation de la presse indépendante, le silence devenait un aveu. D'un autre côté, il était bien difficile, pour ne pas dire impossible, de pousser l'audace jusqu'à nier carrément le crime.

L'embarras était grand, on le conçoit, pour les amis du Brésil, qui avaient été à même d'apprécier l'effet considérable produit, de chaque côté de l'Atlantique, par les révélations et les commentaires des journaux. Il ne fallait pas se flatter de détruire entièrement cet effet ; on espéra l'atténuer, du moins, et l'affaiblir dans une certaine mesure.

Un article parut auquel, sans trop de témérité, on peut croire que le Brésil officiel n'était pas absolument étranger ; il parut dans *les Débats* (1),

(1) Les *Débats* du 11 décembre 1865 avaient dit textuellement, à propos de l'accusation si nettement formulée par le colonel oriental, et reproduite par les journaux platéens :

« Pour l'honneur de l'humanité, nous ne voudrions pas croire à cette nouvelle, et, pourtant, le doute n'est guère permis. » .... « Ce *fait odieux* pourra-t-il être sérieusement démenti ? Nous le désirons beaucoup plus que nous n'osons l'espérer. »

En tenant compte de la réserve bien connue de cette feuille, on conclut naturellement et justement que les expressions ci-dessus rapportées témoignent d'une conviction complète.

Et cependant, ces mêmes *Débats*, entraînés sans doute par l'influence que nous venons de signaler, reviennent, dans le numéro du 15 décembre, sur leur précédente déclaration ; ils y reviennent, en s'appuyant sur les *recommandations d'humanité* que contiennent les proclamations des généraux alliés. Par exemple, ils exécutent une charge à fond contre *El Pueblo*, qu'ils représentent comme l'ennemi des institutions *libérales* — le mot y est ! — de l'empire esclavagiste.

La Patrie du 16 décembre qui reproduit cette prétendue rectification accable, à son

qui ne craignirent point, en se démentant à trois jours d'intervalle, de compromettre la gravité habituelle et, partant, la légitime autorité de leurs appréciations.

Redigé de façon à donner le change à l'opinion publique, cet article attaque violemment *El Pueblo*,

Ce pelé, ce tondu, cause de tout le mal!

mais il ne dit pas un mot du document, *officiel*, ne l'oublions pas, émané du colonel Palleja.

Dicté par une âme frémissante à une plume honnête, ce rapport qui distribue à qui de droit la honte et l'infamie; ce rapport qui n'a pas été démenti, parce qu'il ne pouvait pas l'être, conserve donc toute sa flétrissante autorité.

Ce n'est ni *El Pueblo*, ni *El Siglo*, qui s'indigne à tort ou à raison; c'est un officier supérieur de Florès, le colonel oriental Palleja, qui accuse hautement les Impériaux et qui les convainc, aux yeux de la civilisation, d'avoir réduit les Paraguayens en esclavage (1).

tour, le journal de Buenos-Ayres, qui devient ainsi le bouc-émissaire des défenseurs, officieux, ou officiels, du Brésil.

Et la *Tribuna?* et *El Siglo?* qui rapportent, chacun à sa manière, le fait dont il est ici question?

Les *Débats* et *la Patrie* se gardent bien de mentionner ces deux journaux; pas plus qu'ils ne contredisent la nouvelle donnée par le *Diario do Rio-de-Janeiro*, et que nous avons également enregistrée.

A plus forte raison, l'inspirateur de l'article si fâcheusement accepté par les *Débats* du 15 décembre, a passé sous silence le rapport du colonel Palleja. Pourtant, c'était cette pièce qu'il fallait attaquer et détruire; la nier, du moins, au lieu d'ergoter à propos de l'hostilité systématique de *El Pueblo*.

L'opinion, qu'on a cherché à égarer, ne s'est pas trompée, qu'on le sache bien, sur le but de cette manœuvre. Pour elle, le rapport a un caractère *officiel* que l'impartialité, comme la mauvaise foi, sont également forcées de lui reconnaître. Si donc ce document n'a pas été démenti par les plumes dévouées au Brésil, c'est qu'il ne relate que des faits vrais, établis, authentiques.

(1) Le lecteur s'étonnera, et avec juste raison, de ce que ces deux rapports, celui du colonel Palleja, surtout, aient été livrés à la publicité.

Ceux qui connaissent l'ambition démesurée, malsaine, de Florès, pourront deviner les secrets motifs qui ont fait agir le Président Oriental dans cette circonstance.

Mitre est le général en chef des armées alliées. A ce titre il assume sur sa tête la

Combien lord Palmerston avait raison lorsque, à la Chambre des Communes, dans la séance du 3 juin 1857, il déclarait que :

« Si le trafic a cessé, la pensée du trafic n'est pas éteinte dans le cœur de tous les Brésiliens, et nombre d'individus n'attendent qu'une occasion favorable pour le faire revivre. »

Nous ajoutons, après le ministre anglais, que la lèpre hideuse de l'esclavage menace de s'étendre sur les rives de la Plata, et que la défaite du Paraguay entraînerait, comme conséquence fatale, le triomphe de l'institution *particulière*.

Veut-on une preuve irrécusable que l'influence du Brésil, servie par l'indifférence criminelle des généraux alliés, a gagné un terrain considérable depuis le commencement de la guerre, dans le sens de la barbarie?

Cette preuve, nous la trouvons dans une lettre collective, publiée par *El Pueblo* du 26 octobre dernier, et que les *saladeristas* et les *barraqueros* (1) de la Plata ont écrite à Florès. Ces *honnêtes* industriels demandent, au non moins *honnête* chef des *Colorados*, des prisonniers paraguayens pour leur *service particulier*.

principale part de responsabilité des faits odieux qui s'accomplissent; donc, plus ces faits seront ébruités, propagés, plus l'horreur qu'ils inspirent atteindra le Président Argentin.

Si, sous la pression de l'indignation publique, Mitre est forcé d'abandonner la direction suprême de la guerre, à qui échoira naturellement cette direction, si ce n'est à l'autre Président?

Telle est l'explication qui nous a été donnée de la communication aux journaux des rapports des deux officiers orientaux.

Seule, cette communication faite avec l'autorisation de Florès, par son ordre peut-être, laisse entrevoir les rivalités redoutables et les implacables animosités qui divisent, à cette heure, les chefs de la triple alliance.

(1) *Saladeristas :* ceux qui salent la viande.
Barraqueros : négociants en peau, ou cuir.

Ah! il sera toujours vrai l'apologue de l'orange gâtée ; — une seule ! qui suffit pour communiquer sa pourriture à tout un panier d'oranges saines !

Tel est le caractère *odieux*, — cette épithète appartient aux *Débats* — que les puissances alliées donnent à la guerre qu'elles poursuivent contre le Paraguay.

Le crime est si bien établi, qu'il a provoqué une vigoureuse protestation même parmi les organes de la triple alliance (1).

En présence de pareils aveux, on se demande si le dix-neuvième siècle a rétrogradé jusqu'à ces âges sombres où, en vertu de la formule païenne, *væ victis*, le droit de conquête choisissait entre l'égorgement des vaincus et leur condamnation à l'esclavage ; et, alors, si les vainqueurs d'Uruguayana sont des Huns et des Vandales, ou bien des nations civilisées se faisant gloire d'être chrétiennes ! Dira-t-on que ce n'est pas là de la *barbarie?*

L'empereur Dom Pedro, nous avons été assez heureux pour le constater déjà, avait pris le chemin de sa capitale, lorsque cette double iniquité fut commise. La responsabilité en retombe donc tout entière sur la tête de ses généraux et sur celle des deux *honnêtes* présidents Florès et Mitre (2).

(1) Voir à la fin la note B.

(2) Ce paragraphe, qui résume la consciencieuse appréciation que nous avons précédemment faite du caractère de Dom Pedro II, était imprimé lorsque nous avons reçu des détails authentiques sur la capitulation d'Uruguayana.

Hélas ! les relations publiées par les feuilles platéennes constatent que l'empereur du Brésil se trouvait encore sur le lieu du crime, au moment de l'incorporation des soldats paraguayens dans les rangs des alliés ; et même que la chasse aux prisonniers s'est faite en sa présence.

Nous laisserons subsister, à côté de notre protestation indignée, les lignes élogieuses pour Dom Pedro II, comme une preuve manifeste, éclatante, irrécusable, du sentiment d'impartialité qui a présidé à notre travail ; mais ce même sentiment nous oblige, aujourd'hui que les faits sont exactement connus, à revenir sur le jugement favorable qu

Puisque l'empereur du Brésil était absent au moment du crime, son gendre, le comte d'Eu, ne devait plus se trouver dans le camp d'Uruguayana. Cela est hors de doute pour nous. Le fait d'avoir contracté mariage sur une terre esclavagiste n'implique pas nécessairement, pour ce prince de la maison d'Orléans, l'adoption des idées rétrogrades de cette terre, et surtout de l'infâme préjugé de la couleur qui livre une race à l'exploitation d'une autre race. Le prince de Joinville a aussi épousé une princesse brésilienne; et nous ne sachons point que cette union ait gagné le brave marin à la cause de l'institution *particulière*.

L'exemple de l'oncle n'aura pas été perdu pour le neveu. S'il avait autorisé, ne fût-ce que par son silence, la double abomination dont il est

nous avons émis dans le premier chapitre. Quelque pénible que soit, pour nous, ce devoir, nous saurons le remplir. Il est rempli !

Voici le texte, fidèlement reproduit, du rapport du colonel Palleja, publié par *El Pueblo* de Buenos-Ayres (20 octobre 1865) :

.... dió orden de que saliesen los cuerpos sin armas; cada uno de estos salió por el frente que ocupaban, y fué conducido DELANTE DEL EMPERADOR; *cuando los cuerpos llegaron* Á SU PRESENCIA, *iban diezmados. La caballeria los arrebataba atropellandolo todo.*

Le rédacteur du *Pueblo* s'écrie dans son indignation :

« Les bannières de deux Républiques se sont trouvées impuissantes pour émanciper ceux qui s'abritaient sous leur ombre.

» ..... On nous a arraché DEUX MILLE CINQ CENTS hommes que nous n'avons soustraits à la barbare oppression de Solano Lopez, que pour les soumettre à une abjection mille fois pire ! »

Las banderas de dos Republicas no han podido emancipar á los que á su pié se guarecian.

..... Nos han arrebado DOS MIL QUINIENTOS *hombres que arrancamos á la barbara opresion de Lopez Solano, para sumerjirlos en una abyeccion mil veces peor.*

Voilà la vérité; toute la vérité, sur les actes odieux commis devant Uruguayana; ces actes ont été accomplis en présence des présidents Mitre et Florès et de l'Empereur Dom Pedro II. Nous voudrions pouvoir ne pas ajouter : et en présence d'un prince français, le comte d'Eu !

Influence détestable de l'esclavage ! Cette influence arrive à atteindre peu à peu les natures jeunes et généreuses, comme les nobles, les vaillants caractères !

question ici, le comte d'Eu pourrait être justement accusé d'avoir renié tout à la fois les principes de notre immortelle Révolution ; les conquêtes de la science moderne, et les sentiments libéraux qui font partie du patrimoine de sa famille. Une apostasie aussi révoltante ne saurait être admise. Quelque séduisante que soit la perspective d'une vice-royauté, ce serait en acheter trop cher l'investiture, s'il fallait la payer au prix de son honneur. Voilà pourquoi nous repoussons jusqu'à l'idée d'une pareille défaillance.

Pour nous, la preuve que le comte d'Eu n'était pas présent lorsque s'est accompli cet abus de la force victorieuse, c'est que le packet qui a apporté la nouvelle de l'attentat ne nous a point apporté, en même temps, la protestation du prince français, au nom de la civilisation et de l'humanité.

Cette logique n'est pas irréprochable, nous devons en convenir, puisque ce n'est là qu'une appréciation faite avec le cœur. Mais ici encore, et surtout, nous comptons sur l'aide de M. Carle pour établir qu'en cette circonstance, le cœur est d'accord avec la raison. Aucun doute, si léger fût-il, ne doit subsister à cet égard. Nous trompons-nous, en croyant que le rédacteur du *Sémaphore* est en position d'être mieux renseigné que nous ; et qu'ainsi il pourra bientôt confirmer notre sentiment, en prouvant, *par des dates certaines*, que, si le comte d'Eu n'a pas protesté contre le crime des généraux alliés, c'est qu'il ignorait absolument ce qui se passait devant Uruguayana (1)?

Le Brésil, si chaudement patroné par *le Messager de Provence*, reste donc convaincu, une fois encore, de se livrer au trafic de chair humaine.

Ainsi se trouve confirmé ce que nous disions dans notre dernier ouvrage : **la Traite, l'Émigration et la Colonisation au Brésil**, relativement à la transformation qu'a subie la traite, depuis

(1) Voir la note ci-dessus, qui dispense le rédacteur du *Sémaphore* de répondre à notre appel.

l'application rigoureuse du bill Aberdeen, dans les provinces septentrionales de l'Empire. Poursuivi sur mer, le détestable négoce s'exerce sur terre, en dissimulant son vrai nom. A Cametà et à Egà, il s'appelle *resgasto* et le *resgasto*, qui signifie *rançonnage*, n'est autre chose que le trafic des enfants indiens.

Le commerce de *bois de Jacaranda* a succédé au commerce de *bois d'Ébène*, pour nous servir de l'expression consacrée; et le Brésil remplace aujourd'hui par des esclaves rouges, les noirs qui meurent sur les *engenhos* et les *fazendas*.

Voilà comment les soldats brésiliens qui s'approprient, pour les vendre, les prisonniers d'Uruguayana; voilà comment les présidents Mitre et Florès, qui laissent se consommer une pareille iniquité, *combattent pour la civilisation et la liberté!*

Le Messager doit regretter, à cette heure, d'avoir entrepris sa campagne en faveur des armées alliées; mais il est trop tard pour revenir sur ses pas. Qu'il subisse donc la position qu'il s'est faite.

Une grande réparation est nécessaire, pour calmer la légitime indignation qu'a causée des deux côtés de l'Atlantique cet abus cynique de la force; nous espérons qu'un crime aussi abominable portera prochainement ses fruits. A l'horloge d'Uruguayana vient de sonner la dernière heure de l'esclavage (1).

A mesure que les faits se déroulent sous notre plume, on peut apprécier ce que pèsent les affirmations et les démentis de notre contradicteur.

« Les Paraguayens sont un peuple de valets; l'abaissement des caractères est tel au Paraguay; l'abrutissement des masses est si profond, que le peuple n'a plus même la conscience de ses droits. »

Voilà ce qu'on a imprimé dans *Le Messager de Provence*; que dira-t-on alors de la civilisation du Brésil, de Buenos-Ayres et de Montevideo, si l'on prend pour *criterium* de cette civilisation les actes atroces accomplis devant Uruguayana?

(1) Voir à la fin la note C.

§ III. *Le dictateur Francia.*

On croit, sans doute, nous embarrasser, en évoquant le fantôme du docteur Francia ; on se trompe. Si notre contradicteur se contentait d'accabler le *moderne Tibère*, nous écouterions attentivement, sympathiquement, peut-être, son âpre réquisitoire, à la condition, toutefois, qu'il serait juste dans sa sévérité, en reconnaissant que l'action oppressive du dictateur paraguayen eût un côté utile pour son pays.

L'histoire nous apprend, en effet, que, pendant que toute l'Amérique du Sud se débattait douloureusement au milieu des compétitions incessantes des partis, le Paraguay se recueillait et travaillait à son organisation intérieure. Derrière les barrières infranchissables qu'un ombrageux despotisme avait établies à ses frontières, le Paraguay développait sa prospérité matérielle et prenait des forces pour les luttes futures du commerce et de la liberté.

La figure du dictateur n'a pas été suffisamment étudiée par le rédacteur du *Messager*. Nous profiterons de l'occasion qui nous est fournie pour placer cette figure dans le jour qui lui convient. Aussi bien faut-il, pour qu'il contienne son enseignement, qu'un récit historique remonte jusqu'à l'origine des causes, avant de tirer des faits leurs conséquences rationnelles. La filiation des idées établie, les événements s'éclairent; on peut mesurer sûrement alors le chemin parcouru et relier logiquement au passé l'époque contemporaine.

Le contre-coup de la révolution française s'était fait sentir de l'autre côté de l'Atlantique, et toute l'Amérique espagnole avait couru aux armes pour secouer le joug de la métropole.

C'était en 1810 :

Dans l'appréciation de ce mouvement insurrectionnel, notre contradicteur ne craint pas d'écrire la phrase suivante :

« Toutes les provinces de la Plata prirent part à ce mouvement. Le Paraguay seul refusa ses sympathies et son concours à la cause de l'indépendance. »

Oh! monsieur, comment avez-vous pu travestir l'histoire à ce point?

C'est à cette heure que les expressions malséantes : *mensonges, calomnies*, dont vous avez la déplorable habitude de vous servir, seraient justement prononcées. Nous ne vous les adressons pas, pourtant, parce que nous cesserions de nous respecter, du moment où nous aurions marqué au front l'homme avec lequel nous consentons à discuter. Avant de demander aux autres leur estime, on doit posséder l'estime de soi-même. Et puis, dans une question de principes, celui qui tient la plume ne doit-il pas s'affacer? Ce n'est pas l'homme que nous poursuivons, en relevant vos énormités; c'est la sincère constatation de la vérité!

Ce ne sera pas impunément, toutefois, que vous aurez dénaturé les faits pour outrager un peuple tout entier.

Voici des dates certaines et des noms autorisés :

En mai 1810, Buenos-Ayres installe une junte révolutionnaire, mais *sans proclamer son indépendance*. La junte demande au Paraguay son adhésion à ce mouvement et la reconnaissance de son autorité.

Le gouverneur Bernard de Velasco convoque aussitôt le Conseil, puis l'Assemblée Générale du Paraguay. Cette assemblée décide qu'on ne reconnaîtra point la supériorité de la junte.

Le Paraguay ne voulait pas se soustraire à la domination espagnole, pour tomber dans celle de Buenos-Ayres.

La junte de cette ville envoie contre le Paraguay les soldats qui venaient de battre deux armées anglaises. Ces soldats, AGISSANT AU NOM DE FERDINAND VII (il est nécessaire de souligner ces mots), et commandés par le général Manuel Belgrano, essuient successivement deux défaites : la première, à Paraguari, le 19 janvier 1811; la deuxième, sur les rives du Tacuari, le 12 mars suivant.

Les Paraguayens, répétons-le, n'abusèrent pas de leurs succès au point d'incorporer les vaincus dans leur armée, ou de réduire leurs prisonniers en esclavage. Loin de là; ils accordèrent une honorable capitulation à Belgrano et ce général put librement se retirer.

Pendant que ces choses se passaient aux frontières, l'Assemblée Générale décrétait l'indépendance du Paraguay, *le* 20 *juin* 1811. Buenos-Ayres s'est gouvernée AU NOM DE FERDINAND VII *jusqu'en* 1816.

Complétons le tableau :

Le Paraguay se donne une constitution en 1844; ce n'est que dix ans après, en 1854, que Buenos-Ayres s'est donné celle qui la régit aujourd'hui.

Ceci est de l'histoire, avons-nous besoin de le répéter? Si notre contradicteur veut des détails, il en trouvera dans l'ouvrage de Sir Woodbine Parish, ancien chargé d'affaires de S. M. Britannique, à Buenos-Ayres. Cet ouvrage est intitulé : **Buenos-Ayres and the Provinces of the Rio de la Plata**. Le passage que nous recommandons à son attention, commence par ces mots :

When the vice-regal power was overthrown in 1810, *the province Paraguay refused*, etc.

Le 1er octobre 1813, réunion d'un second congrès qui remplace la junte provisoire par deux consuls. José-Gaspar de Francia et Fulgencio Yegros sont désignés.

3 octobre 1814, Francia est nommé dictateur pour cinq ans.

1er mai 1816, dictature perpétuelle.

Et l'on ose écrire : *Le Paraguay seul refusa ses sympathies et son concours à la cause de l'indépendance!*

Votre punition, sinon votre confusion, monsieur, se trouve dans l'exactitude rigoureuse de ces faits et de ces dates.

Une énormité de cette taille mérite d'être placée en relief, afin qu'on l'aperçoive de plus loin ; nous la numérotons à l'encre rouge, ci 81 ! !

Nous relèverons encore, en passant, une *inexactitude* chronologique, dans l'énumération des écrivains où notre contradicteur dit avoir puisé ses renseignements.

Le rédacteur du *Messager* conseille à ses lecteurs de consulter Félix Azara pour connaître *les sombres et sanglantes atrocités du tyran Francia.*

Or, Félix Azara a visité l'Amérique vers la fin du dix-huitième siècle ; son **Voyage dans l'Amérique méridionale** a été publié, à Paris, en 1809 (4 vol. in-8°, Walckenaër), et nous venons d'établir que Francia a commencé sa carrière politique *deux* ans après l'apparition de cet ouvrage. Consul en 1811, Francia n'est nommé dictateur temporaire qu'en 1814 et dictateur à vie qu'en 1816. Comment, dès lors, Félix Azara peut-il donner des renseignements sur les faits et gestes du *tyran?*

Toutefois, ceci n'est qu'une peccadille, à côté des erreurs capitales que nous sommes en train d'enregistrer. Nous ne l'avons indiquée qu'afin

d'établir l'ignorance complète de la matière, chez celui qui prétend réfuter notre travail.

Donc, nous sommes arrivés en 1814. José-Gaspar Francia vient d'être investi de la dictature pour cinq ans.

La lutte continue entre les anciennes colonies espagnoles et la métropole; elle ne se termine définitivement qu'en 1824, par la double victoire de Bolivar, à Junin, et de Sucre, à Ayacucho.

L'indépendance de l'Amérique latine est alors devenue un fait accompli sur tous les points du nouveau continent; mais l'ordre, la seule véritable base de la liberté, n'a pu s'établir sur ce sol profondément remué par la Révolution. L'anarchie a remplacé le régime colonial, et un sang généreux coule toujours dans des luttes impies que se livrent les partisans de l'Unité et ceux de la Fédération.

C'est dans le but de soustraire son pays aux compétitions ardentes des partis qui cherchent, à travers les bouleversements de la guerre civile, la solution du problème économique et politique posé par la victoire; c'est dans ce but, disons-nous, que Francia accepte du Congrès national la dictature perpétuelle, au moment même (1816) où les provinces argentines proclament enfin leur indépendance.

Alors, la statue de la Liberté a été voilée, il est vrai, et une barrière infranchissable s'est élevée entre le Paraguay et le reste du monde. L'oppression pèse sur la pensée; mais l'ordre matériel s'établit peu à peu, sans violentes secousses, sans chocs fratricides, à l'ombre du pouvoir absolu.

On ne saurait trop le répéter :

La dictature dont Francia a été investi, au milieu de circonstances exceptionnelles, s'explique par cette double nécessité :

Empêcher les dissensions intestines qui désolaient Buenos-Ayres et les provinces de s'étendre jusqu'au Paraguay; et soustraire à tout prix ce dernier pays aux convoitises de Buenos-Ayres.

Nous avons entendu comparer le dictateur paraguayen à l'artiste, ennemi des foules bruyantes et recherchant la solitude qui appelle et favo-

rise l'inspiration; et cela, pour excuser l'isolement formidable auquel Francia condamna le Paraguay, et la triple ceinture d'eau, de pierres et de canons qui défendaient cet État contre les influences extérieures.

Cette appréciation ne saurait entièrement nous satisfaire; nous accuserons donc franchement l'ambition du dictateur; mais en signalant aussi le côté patriotique, social, de son implacable despotisme.

Pendant que les factions continuent à déchirer le sein des Républiques voisines, le Paraguay, qui doit se suffire à lui-même, se livre paisiblement aux travaux de l'agriculture et de l'industrie, source première et certaine de la prospérité d'un pays; et Francia, retranché dans la forteresse du pouvoir absolu, concentre toutes les forces de son génie dans la réalisation d'une pensée immense qui remplit son cerveau.

Fondre en un tout harmonieux les éléments hétérogènes que forment trois races ennemies : la blanche, la rouge, la noire, et le double produit de ces trois races : le métis et le mulâtre; puis, tirer de ces trois nationalités : l'européenne, l'américaine, l'africaine, juxtaposées par le fait de la conquête, une nationalité distincte ayant en propre un caractère, des mœurs, un intérêt et des besoins, tel est le but poursuivi par le dictateur. Ce but est beau, il est splendide; mais pour l'atteindre n'y avait-il pas d'autre moyen que le despotisme?

Poursuivons :

L'enfantement, on ne saurait l'ignorer, est toujours une opération douloureuse; or, s'il faut souffrir pour mettre au monde un frêle enfant, combien pénible ne doit pas être le travail d'incubation, de gestation et de création, lorsqu'il s'agit d'appeler à la vie sociale une population énervée par l'exploitation trois fois séculaire d'une métropole arrogante et cupide; une population momentanément exaltée, éblouie par la conquête de son indépendance; partant, en danger de compromettre, à l'exemple de ses vaillants, mais malheureux voisins, dans les excès d'une liberté désordonnée, les bénéfices acquis par la victoire!

Créer une nation, voilà, répétons-le, l'œuvre à laquelle Francia a

consacré sa vie. Une lacune d'un demi-siècle s'étendait depuis l'expulsion des Padres (1767) jusqu'à la proclamation de l'indépendance (1811). Le dictateur reprit le travail des MISSIONS, le féconda et le fit aboutir, au prix, il est vrai, de sanglants sacrifices.

Sans vouloir établir ici, entre des hommes d'une valeur différente, une de ces comparaisons absolues qui ne tiennent compte ni des mœurs, ni des circonstances, ni des lieux, ni des caractères, il nous sera bien permis de constater une certaine analogie entre Francia et des personnages qui appartiennent à l'histoire.

L'humanité n'a-t-elle donc rien à reprocher à Louis XI (auquel on a si souvent comparé le dictateur paraguayen) qui a préparé l'unité française ?

A Richelieu, qui a consolidé l'œuvre de ce roi ?

A notre immortelle Convention, qui l'a couronnée ?

Pierre-le-Grand, qui a fondé l'empire de Russie, n'a-t-il pas, lui aussi, brisé les obstacles qui arrêtaient sa marche, en vue du but qu'il poursuivait ?

Nous ne voudrions pas qu'on se méprît sur nos sentiments ; nous n'approuvons pas, nous n'excusons pas ; nous racontons, en interrogeant l'histoire.

Dans sa protestation violente, l'avocat de Buenos-Ayres et du Brésil ; de Florès, aussi, le malheureux ! flétrit la mémoire de Francia, sans s'être imposé le devoir d'approfondir la mission que le dictateur s'était donnée. Veut-il que nous opposions au *tyran* paraguayen, le tigre enragé de la République Argentine ? Le nombre des victimes du premier est connu ; qui osera compter les victimes du second ?

M. Demersay, qui ne nourrit pas une grande tendresse pour le Paraguay, on le sait, adopte le chiffre de 52 pour celui des prisonniers politiques que Francia a fait fusiller ! ce qui donne une moyenne de deux exécutions par année (2e vol., page 390).

CINQUANTE-DEUX victimes politiques ! Cela est horrible, sans doute.

Florès n'en a fait fusiller que DIX-NEUF *par derrière*, il est vrai, comme des traîtres, à Florida.

Les DEUX CENTS Boliviens couchés sur le carreau par le canon de Mitre nous inspirent moins d'horreur, assurément, que les DIX-NEUF victimes de Florès et les CINQUANTE-DEUX de Francia. Bien que mitraillés dans une lutte fratricide, par un général étranger, les Boliviens ont pu se défendre, du moins.

Mais est-ce par centaines ou par milliers qu'on calculera le nombre des Argentins livrés par Rosas au couteau de la MASHORCA ?

Certes — on ne saurait le proclamer trop haut — la raison humaine repousse absolument l'intervention du bourreau dans les questions de cet ordre. Le couteau n'est pas un argument; encore moins apporte-il une solution. Tout au plus si nous concédons qu'on peut affirmer une conviction sincère par l'emploi d'un pareil moyen; mais jamais l'excellence d'un système ne sera démontrée par le supplice des adversaires de ce système. En politique, on se trompe grossièrement, en considérant des condradicteurs comme des ennemis et en les traitant comme tels. Tuer n'est pas répondre (1).

(1) En présence d'une profession de foi aussi catégorique, nous ne pouvons comprendre que M. Poucel, qui nous a appelé *homme de sens, connaissant les affaires de l'Amérique du Sud*, se soit permis d'écrire à notre adresse la phrase suivante :

« L'un des adversaires *semble* vouloir abattre, dans le Rio de la Plata, à la manière de Tarquin le Superbe, toutes les têtes de pavots qui s'élèvent au-dessus des autres têtes. »

Est-ce sérieusement qu'on a écrit cette phrase?

Dans ce cas, pourquoi ne pas nous appeler tout de suite babouviste, jacobin, septembriseur? Ç'aurait été plus net, plus loyal aussi, sans être plus exact.

Ou M. Poucel n'a pas lu nos articles, ou bien, les ayant lus, il ne les a pas compris.

Cette formule : *semble vouloir*, précédant une accusation aussi grave, ne donne-t-elle pas l'idée d'un instrument de tortionnaire, emprunté à l'arsenal de Torquemada?

Ce *semble* met, en effet, à la question notre pensée, pour la forcer à des aveux compromettants.

M. Poucel a eu la chance inespérée de découvrir une *intelligence brillante* au fond

La dictature de Francia possédait un mobile élevé qui manquait complétement à celle de Rosas. Celle-ci opprimait pour opprimer ; le despotisme était tout à la fois le moyen et le but ; celle-là, sans professer plus de respect pour la vie humaine, poursuivait au moins un but politique et social.

On peut juger sainement ces deux dictatures par les effets qu'elles ont donnés. Celle de Francia a eu pour résultat la prospérité matérielle du pays et, à l'aide de cette prospérité, la naissance d'une nouvelle et forte nationalité ; celle de Rosas n'a produit qu'un abaissement dans les caractères, la dépopulation sur les deux rives de la Plata ; enfin, une désorganisation qui dure encore et qui donne toujours des fruits sanglants.

Soyez donc sévère ; soyez même impitoyable, tout en restant juste, pour le tyran paraguayen ; mais sachez reconnaître l'action, *relativement* civilisatrice, de cet homme ; et, surtout, n'outragez pas, à la faveur de son despotisme systématique, un peuple dont l'héroïsme et les malheurs excitent, à cette heure, des sympathies légitimes et une vive admiration.

A la mort de Francia, la nationalité paraguayenne était fondée.

C'était en 1840.

A cette date, les Républiques de race latine, toujours en proie à des divisions intestines et souvent engagées dans des luttes extérieures,

de *l'ignorance* (les trois mots soulignés lui appartiennent) de notre contradicteur. Il est probable que l'éclat de cette intelligence l'aura ébloui, au point de dérober à sa vue ce qu'il y a réellement dans notre travail.

Nous ne relèverons pas autrement l'insinuation... étrange dont il s'agit, qu'en défiant énergiquement M. Poucel de trouver dans nos articles UNE PHRASE, UN MOT, qui la justifie.

Si notre étude sur le conflit Brasilo-Paraguayen avait préconisé le système sanglant qu'on nous attribue, évidemment *La Gazette du Midi* ne l'aurait pas admise dans ses colonnes ; *elle l'a publiée ; donc, le reproche qu'on nous adresse n'est pas mérité.*

Dès lors, nous sommes en droit d'être surpris et peiné, tout à la fois, que le rédacteur en chef de ce journal, qui nous félicite des *sentiments pacifiques* exprimés dans notre travail, ait accueilli, *sans faire ses réserves,* l'appréciation erronée, nous ne voulons pas dire : malveillante, contre laquelle nous protestons en ce moment.

cherchaient encore la meilleure formule économique et politique. Le sang ne cessait de couler à flots, à travers les plantations ravagées, comme dans les cités ruinées, épouvantées.

Un autre tableau se présenta lorsque tombèrent, sur l'ordre du successeur de Francia, les barrières élevées par le sombre dictateur.

En face des États voisins livrés à l'anarchie, se dressait une société jeune, fortement constituée sur cette double base de l'ordre et du travail; jouissant d'une grande prospérité matérielle; toute prête enfin à opérer son évolution vers l'idée moderne d'égalité dans la liberté.

Depuis lors, sous l'impulsion du chef qu'il s'est librement donné, le président Antonio Lopez, le Paraguay a marché vers les brillantes destinées qui lui sont réservées. La chute de Rosas lui a rendu l'accès des rivières, et le commerce a ouvert une nouvelle voie à l'activité nationale.

C'est ce qui va être démontré.

§ IV. — *Situation actuelle — Commerce — Industrie — Armée — Enseignement — Colonisation.*

Les pavillons de toutes les nations connaissent aujourd'hui le chemin de l'Assomption, et le Paraguay échange contre les marchandises de l'étranger les produits de son sol fertile et de son industrie.

En 1860, 30 navires nationaux et 118 étrangers, en tout 148 navires, sont entrés dans le port de l'Assomption; 30 bâtiments nationaux et 178 étrangers, en tout 208, en sont sortis.

Pour la même année 1860, l'importation a atteint le chiffre de 885,841 piastres, soit, à 4 francs la piastre, en moyenne, une somme de 3,543,364 fr.

L'exportation s'élève à 1,693,904 piastres, soit à 6,775,616 fr. de notre monnaie.

Comme on le voit, au point de vue purement commercial, le marché du Paraguay n'est pas à dédaigner.

L'enseignement a suivi les progrès de l'agriculture et de l'industrie; à cette heure, chez ce peuple qu'on affecte de croire abruti, on compte 500 écoles primaires, donnant l'instruction *gratuite* à 25,000 enfants.

M. Alberdi que nous aimons à citer parce que, nous aussi, nous nous inclinons devant l'autorité de cet écrivain, dit avec raison que, en Amérique, le mouvement de la population donne la mesure de la capacité des gouvernants :

« En America governar es poblar, » et encore : « El censo de la » poblacion es la regla de la capacidad de los ministros americanos. »

Les chiffres vont nous apprendre si le Paraguay a été bien ou mal gouverné.

Azara, le même auteur que notre contradicteur a cité, sans l'avoir lu, fixe, pour 1796, le chiffre de la population du Paraguay à 97,480 habitants.

D'après le recensement de 1857, ce chiffre s'est élevé à celui de 1,337,439 habitants; nul doute qu'il n'atteigne aujourd'hui un million et demi.

D'après M. de Moussy, la statistique comparée des États platéens donnait, en 1860, pour la République Argentine :

Province de Buenos-Ayres....................	350,000	âmes.
Les 13 autres provinces......................	890,000	—
Total...............	1,240,000	âmes.

Ainsi le petit État du Paraguay compte un plus grand nombre d'habitants que toute la République Argentine, y compris Buenos-Ayres.

En l'absence de toute immigration européenne, le prodigieux accroissement de la population, au Paraguay, ne s'expliquerait pas suffisamment par la fécondité extraordinaire des femmes. Seule, la loi naturelle qui

règle le mouvement des naissances n'aurait pu produire un aussi merveilleux résultat, sans l'active propagande poursuivie au sein des tribus du désert.

Plus humains que les Anglo-Saxons qui, à l'exemple des farouches puritains, leurs ancêtres, massacrent les Indiens ou les refoulent dans les solitudes, pour s'emparer de leurs territoires ;

Plus habiles que les Brésiliens auxquels lord Palmerston reprochait justement, dans la séance du 3 juin 1857, de ne rien faire pour gagner à la civilisation les hordes sauvages ;

Les Paraguayens ont constamment cherché à conquérir, pour les tourner au profit de l'activité sociale, ces forces inutiles, dangereuses même, que recèlent les déserts et les forêts.

Cette conduite généreuse a porté des fruits magnifiques, on le voit ; elle continue à en donner d'excellents, puisqu'elle augmente chaque jour le nombre des enfants de la famille paraguayenne.

Si l'on tient à être édifié à cet égard, on n'a qu'à lire les *considérants* du décret du 7 octobre 1848 qui confère le titre et le droit de citoyen aux membres de 21 peuplades indiennes. En connaissant le système pratiqué envers les tribus errantes, incessamment attirées vers les centres civilisés, on sera bien forcé de rendre justice à la politique sagement émancipatrice du gouvernement paraguayen, et surtout aux idées humanitaires, progressives, du président Carlos Antonio Lopez, si maltraité par notre contradicteur.

En prévision de complications extérieures, provoquées par l'ambition détestable de ses voisins, l'armée a été mise par le maréchal Solano Lopez, alors, ministre de la guerre et de la marine, aujourd'hui, Président Lopez, sur un pied excellent. Elle se compose de 12,000 hommes des trois armes, auxquels il faut ajouter 46,000 hommes de milice.

Tous les soldats savent lire et peu d'entre eux ne savent ni écrire ni compter ; pour combien d'États européens pourrait-on en dire autant ?

Cette armée est la plus considérable de l'Amérique du Sud, la mieux

disciplinée aussi. Si, par suite de circonstances fâcheuses, elle a subi des échecs partiels, cette armée n'en est pas moins capable de tenir tête aux forces de la triple alliance (1).

On a osé reprocher encore au gouvernement du Paraguay de comprimer, par des restrictions exorbitantes, l'essor du commerce et de l'industrie.

« L'État, dit-on, s'est réservé la vente des principaux produits... Là où il n'y a pas de liberté, il n'y a pas d'initiative, et partant, pas d'industrie. »

On conclut ainsi :

« Le Paraguay peut être comparé à une grande ferme, exploitée par le président lui-même. »

Autant de mots, autant d'erreurs.

En vérité, nous devons le répéter : de deux choses l'une : ou bien, ceux qui publient de pareilles hérésies *comptent trop sur l'ignorance des lecteurs européens;* ou bien, ils ne savent pas le premier mot du sujet qu'ils ont la prétention de traiter.

Cette comparaison qu'on voudrait établir entre le président du Paraguay et le vice-roi d'Égypte n'est pas fondée. Dans la République, l'industrie est libre; libres aussi sont les transactions commerciales, de même que la culture et la vente de toutes les denrées agricoles. Il y a plus : toutes les machines servant à l'industrie et à l'agriculture sont exemptes de droits d'importation.

(1) Les correspondances brésiliennes et argentines n'ont signalé que les rencontres favorables aux armes des alliés; elles se sont bien gardées de parler des combats dont l'issue a été funeste à ces armes, tels que celui de *Mbutuy*, sur les rives de l'Uruguay, qui, d'après les rapports officiels, a duré cinq heures et demie et où les Paraguayens, quoique inférieurs en nombre, ont été vainqueurs.

Un monopole existe, cependant, un seul, au profit du gouvernement : c'est celui qui frappe sur la *Yerba Maté*. C'est là, nous devons le reconnaître, une fâcheuse imitation de ce qui se passe chez nous. L'exploitation exclusive du tabac par le gouvernement français, a donné l'idée au gouvernement paraguayen, en 1846, d'une semblable exploitation dont le Maté est l'objet. Ce monopole peut donc être considéré comme une importation française. Nous confessons le fait avec franchise, avec regret aussi; mais, en bornant à la manipulation fiscale de cette denrée, les restrictions qu'on voudrait injustement généraliser, en les étendant au commerce des autres productions du pays.

La vérité est qu'aucune entrave n'est apportée au libre développement du commerce et de l'industrie dans la République; en niant ce fait, notre contradicteur vient de prouver, une fois encore, qu'il ignore aussi complétement le système économique pratiqué au Paraguay, que l'histoire de ce pays.

Cette nouvelle énormité portera le numéro 9.

Loin de gêner l'activité nationale, le gouvernement d'Antonio Lopez a cherché, au contraire, à lui donner un plus grand essor ; il y a plus : c'est par la garantie légale d'une *entière liberté* pour leurs opérations que ce gouvernement a sollicité, le lendemain presque de la mort du Dictateur, les commerçants étrangers à se porter sur le marché paraguayen.

Nous trouvons la preuve de ce fait dans les articles 2 et 4 du décret rendu le 20 mai 1845 (1).

(1) Art. 2. Tout étranger quelconque pourra arriver aux ports de la République ouverts au commerce extérieur, et se livrer à ses transactions commerciales avec une *entière liberté*.

Art. 4. Tout étranger, pendant sa résidence dans la République, jouira de la plus *complète liberté* dans son commerce ou dans l'exercice de son industrie, et sa personne jouira également de la plus *complète protection et sécurité*, pourvu qu'il respecte, à son tour, les autorités et les lois de l'État.

Signé : CARLOS-ANTONIO LOPEZ.
ANDRES GILL,
Secrétaire du gouvernement.

Est-il nécessaire de déclarer que Antonio Lopez n'a pas cessé depuis lors, autant que les circonstances le lui ont permis, d'améliorer la situation nouvelle, créée par l'ouverture des ports de la République, ainsi que l'établit victorieusement cette phrase du rapport de deux savants docteurs anglais :

« Ce petit État, depuis l'élévation du président à cette dignité, a marché d'un pas ferme et rapide vers la civilisation et la prospérité, et son avenir est évidemment des plus beaux » (1).

Loin d'être arrêtée par la mort d'Antonio Lopez, cette politique de généreuse initiative a été reprise par son successeur; depuis le jour de son avénement au pouvoir, Solano Lopez s'est appliqué à élargir progressivement la voie féconde tracée par son père.

Ce n'est pas seulement les marchandises d'Europe que le cabinet de l'Assomption veut introduire au Paraguay; c'est, surtout, et avant tout, la civilisation européenne. Voilà pourquoi, chaque année, de jeunes Paraguayens sont envoyés aux frais de l'État sur notre continent, pour y suivre les cours des écoles françaises, anglaises et allemandes. Ces pensionnaires nationaux comprennent la haute mission qui leur est confiée; ils se font remarquer par leur application, et, à leur retour dans la République, ils payent la dette qu'ils ont contractée envers elle, en initiant leurs compatriotes aux idées généreuses, libérales, qu'ils ont puisées dans l'enseignement européen. — Quelle autre république latine en a jamais fait autant?

Les théories gouvernementales de M. Alberdi ne sont pas connues seulement au Paraguay; elles y sont mises en pratique.

« Chaque Européen qui vient sur nos plages nous apporte plus de

(1) *Rapport à l'éminent jurisconsulte, avocat de l'Amirauté, docteur Phillimore,* par les docteurs Benj. G. Lake et Kendall.

civilisation dans ses habitudes, qu'il communique bientôt à nos concitoyens, que plusieurs livres de philosophie...

» Voulons-nous implanter et acclimater en Amérique la liberté anglaise, la civilisation française, l'activité des hommes d'Europe et des États-Unis? Apportons-en des échantillons vivants dans les mœurs de ses habitants et faisons leur prendre racine ici. »

Ces idées, si justes, du publiciste argentin, ont reçu un commencement d'exécution, au Paraguay, par la création d'une colonie française. *Nueva-Burdeos* a été fondée avec l'argent du gouvernement paraguayen. Si cette colonie n'a pas réussi, il faut s'en prendre uniquement au personnage qui avait traité avec ce gouvernement et qui, au lieu d'engager des agriculteurs, n'envoya que des hommes de métier, impropres au travail des champs.

Aussi, est-ce avec un pénible étonnement que nous avons vu le *Messager* dresser un acte d'accusation contre le cabinet de l'Assomption. Ce cabinet a été dupe de sa bonne foi; mais, par égard pour le représentant de la France, il a généreusement renoncé aux avances qu'il avait faites, aux avantages stipulés par les contrats. C'est donc à tort qu'on le *calomnie*, au sujet de l'avortement de cet établissement agricole.

Nous nous empressons de déclarer que le mot souligné ne nous appartient pas; il est de M. Alfred du Graty qui nous sert de guide en ce moment et qui, lui aussi, raconte ce qu'il a vu, ce qu'il sait.

Notre contradicteur s'est trompé assurément sur le nom et sur les lieux, en parlant de l'*extermination des colons par les soldats de Lopez* Ier.

A la place de *Français*, lisez : *Irlandais* et *Allemands*.

Au lieu de *Paraguay*, mettez : *Brésil*.

Enfin, il a écrit *Nueva-Burdeos* pour *Largo da Constituição* et pour *Mucury*.

Avec cette *légère* variante, nous aurons la vérité.

Il nous reste à constater que cette colonie, abandonnée par nos compatriotes, est devenue un centre florissant qui compte aujourd'hui près de 5,000 âmes. Elle est, sous le nom de *Villa occidental*, la capitale du 24e département de la République, le département du *Chaco*.

On le voit, depuis Gaspar Francia, le Paraguay a marché dans la voie des progrès pacifiques.

Le gouvernement se compose de trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Le président est élu pour dix ans. Chose remarquable : l'État partage, avec le Costa-Rica et la Suisse, le rare privilége de ne pas avoir un centime de dettes; il a même en caisse une réserve considérable, et *l'emploi des deniers de l'État est soumis à un contrôle vigilant*, nous dit encore M. Alfred du Graty.

Ce contrôle ne s'accorde guère avec le despotisme ombrageux dont on essaye de doter le Paraguay actuel.

Nous avons parlé du prodigieux accroissement de la population, et constaté le mouvement ascensionnel de l'enseignement, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Faut-il ajouter que la sécurité est plus grande, au Paraguay, que sur aucun point des Républiques latines; et que, grâce à la *sagesse* de ses habitants (le mot appartient à M. Poucel), les perturbations qu'amène toujours à sa suite la guerre civile n'y sont pas à redouter?

« Le Paraguay d'aujourd'hui, dit M. Poucel, n'a d'autre tort que d'être *plus fort* et *plus sage* que les Républiques qui l'entourent. »

Nous voudrions consacrer quelques lignes aux produits des trois règnes, afin de signaler les nombreuses sources de richesse qu'offre ce pays à une exploitation intelligente : les marbres, les porphyres, les agates, les opales, les minerais de ses montagnes ; les tabacs, le coton, le café, le thé, les textiles de ses plaines ; les essences, les plantes médicinales, les écorces de ses forêts; et surtout le bois pouvant servir à

l'industrie, dont on compte jusqu'à 43 espèces et dont la supériorité, attestée dans son rapport par M. Plaisant, ingénieur de l'école des *Arts et Métiers*, d'Aix, a valu au Paraguay une médaille de 2e classe, à l'exposition universelle de Paris, en 1855.

Nous voudrions encore constater l'heureuse influence du climat, qui permet de cultiver en même temps les arbres fruitiers d'Europe et ceux des tropiques : pêcher, poirier, pommier, vigne, figuier, bananier, goyavier, cherimollier, oranger, etc.

Enfin nous voudrions parler des travaux qui s'accomplissent, sous la direction d'ingénieurs européens, tant dans la capitale que dans les provinces; citer les églises, les édifices, le théâtre, les casernes, l'hôpital militaire, l'arsenal de construction, le chemin de fer, la gare de l'Assomption, la fonderie d'Ibicuy : toutes choses qui confirment notre appréciation sur la marche progressive du Paraguay vers la civilisation européenne.

Malheureusement le temps nous manque pour de plus longs développements.

Nous en avons assez dit, toutefois, pour que le lecteur puisse mesurer le chemin parcouru, depuis le sombre dictateur.

Non, non, monsieur, le Paraguay n'est pas occupé par un peuple de *valets abrutis*, comme vous avez osé l'imprimer; mais, au contraire, par une population intelligente, patriote, relativement instruite, façonnée à l'ordre et au travail, et, par conséquent, mûre pour la liberté.

Sans doute, il reste encore beaucoup à faire pour l'entière émancipation intellectuelle et morale du Paraguay; mais le grain apporté par le commerce étranger est confié à un sol généreux : il ne peut tarder à donner d'opulentes moissons.

Nous trompons-nous, en croyant que la guerre actuelle n'aura pas peu contribué à démontrer la nécessité d'une plus grande extension de la liberté politique ?

Cette petite République, dont on ignorait presque l'existence parmi nous, vient à peine de se révéler au monde civilisé et, déjà, à l'occasion

de la guerre injuste qui lui est faite, elle a émerveillé les deux continents par l'héroïsme de ses enfants.

Comment ceux qui ont exalté le courage magnifique des Danois à Düppel, n'applaudiraient-ils pas à la résistance opiniâtre des Paraguayens à Riachuelo et sur les bords du Yatay ?

Les TRENTE-DEUX charges de cavalerie du major Duarte, dans cette dernière rencontre, sont un fait d'armes digne d'admiration.

Et cet officier de marine qui, transporté, mourant, sur un bâtiment brésilien, trouve la force d'arracher les bandes qui enveloppent ses blessures, afin de ne pas survivre à sa défaite !

C'est là de la *sauvagerie,* disent les correspondances brésiliennes et argentines. Le chef de bandes Florès ne craint même pas d'appeler *barbares,* dans un rapport officiel, ces hommes qu'il a eu l'honneur de combattre et le bonheur inespéré de vaincre !

Voici des paroles qui, en couvrant de honte celui qui les a écrites, resteront comme un glorieux témoignage de la valeur paraguayenne :

... *Los enemigos han combatido como barbaros.*

... *No hay poder humano que los haga rendir, y prefieren la muerte cierta antes que rendirse.* (Lettre de Venancio Florès au président Mitre après la bataille du Yatay, — 18 août 1865.)

Les crimes horribles commis devant Uruguayana nous donnent la véritable signification que prend, ici, le mot *barbaros.*

Florès aurait évidemment préféré que les Paraguayens se rendissent sans combattre. Bien portant et jouissant de toute l'intégrité de leurs membres, les prisonniers auraient été vendus plus cher aux planteurs brésiliens, et aux *saladeristas* orientaux.

Sans doute, il y a dans les charges successives et désespérées des cavaliers de Duarte, et, surtout, dans l'acte du lieutenant Robles, une énergie étrange qui confond notre raison. Le sentiment du devoir est exagéré,

peut-être. L'amour du pays n'exige pas de ces sacrifices extrêmes, lorsque ces sacrifices doivent rester inutiles ; nous en convenons. Mais, d'un autre côté, quelle vitalité prodigieuse affirme, chez un peuple, un dévouement pareil !

Quel enseignement supérieur contient, pour les ignobles traficants d'Uruguayana, cette immolation poussée jusqu'au mépris de la vie, jusqu'au désir de la mort !

Faut-il encadrer encore, dans ces pages véridiques, les nobles figures des compagnons du colonel Estigarribia ?

Nous le savons : ils étaient 5,500 Paraguayens enfermés dans la ville brésilienne d'Uruguayana. Toute communication avec leurs autres frères d'armes leur avait été coupée, après la défaite du Yatay. Désormais, ils ne devaient plus compter que sur leur bravoure et sur l'habileté du chef auquel ils obéissaient.

Abandonnée ainsi, par la force des circonstances, sur la terre étrangère ; privée de vivres, manquant de munitions, l'héroïque colonne tenait tête, cependant, à une armée de 25,000 hommes, disposant de 50 pièces de canon. Cette armée, commandée par un Empereur et deux Présidents de République, n'a pas osé forcer le colonel paraguayen dans ses derniers retranchements. Si celui-ci a fini par se laisser prendre c'est lorsque, exténués, affamés, ses compagnons n'avaient plus la force de soutenir leurs armes.

Il se passa alors sur les rives de l'Uruguay une scène étrange, fantastique, capable de faire tressaillir dans leur tombe les glorieux vaincus du Yatay.

5,500 fantômes, hâves, livides, décharnés, défilèrent devant 25,000 hommes vigoureux et armés de toute pièce ; silencieux et mornes, ils leur imprimaient encore une involontaire terreur.

Seul, Holbein aurait pu retracer magistralement une pareille scène.

Nous avons dit le sort affreux que les vainqueurs réservaient aux prisonniers d'Uruguayana !

Quant un peuple possède de tels soldats, il affirme, avec son droit de vivre indépendant, la conscience qu'il a de ses brillantes destinées futures.

Et pourtant, c'est ce peuple que les plumes dévouées au Brésil voudraient nous représenter comme étant courbé sous une dégradante superstition; et cela, parce que les troupes alliées ont trouvé, ou le prétend du moins, après le massacre du Yatay « dans un petit sac suspendu au cou de la plupart des cadavres, l'absolution écrite par le curé. »

On oublie un peu trop que les Paraguayens, de même que toutes les populations du Sud-Amérique, du reste, sont de race latine; or, chez ces populations enthousiastes et naïves, l'imagination se repaît volontiers de symboles qui poétisent jusqu'aux formes extérieures du culte; de plus, le sentiment religieux se développe dans une telle atmosphère d'encens, de fleurs, de cantiques et de lumière, que l'idée de Dieu, flottant au milieu des pompes du temple, projette comme un reflet divin sur le ministre délégué pour lier et délier les âmes.

La terre se trouve ainsi en communication constante avec le ciel par l'intermédiaire du prêtre, dont la présence est réclamée partout tant au sein des familles qu'au milieu des armées en marche, et jusque sur les champs de bataille (1).

Nous constatons ici l'état moral des sociétés — d'origine espagnole ou portugaise, il n'importe — qui occupent la partie sud du continent américain. Si les détrousseurs de cadavres avaient examiné attentivement es soldats argentins, brésiliens et orientaux, tombés sous les balles de eurs ennemis, nul doute qu'ils n'eussent également récolté une abondante moisson de papiers bénits et de médailles consacrés, soit par la religion, soit par l'amour.

En supposant donc qu'il fût mérité, le reproche adressé aux Para-

(1) Des aumôniers sont attachés à chaque division et suivent les armées en campagne.

guayens atteindrait du même coup les défenseurs de la triple alliance (1).

Nous nous arrêtons ici.

La nation paraguayenne a été créée par Francia; organisée par Antonio Lopez. Il ne lui reste plus qu'une étape à fournir, pour arriver au but où tendent tous ses efforts : la liberté assise sur l'ordre et le travail, et garantie par une Constitution franchement républicaine.

C'est là la noble tâche échue au Président actuel. Solano Lopez ne faillira pas à sa mission; il sait ce qu'exige de son initiative l'intérêt bien entendu de son pays; il sait aussi que la civilisation tiendra désormais les yeux fixés sur lui; il sait enfin que son devoir, comme sa gloire, consistent également à compléter l'œuvre de ses prédécesseurs.

(1) Voir à la fin la note *D*.

---

§ V. - *Avenir du Paraguay. — Confédération Platéenne.*

Par la force des circonstances, le Paraguay remplit, à cette heure, un rôle magnifique, car il poursuit, au prix de sanglants sacrifices, une démonstration féconde.

Déjà ce petit État a constitué son unité ; il l'a assise sur l'homogénéité de sa population, ce qui lui donne sur ses ennemis une supériorité incontestable.

A mesure que la civilisation européenne, introduite par le commerce, pénétrera plus profondément dans ses mœurs, la force d'attraction qui rayonnera autour de cet État le désignera forcément comme un centre d'organisation.

Nous avons prouvé que de la libre navigation des fleuves dépend essentiellement l'existence du Paraguay et que l'intérêt des provinces

riveraines, celui de Montevideo aussi, sont intimement liés à l'intérêt de la République. Cette vérité qui explique tout à la fois, et les vœux qu'on fait dans l'Uruguay pour les armes de Lopez, et l'attitude indécise, mais significative, pourtant, du vieux Urquiza, ne tardera pas à être généralement comprise.

Le jour où cette vérité qui n'est qu'un triple fait, économique, politique et géographique, se sera imposée à tous les esprits chercheurs et impartiaux, un mouvement considérable se produira sur l'estuaire de la Plata. Sans violence, sans pression d'aucune sorte; par la force même des choses, un rapprochement sérieux s'opérera entre les populations riveraines des fleuves; une nouvelle famille politique, composée de plusieurs groupes indépendants, s'affirmera alors à la face du monde.

Cet État s'étendra, au sud, jusqu'à l'embouchure de la Plata; au nord, jusqu'aux frontières méridionales du Parà. Il comprendra les provinces brésiliennes du Matto-Grosso et de São-Pedro; les provinces argentines de Corrientes et d'Entre-Rios; et l'Uruguay tout entier.

La Confédération Platéenne existera.

Cette réorganisation, prévue, annoncée, par des penseurs éminents, à la tête desquels se place, comme toujours, M. Juan Alberdi, est inévitable et prochaine. Seule, en satisfaisant des aspirations légitimes, puisqu'elles s'appuient sur des besoins identiques, elle mettra un terme aux funestes divisions qui désolent ces belles contrées et opposera une barrière redoutable, tant aux empiétements du Brésil, qu'aux revendications violentes et à la prépondérance hautaine de Buenos-Ayres.

La solidarité des intérêts entraîne nécessairement la solidarité des droits. Affirmée d'abord sur les rives des fleuves platéens, cette double solidarité s'étendra jusqu'aux Andes, et, enfin, jusqu'au Pacifique.

La paix est alors assurée, une paix qui produira de magnifiques résultats : développement incessant du commerce ; rapports réguliers et plus fréquents avec l'Europe; prospérité des cités; peuplement des territoires

par l'émigration; en un mot, organisation définitive des Républiques latines sur cette triple base : ordre, travail et liberté.

Au contraire, si le Brésil s'établissait une fois encore sur la rive gauche de la Plata; et, si Buenos-Ayres gardait, en la fortifiant, comme on lui en prête l'intention, l'île de Martin-Garcia; le chenal, au lieu d'être une route commerciale universelle, deviendrait la propriété exclusive de ces deux États qui commanderaient ainsi sur le cours des fleuves platéens, en attendant qu'ils se ruassent l'un contre l'autre pour la prépotence exclusive.

Ainsi serait violé le traité du 10 juillet 1853.

Les conséquences de cet état de choses seraient :

L'extension de la lèpre hideuse de l'esclavage; l'exploitation implacable des provinces argentines; la liberté de navigation entravée sur les rivières, si elle n'était pas audacieusement confisquée; des embarras incessants suscités au commerce; puis, avec le trouble apporté dans les relations internationales, le désordre dans les idées, dans les intérêts et dans les consciences; une irritation générale, bientôt suivie d'une explosion terrible; la guerre, enfin; la guerre, c'est-à-dire la dévastation, l'extermination aboutissant à la ruine du pays.

Écoutons une fois encore M. Poucel, lorsqu'il dit, sous l'inspiration de M. Juan-B. Alberdi :

« L'Europe a un intérêt urgent et immédiat, maritime autant que commercial, à ne pas laisser perdre, par indifférence, la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, qui a coûté quarante années de tiraillements diplomatiques à la France; car, le jour où le Brésil parviendrait à dominer au Paraguay, comme il commande dans les Amazones, *le commerce étranger serait en butte à toutes les avanies calculées pour l'éloigner de la navigation fluviale dans l'Uruguay, le Paranà, et surtout dans le Paraguay.* »

Et qu'on ne cherche pas, une fois encore, à dénaturer notre pensée, sous prétexte de *Penslavisme* et de *République universelle*.

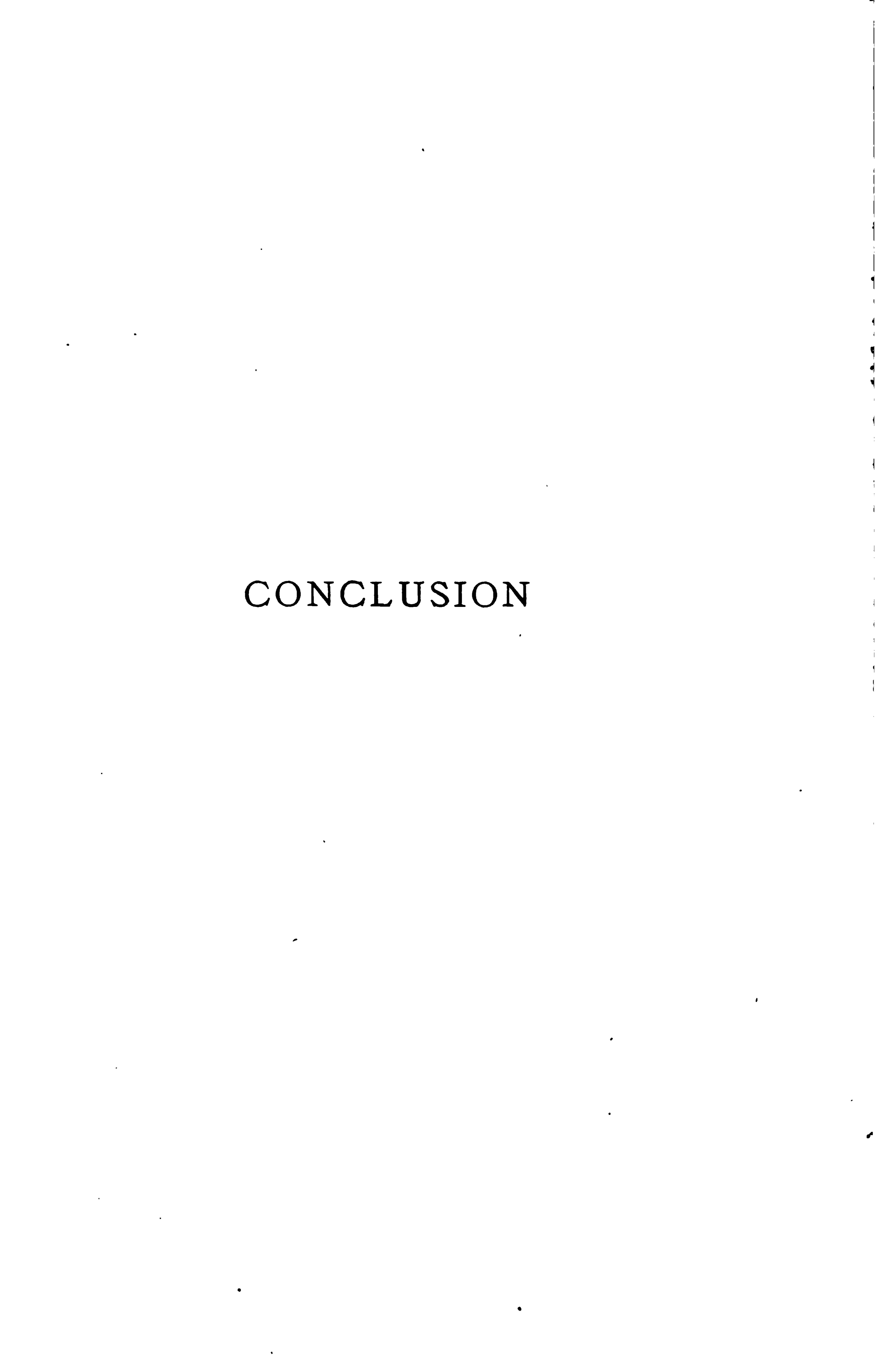
Il s'agit ici, non pas d'une violente usurpation de territoires; mais d'un simple fait économique produisant, par la souveraine attraction de l'ordre et du travail — unis dans la force et dans la liberté — la solidarité des intérêts; laquelle solidarité imposera forcément, ensuite, le respect des droits de tous.

La Confédération Platéenne remplira, au sud du continent américain, le rôle réservé, au nord, à l'État Mexicain. Elle sera tout à la fois : la sentinelle armée de la civilisation; un rempart contre les empiétements territoriaux; un centre rayonnant où viendront se retremper, *sans s'y absorber*, les Républiques de race latine et même l'Empire esclavagiste qui la redoute déjà, bien qu'elle n'existe pas encore.

Sa devise sera celle-ci :

« Libre développement de l'activité humaine dans la concorde et la justice; tolérance religieuse; appel aux déshérités du Vieux-Monde; guerre implacable à l'oppression; protection aux opprimés! »

Nous abusons-nous lorsque, en signalant la réalisation prochaine de cette association d'*États indépendants,* nous réservons dans le mouvement de réorganisation annoncé un rôle important au Paraguay — un Paraguay *libéral*, bien entendu?



CONCLUSION

CONCLUSION

Résumons-nous.

Nous avons prétendu que la guerre entreprise en commun par le Brésil, Buenos-Ayres, Florès, contre le Paraguay, portait atteinte aux droits consacrés par les traités, à la liberté commerciale, et était ainsi dirigée contre la civilisation, au profit d'un monopole exorbitant, d'une ambition inexorable, malsaine. Nous avons ajouté qu'elle avait pour but une double annexion territoriale et une domination inique.

Les projets de conquête du Brésil, les menées de Buenos-Ayres, ont été nettement accusés, ainsi que la complicité du général Florès ; nous trompons-nous en croyant que notre démonstration est désormais solidement assise sur des arguments indiscutables, et, partant, que la lumière a pénétré dans l'esprit du lecteur?

Oui, la question qui s'agite, à cette heure, sur l'estuaire de la Plata, est tout à la fois une question commerciale, politique, sociale, humanitaire; et le bon droit est évidemment du côté du Paraguay qui représente le respect des traités, l'équilibre des États, la liberté, la civilisation.

Voilà pourquoi nous avons poussé le cri d'alarme de la sentinelle vigilante qui perçoit un bruit suspect dans les ténèbres;

Voilà pourquoi encore, nous demandons que la France (1), l'Angleterre et les États-Unis, qui se préoccupent justement du conflit Hispano-Chilien, interviennent au plus tôt entre les belligérants platéens, afin de déjouer les coupables projets de la triple alliance et de prévenir ainsi une nouvelle Convention de Gastein, au profit de la Prusse et de l'Autriche d'Amérique.

Et ce n'est plus seulement au nom du commerce entravé et des traités violés que nous formulons ce vœu. En présence des horribles attentats accomplis devant Uruguayana (2), c'est au nom de la Civilisation et de

(1) La mission que vient de remplir M. de Vernouillet, chargé d'affaires de France, à Buenos-Ayres, auprès du président Lopez, auquel il a remis une lettre autographe de Napoléon III, nous autorise à croire que l'action de la France s'est déjà fait sentir sur le théâtre de la guerre.

(2) Le ministre de la guerre de Rio-de-Janeiro a publié dans *les Débats* du 22 janvier dernier une lettre qui prétend démentir le double fait d'incorporation et de réduction en servitude des prisonniers paraguayens; mais l'auteur de cette lettre se garde bien, lui aussi, de parler des *Rapports* du colonel oriental Palleja et du secrétaire particulier de Florès, M. Herrera.

Il y a plus : ce ministre, M. Angelo Muniz da Silva Ferreira, dépasse évidemment le but qu'il veut atteindre, lorsque, par sa circulaire de décembre dernier, il prohibe l'incorporation des prisonniers paraguayens dans l'armée impériale.

Cette défense a été publiée dans le *Diario do Rio-de-Janeiro*, le 25 décembre 1865; mais la note du président Lopez au président Mitre, par laquelle le chef paraguayen menaçait les alliés de terribles représailles, porte la date du 20 novembre 1865.

Cette note énergique avait produit son effet, puisque *El Siglo* de Montevideo, reproduisant un autre Rapport du colonel Palleja, nous apprend que : « A cause des fréquentes désertions, tous les Paraguayens, *incorporés* dans la division orientale, seront désarmés, traités comme prisonniers de guerre et envoyés à Montevideo. » (*El Siglo* du 29 décembre 1865.)

Le rapprochement de ces dates :

20 novembre 1865, note du président Lopez;

L'HUMANITÉ que nous appelons la prompte intervention des trois grandes puissances maritimes.

Notre pensée, insuffisamment rendue dans une première brochure, est maintenant complète. Notre devoir est donc rempli.

Plus modeste que notre contradicteur, nous n'avons pas voulu rentrer dans le débat avant d'avoir étudié encore la question. Tous les ouvrages publiés par des hommes compétents ont été de nouveau interrogés, consultés par nous. Aujourd'hui, les événements qui viennent de s'accomplir n'ont fait que confirmer l'appréciation des auteurs, et nous pouvons soutenir plus énergiquement que jamais, avec plus d'autorité aussi, que nous possédons la vérité sur le conflit Brasilo-Paraguayen.

Nos garants sont : MM. Ferdinand Denis, comte de la Hure, Demersay, Sturz, Avé-Lallemant, Martin de Moussy, sir Woodbine Parish, Alfred du Graty; et cette illustre cohorte de penseurs américains qui s'appellent : Florencio Varela, général Pacheco y Obes, don Valentin Alsina, général Paz, et à la tête desquels se place naturellement M. Juan B. Alberdi.

Voilà nos parrains dans la discussion où nous nous sommes engagé. Quels sont ceux de notre contradicteur?

Le rédacteur du *Messager* a cité Azara ; mais nous avons prouvé qu'il

25 décembre 1865, circulaire du ministre brésilien;

29 décembre 1865, résolution rendue publique, de traiter les Paraguayens comme prisonniers de guerre;

Ce rapprochement, croyons-nous, contient une complète révélation, car il établit nettement, à nos yeux, toutes les phases qu'a traversées la question qui nous occupe.

Répétons-le une dernière fois :

Toutes les protestations, officielles et officieuses, des présidents, des ministres, des journaux de la triple alliance, ne réussiront point à tromper l'opinion.

Tant que M. Julio Herrera ne sera pas hautement DÉSAVOUÉ par le général-président Florès, et restera son SECRÉTAIRE PARTICULIER; tant que le colonel Palleja n'aura pas été condamné COMME CALOMNIATEUR, et chassé, COMME TEL, de l'armée orientale; leurs Rapports, qui impriment une flétrissure indélébile aux chefs des armées alliées, seront tenus, par tous les esprits impartiaux, pour être l'expression vraie d'une indignation généreuse et justifiée.

ne l'avait pas lu ; du reste, Azara, on le sait, n'aurait rien pu lui apprendre.

M. Benjamin Poucel ?

Mais l'auteur des **Otages de Durazno** a défendu avant nous la cause que nous avons embrassée. Bien qu'il n'ait qu'imparfaitement compris la portée de notre travail, M. Poucel reste forcément notre allié et, par conséquent, il est l'adversaire de notre contradicteur.

M. Arnaud a pour lui... M. Arnaud !

Et il s'écrie, sans doute, avec la *Médée* du vieux Corneille :

Moi !

Moi ! dis-je, et c'est assez !

L'histoire n'est pas de cet avis ; nous pensons comme l'histoire.

. . . .
. . . .
. . . .

Avant de prendre définitivement congé du publiciste aixois, nous lui exprimerons deux fois nos regrets :

D'abord, de ce que, à l'exemple de son ancêtre authentique, Pic de la Mirandole, il a voulu soutenir, lui aussi, sa thèse *de re scibili et quibusdam aliis.*

Quibusdam aliis signifie ici la question *Brasilo-Paraguayenne.*

Ensuite, en présence des *énormités* (nous voulons rester convenable, dans la forme jusqu'au bout) que contient sa plaidoirie, de ne pouvoir promettre, dans le journalisme, à sa *brillante intelligence*, les éclatants succès qui lui ont complétement manqué au barreau.

Maintenant, un conseil, et nous avons fini :

A l'époque des fêtes foraines, le *pitre* qui veut attirer la foule dans sa baraque déserte, se livre à une débauche de grotesques postures et de cascades fantastiques.

Les oisifs s'arrêtent et quelques badauds s'aventurent derrière les planches. Les gens sensés haussent les épaules et passent outre.

Il en est de même dans les lettres.

Les exercices périlleux sur la corde raide de la phrase, sans le secours de ce puissant balancier qui s'appelle LE SAVOIR ET LA RAISON, n'obtiennent un certain succès qu'auprès des ignorants et des sots.

Allez ! c'est toujours un triste spectacle pour le travailleur sérieux, que celui d'un homme jeune, bien découplé, qui, pouvant remplir une fonction utile : servir les maçons, casser des pierres sur la route, par exemple, préfère avaler des étoupes, ou jongler avec des contre-vérités ; et cela, dans l'espoir de recueillir quelques applaudissements malsains et quelques gros sous verdegrisés.

Mais le conseil ? Le voici :

Si le publiciste aixois veut nous croire, il ne se jettera plus étourdiment dans les jambes de ceux qui ne demandent qu'à poursuivre tranquillement leûr chemin. Renonçant tout à fait aux luttes politiques, économiques, historiques — historiques, surtout ! — il se renfermera absolument dans cette innocente et, à coup sûr, honnête industrie qui consiste à servir deux fois par semaine, aux abonnés de Fréjus et de Cucuron, les *faits divers* qui se traînent depuis six mois dans les feuilles parisiennes.

En agissant ainsi, il ne risquera pas de mourir d'un transport au cerveau et il vivra cent ans, en paix avec tout le monde, y compris les sapeurs du régiment étranger.

— FIN —

NOTES

NOTES

A

Sous ce titre : *La guerre du Brésil dans la Plata*, on lit dans *l'Evening Star*, de Londres, du 24 décembre 1865 :

« On peut se faire une idée des atrocités commises par les Brésiliens dans leur guerre contre le Paraguay, par les lignes suivantes qui proviennent d'une source privée et tout à fait indépendante :

« Yatay est un nom qui rappelle un sentiment d'horreur à tous ceux qui ont vu le champ de bataille, après le combat du 17 août. C'était un spectacle horrible ! Quatorze cents Paraguayens étaient là, sans avoir reçu de sépulture; la plupart d'entre eux avaient les mains liées et la gorge coupée. Comment cela est-il arrivé? Ils avaient été faits prisonniers, et, après avoir été désarmés, ils furent égorgés et laissés sur le champ de bataille, tandis que les plus jeunes d'entre les prisonniers étaient distribués comme esclaves entre les chefs. Tels sont les

faits commis par les alliés et restés impunis. Les journaux de l'Amérique du Sud contiennent le récit d'actes de cruautés qui auraient été commis par les troupes paraguayennes; mais tout ce qui nous arrive émane généralement de sources brésiliennes, et l'on ne peut accorder que peu de créance à de tels rapports. »

Nous compléterons ce premier document par trois paragraphes de la lettre adressée de son quartier général, HUMAÏTA, le 20 novembre 1865, par le président Francisco Solano Lopez, au président Don Bartolomé Mitre.

Après avoir opposé la *stricte discipline* des armées paraguayennes sur le territoire argentin et dans les centres de populations brésiliennes, *aux excès et aux atrocités* des soldats de la triple alliance, le président Lopez ajoute :

« Votre Excellence a contraint à prendre les armes contre leur patrie les prisonniers faits dans diverses rencontres des deux armées, et notamment ceux de Yatay et ceux qui se sont rendus à Uruguayana. Vous avez, de cette manière, augmenté par milliers l'effectif de vos troupes; vous en avez fait des traîtres, afin de les priver de leurs droits de citoyens et leur enlever l'espérance la plus éloignée de retourner au sein de leur patrie et de leur famille, soit par un échange de prisonniers, soit par toute autre mesure. Et ceux qui se sont refusés à marcher contre leur pays ont été aussitôt cruellement immolés.

» Ceux qui n'ont pas été condamnés à un sort si inique ont servi à des fins non moins inhumaines et répugnantes, puisque, en majeure partie, ils ont été emmenés au Brésil et réduits en esclavage; et ceux qui, par la couleur de leur peau, se prêtaient moins à être vendus, ont été envoyés dans l'État Oriental et dans les provinces Argentines, et donnés en cadeaux comme des êtres curieux et propres à la servitude.

» Ce mépris, non pas seulement des lois de la guerre, mais de celles de l'humanité; cette coercition, aussi barbare qu'infâme, qui met les prisonniers paraguayens entre la mort et la trahison, entre la mort et l'esclavage, est le premier exemple que je connaisse dans l'histoire des guerres, et c'est à Votre Excellence, à l'Empereur du Brésil et au chef actuel de la République Orientale, que revient l'opprobre d'avoir produit et exécuté tant d'horreurs ! »

B

A propos des prisonniers du Yatay, réduits en esclavage, le journal *El Pueblo* du 2 septembre 1865 dit textuellement :

« On annonce par la presse le cadeau, entendons-nous bien, le CADEAU de quelques *Paraguayitos* à des maisons particulières. »

..... « Envoyer des PRISONNIERS DE GUERRE en CADEAU, comme s'il s'agissait d'un perroquet pris dans les bois!!

» Un aussi grand mépris des droits de l'humanité est inconcevable.

» Nous savions déjà que trois ou quatre Paraguayens avaient été envoyés, en CADEAU, à Montevideo, et ce n'est pas la première fois que nous avons entendu dire que l'on attendait encore d'autres *Paraguayitos* à titre de CADEAU.

» Franchement, nous n'étions point préparé à des nouvelles pareilles. Convaincu que nos mœurs sont celles d'un peuple civilisé, des faits de ce genre doivent naturellement nous surprendre......

» Tout cela est contraire aux règles de la morale et du droit.

» Pour l'honneur de la cause de la guerre, nous ne devions point nous séparer de la morale et de la justice.

» Établir des précédents pareils, n'est rien moins qu'honorable pour nous,.. »

—

Voici ce que nous trouvons relativement aux faits accomplis devant Uruguayana, dans *El Siglo* de Montevideo :

« Aussitôt après la capitulation, les cavaliers de Rio-Grande se sont précipités sur la place, et ils ont enlevé un nombre considérable de prisonniers paraguayens. Ceux-ci n'ont plus reparu depuis lors, ni parmi leurs camarades, ni dans les rangs des alliés. On ignore ce qu'ils sont devenus. »

Ce que *El Siglo* prétend ignorer, son confrère *El Pueblo* va le lui apprendre. Après avoir reproduit l'article du *Siglo*, *El Pueblo* du 11 octobre poursuit en ces termes :

« Nous ne pouvons pas permettre, sans stériliser les sacrifices faits pour notre

liberté, qu'à l'ombre de notre drapeau se pratique l'infamie de rendre à *l'esclavage* ceux qui sont de notre *même sang et même chair.* »

La Tribuna de Buenos-Ayres, organe du gouvernement argentin, essaye de donner le change à l'opinion; ce journal, en cherchant à les atténuer, n'arrive qu'à confirmer les faits odieux signalés par la presse platéenne.

Nous traduisons littéralement les lignes suivantes dans *la Tribuna* du 7 septembre 1865 :

« A propos de l'envoi à Buenos-Ayres et à Montevideo de quelques Paraguayens faits prisonniers à la bataille du Yatay, un de nos confrères a jeté les hauts cris......

» Expliquons-nous...

» Parmi les prisonniers paraguayens il y a en a beaucoup qui, par leur âge, sont propres au SERVICE DOMESTIQUE, DANS LES MAISONS DE FAMILLE, et d'autres, au service des *estancias.*

» Quelques chefs et quelques bourgeois ont sollicité du général Florès et du général en chef (Mitre) la remise de quelques prisonniers paraguayens, pour les envoyer à leurs familles, à Buenos-Ayres et à Montevideo.

» ...En effet, ils en ont obtenu...

» Le fait nous est rapporté par plusieurs de ces chefs qui ont donné ces prisonniers à leur famille, et aussi par quelques bourgeois qui en ont emmené d'autres, *avec l'assentiment préalable* du président (Mitre), pour les envoyer dans leurs *estancias*......

» Le señor Candido Galvan a obtenu huit ou dix prisonniers paraguayens. »

. . . .

. . . .

On le voit, malgré les termes équivoques et l'hypocrisie du langage, l'aveu est complet. Cet aveu, nous le trouvons, il n'est pas inutile de le répéter, dans une feuille de Buenos-Ayres, entièrement dévouée au président Mitre.

C

Nous avons entendu exprimer cette pensée parmi les hommes de la presse, au sein des familles, dans les réunions intimes, comme sur la place publique; partout enfin où se trouvent des cerveaux pensants, où battent des cœurs généreux. L'indignation a été aussi spontanée que générale, devant l'insolent défi jeté par la triple alliance à la civilisation, et chacun est convaincu que ce défi sera relevé.

Oui, l'heure a sonné, en effet, où les demi-mesures ne sauraient plus être admises; où la tolérance entraînerait une part sérieuse de responsabilité; où il n'est plus permis de détourner la tête pour ne pas voir, de boucher ses oreilles pour ne pas entendre.

L'opinion publique demande la solution radicale de ce problème humanitaire; c'est aux gouvernements à aviser. Il faut qu'à tout prix, et au plutôt, cette institution païenne, dont la suppression vient de faire couler des torrents de sang dans la grande République du Nord-Amérique, disparaisse du code des nations; il faut que cette lèpre hideuse qui ronge encore aujourd'hui DEUX — n'est-ce pas TROIS en comptant le Portugal, pour sa colonie d'Angola et ses comptoirs de Mozambique? — puissances catholiques, soit définitivement extirpée du corps social.

Certes, s'il est un cas où la force soit tenue de se mettre au service du droit, n'est-ce pas lorsqu'il s'agit de détruire une monstrueuse iniquité qui pèse sur une race entière et qui arrête les progrès de l'idée moderne, en dépravant les âmes, en souillant les corps, tant chez les opprimés que chez les oppresseurs?

L'Angleterre a rendu le bill Aberdeen, et l'application rigoureuse de ce bill a fait cesser, sur mer du moins, le trafic de chair humaine. Mais l'idée du trafic a survécu à l'exercice de la traite, ainsi que l'a déclaré lord Palmerston. Le commerce des enfants indiens sur les bords de l'Amazone, et les faits récents d'Uruguayana, viennent de confirmer la judicieuse appréciation du ministre anglais.

Tant que l'esclavage existera *légalement* chez un peuple, ce peuple cherchera à acquérir des esclaves. C'est donc la cause qu'il faut radicalement supprimer, si l'on veut que cette cause ne produise pas ses effets naturels.

« Mais, dira-t-on, aujourd'hui que le principe de non-intervention a été introduit dans le droit moderne, on ne peut pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'une nation et imposer à cette nation, *souveraine* chez elle, une organisation économique qu'elle s'obstine à repousser. »

Cet argument est-il bien sérieux?

Chaque jour, quelque atteinte n'est-elle pas portée à ce principe, tant en Europe qu'en Amérique? Dès lors, ce que la force ose tenter dans un intérêt secondaire de politique, pourquoi ne le ferait-elle pas pour défendre les conquêtes de la civilisation?

A côté du droit *souverain* des États, n'existe-t-il pas un droit *supérieur*, le droit de l'humanité, que la religion et la science affirment incessamment?

Que la France, l'Angleterre et les États-Unis se proclament hautement les soldats armés de la civilisation; qu'au nom de la justice et de la solidarité des peuples, ces trois puissances somment l'Espagne et le Brésil d'émanciper leurs esclaves; au besoin, qu'elles exigent cette réparation tardive, en montrant la mèche allumée dans la main de leurs canonniers, et l'on verra si leurs ordres ne sont pas aussitôt obéis.

« *Noblesse oblige,* » répète-t-on souvent; mais *souveraineté* oblige davantage encore. Les générations qui croient fermement au progrès incessant ne sont pas tenues de respecter une souveraineté réfractaire au progrès, une souveraineté qui s'exerce dans une constante violation des lois divines et humaines.

On dira encore : Tout cela est fort beau comme théorie; mais l'Angleterre, la France et les États-Unis ont autre chose à faire qu'à poursuivre, par la guerre, l'affranchissement d'une race abrutie. Ces États ont aussi des plaies sociales à guérir chez eux, sans voler chevaleresquement au secours des victimes d'une abominable oppression. Que l'Espagne et le Brésil s'arrangent comme ils l'entendent. Chaque pays possède une législation conforme à ses mœurs et à ses besoins, et nous n'avons pas le droit d'intervenir pour imposer, par la force, nos codes et nos idées à une nation qui vit heureuse avec les siens. Sans doute, nous admettons théoriquement le principe de la solidarité des peuples, en vue de l'harmonie universelle; mais cette harmonie nous touche peu, du moment qu'il faut l'obtenir au prix de nos millions et du sang de nos enfants.

Tel est le langage de celui qui s'appelle superbement : *homme pratique*, et qui n'est, en réalité, qu'un égoïste hypocrite.

A ce partisan systématique du *chacun chez soi, chacun pour soi*, nous préférons le matérialiste féroce qui, se retranchant derrière une prétendue science anthropologique, déclare carrément que le nègre est une créature inférieure, et que, dès lors, il est fatalement destiné à l'esclavage.

Pour celui-là, le signe visible de l'infériorité se trouve tout entier dans l'écartement de l'angle facial.

Pour d'autres encore, ce signe existe dans la couleur de la peau, et même dans les nuances plus ou moins foncées de l'épiderme. Témoins les insolents vainqueurs du Yatay et d'Uruguayana qui condamnent les Paraguayens à la servitude, à cause de leur teint ocreux et bistré.

D'après ce système, les Anglais et les Suédois sont supérieurs aux Français ; ceux-ci aux Italiens; les Espagnols aux Maures et aux Arabes. Donc, les Français devraient être les esclaves des Anglais; les Italiens des Français ; les Arabes des Espagnols. La logique le voudrait ainsi. Il est vrai que, en vertu de cette même logique, les Brésiliens, tannés, cuivrés, olivâtres, terreux, Dieu le sait ! inférieurs, par conséquent, aux populations européennes, devraient être soumis à la chicote des Espagnols, des Français, des Allemands, des Suédois et des Kosaks.

C'est pour le coup que les vaniteux *fidalgòs* deviendraient abolitionnistes; et qu'ils s'empresseraient de proclamer le principe de la fraternité des races et de la solidarité des nations.

Pour les autoritaires implacables, enfin, la servitude est justifiée par la loi naturelle de subordination qui régit les hommes et les choses, tant dans l'ordre moral que dans l'ordre physique.

C'est le système établi par saint Thomas-d'Aquin lui-même, lorsqu'il déclare que

Natura providit ut sint gradus in hominibus sicut et in aliis rebus.... Indè probatur esse aliquos (homines) omnino servos secundùm naturam.

(*De regimine principum*. Tome XVII, lib. II, cap. X.)

Ce spectre de l'esclavage, nous l'avons vu face à face; depuis lors, le souvenir de ses sourires faux et de ses impudents méfaits n'a pas cessé de se mêler à toutes nos préoccupations.

Puisque la politique et l'humanité ont tant de peine à s'entendre pour obtenir la réparation d'une iniquité aussi ancienne que le monde, eh bien! nous renoncerons à invoquer l'emploi de la force. Mais ne pourrait-on pas atteindre le but indiqué par des moyens pacifiques? La chose mérite d'être sérieusement examinée.

Voici notre idée : elle a pour point de départ le blocus continental imaginé par Napoléon Ier pour réduire l'Angleterre.

On ne bombardera donc point les États esclavagistes; mais on rompra officiellement avec eux, en excluant leurs représentants politiques des conseils des nations civilisées.

Cette mesure adoptée, on jettera l'interdit sur le territoire de ces États. De même qu'on établit un cordon sanitaire autour d'une région infectée de la peste; ainsi, la croisade pacifique isolera complétement les deux puissances que ronge le chancre de l'esclavage.

Plus de relations diplomatiques, politiques, commerciales, entre la civilisation et la barbarie; plus d'échanges internationaux; plus de rapports d'aucune sorte.

Cuba gardera ses cafés et ses cigares; le Brésil empilera ses cafés, son tabac et son coton.

En même temps que l'Europe s'approvisionnerait exclusivement, pour ces denrées, sur les marchés de l'Arabie, d'Angola, de l'Inde, de l'Algérie, des Antilles, de la Plata et du Pacifique, une activité nouvelle se développerait sur tous ces points à la fois, afin d'élever au plus tôt la production au niveau de la consommation. Il y aurait, sans doute, un moment de trouble dans l'économie générale; mais le malaise serait de courte durée.

Et puis, nous trompons-nous, en croyant que la privation paraîtrait légère, en présence du but à atteindre?

L'histoire moderne nous fournit des exemples d'une entente de ce genre, inspirée par des intérêts d'ordre inférieur, sans contredit.

Faut-il rappeler le serment des Américains — serment religieusement tenu — de repousser tous les produits de provenance anglaise? Le premier acte important de cette lutte mémorable qui aboutit à la Déclaration du 4 juillet 1776, date réellement du 18 décembre 1773. Ce jour-là, une cargaison de thé, débarquée à Boston, fut jetée à la mer, aux applaudissements de tout un peuple.

Quand on connaît le rôle essentiel que remplit le thé dans l'alimentation de la famille anglo-saxonne, on ne peut s'empêcher d'admirer ce sacrifice qui, déjà, donnait la mesure du dévouement que chaque citoyen allait apporter à la cause de l'indépendance.

Les Vénitiens et les Lombards ont imité cette magnifique abnégation, lorsqu'ils se sont condamnés à ne plus fumer pour appauvrir le trésor autrichien.

Et ces blondes ladies qui se résignent, d'un commun accord, à ne porter que des étoffes anglaises, dans le but de favoriser la fabrication nationale au détriment de la fabrication française?

L'humanité aurait-elle moins d'action sur les âmes que le patriotisme?

Nous ne le pensons pas.

Les deux puissances réfractaires, chassées ainsi des marchés du commerce et des conseils des peuples; refoulées, par le mépris universel, derrière leurs frontières; regorgeant de produits de luxe et manquant de denrées alimentaires, ne tarderaient pas à pousser des cris de détresse et à demander merci; à moins, pourtant, que les esclaves, encouragés par l'appui moral de la ligue humanitaire, ne se levassent tout à coup pour régler définitivement leurs comptes.

Les bourreaux et les victimes, également affamés, se trouveraient alors en présence; et une sanglante expiation s'accomplirait. Justice serait faite!

Telle est la double alternative que pose l'adoption de la mesure indiquée. Quelle que fût l'option des planteurs, le résultat poursuivi serait obtenu : l'institution *particulière* aurait disparu pour toujours de la face du monde, et cela, sans qu'on eût dépensé un centime; sans qu'on eût versé une goutte de sang.

Cette idée, qui semble si simple à première vue, soulèvera pourtant — nous nous y attendons — des objections nombreuses; ces objections seront présentées au nom du commerce et de l'industrie. On nous accusera certainement d'entraver la liberté des transactions internationales; et ce reproche sera, jusqu'à un certain point, mérité.

Hélas! nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. Les capitaux ne pêchent point, d'ordinaire, par un excès de générosité et de patriotisme (la rente française, on ne saurait l'oublier, a monté subitement, après le désastre de Waterloo); à plus forte raison, s'inquiètent-ils fort peu de la solution des problèmes humanitaires. Une constante préoccupation du gain peut bien développer un côté de l'intelli-

10

gence; mais c'est alors au détriment de l'être moral. Affaires et sentiment sont deux termes qui s'excluent et, nous le constatons avec tristesse, les hauteurs du dévouement restent habituellement inaccessibles — invisibles pour eux souvent — à ceux dont l'existence est absorbée par la question d'argent; à ceux dont les désirs, comme les idées, ne dépassent point l'horizon borné des intérêts matériels. Cela est malheureusement fatal.

C'est parce que nous sommes profondément convaincu de cette vérité que nous restreindrons ainsi la portée de notre proposition :

LES GOUVERNEMENTS DE LA LIGUE HUMANITAIRE SE CONTENTERONT DE SIGNIFIER A CEUX D'ESPAGNE ET DU BRÉSIL QU'ILS INTERROMPENT AVEC EUX TOUS RAPPORTS DIPLOMATIQUES, JUSQU'A LA COMPLÈTE ÉMANCIPATION DES ESCLAVES.

EN CONSÉQUENCE, ILS CESSERONT D'ACCRÉDITER DES AMBASSADEURS ET DES MINISTRES AUPRÈS DE CES GOUVERNEMENTS, ET ILS REFUSERONT DE RECEVOIR LES AGENTS BRÉSILIENS ET ESPAGNOLS SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE DE LA LIGUE.

Cette flétrissure, sans exemple, jusqu'à ce jour, mettra les deux puissances esclavagistes au ban de l'humanité, sans gêner en rien la liberté du commerce. Le capital, ce despote farouche! et l'équité, cette reine incomparable! auront reçu une égale satisfaction.

Ne pouvant la gagner à la cause de l'égalité sociale et du progrès pacifique, la civilisation rejettera la barbarie dans ses fanges infectes, et l'abandonnera à toutes les horreurs d'une revendication inévitable et prochaine.

Ainsi modifiée, notre idée nous paraît facilement réalisable, surtout si l'opinion publique la prend sérieusemeut sous sa toute-puissante protection. Nous la soumettons donc au jugement de nos confrères de la presse; des hommes d'État de tous les pays; de tous ceux, enfin, qui demandent une sanction énergique de l'universelle réprobation qu'ont soulevée les faits horribles accomplis devant Uruguayana.

D

On nous a appelé, dans une intention d'ironie, LE PARAGUAYEN FRANÇAIS. Ce titre, que nous acceptons fièrement, nous impose l'obligation de relever toutes les accusations injustes, ou même inconsidérées, qu'on formule contre ceux dont nous défendons la cause.

Afin de ne pas retarder la marche du récit, nous avons sommairement répondu au reproche de *superstition* adressé aux Paraguayens, et avec eux, aux peuples d'origine latine.

Quelques développements nous paraissent ici à leur place.

Les Paraguayens sont *abrutis par la superstition*, a-t-on dit. La preuve de cet abrutissements, on la trouve dans les *amulettes* qu'ils portent sur eux; et on les appelle railleusement des *soldats modèles*.

Porter des amulettes, c'est-à-dire de prétendus talismans donnés, soit par la religion, soit par l'amour!

Quelle horrible profanation de la dignité humaine!

A ses yeux, le cas est tellement pendable que notre contradicteur, indigné, demande qu'on applique aux coupables le *qu'il mourût* du vieil Horace.

Mais, il ignore donc que le nombre de ceux qu'il veut frapper est considérable, très-considérable, tant de ce côté que de l'autre côté de l'Atlantique; et que, sans chercher longtemps, on en découvrirait dans toutes les classes de la Société et jusque sur le trône.

Le président du tribunal révolutionnaire fit un crime aussi, à Marie-Antoinette, de posséder une amulette; c'était un scapulaire. Moins inexorable, pourtant, que le publiciste dont il est ici question, Quentin Fouquier-Tinville n'eût point opiné pour la peine de mort, on doit le croire, si l'accusation n'eût articulé que ce grief contre l'infortunée prisonnière du Temple.

Certes, nous ne voulons point parler du fétichisme des joueurs qui tremblent ou espèrent devant une clef, un cachet de montre, un cure-dents, quelquefois; non plus que des *billets à La Châtre*, que donnent les Aspasies railleuses; en-

core moins des croissants en cornaline et des pouces conjurateurs destinés à combattre le *mauvais œil* (1).

Tout cela nous paraît souverainement ridicule.

Mais osera-t-on mettre sur la même ligne ces mères, ces épouses, ces sœurs qui attribuent une influence mystérieuse à une mèche de cheveux, à une médaille, à un portrait? Et cependant, voilà de la superstition au premier chef, assurément, et qui doit être d'autant plus énergiquement réprimée qu'elle produit des ravages incalculables parmi les âmes tendres.

Nous connaissons un brave capitaine d'artillerie qui a fait ses preuves à Solferino et à Magenta, et qui porte constamment sur sa poitrine un de ces souvenirs de la tendresse maternelle... *qu'il mourût !*

Il est tel industriel, tel marin, tel négociant, qui, avant de partir pour les pays lointains, reçoit d'une main chérie le gage matériel d'une sollicitude alarmée, et, en même temps, d'une pieuse confiance. On lui a donné cet objet sur lequel on a prié et pleuré, dans la conviction touchante qu'il éloignerait de sa tête les dangers du voyage; depuis lors cet objet, devenu tout à coup précieux, n'a pas cessé de compter les battements de son cœur... *qu'il mourût!*

Serait-il difficile de citer parmi les artistes, les écrivains, les graves philosophes, mainte individualité puissante qui reste accessible à cette croyance d'une protection réelle, attachée au petit médaillon qu'une fille adorée a suspendu au cou de son père?... *qu'il mourût!*

Et ces fleurs que la piété filiale entretient sur le tombeau des parents, avec la pensée consolante que leur parfum réjouit l'ombre de ceux qui ne sont plus! N'est-ce pas là aussi de la superstition, une superstition que doivent blâmer tous les esprits superbes?

Il faut bien peu connaître le cœur humain et son vif désir d'échapper aux tristes réalités de la terre, pour ignorer que tous, pères, fils, frères, maris, filles, épouses, mères, sœurs; tous, nous professons, à un degré différent et sous des formes diverses, le culte de l'amulette.

Que parle-t-on de déchéance morale?

(1) Si l'on veut avoir des détails sur cette superstition éminemment brésilienne, consulter un de nos derniers ouvrages : *Les Femmes et les Mœurs du Brésil*, p. 96-97.

Comme la religion; l'amour, l'amitié, nourrissent également leurs illusions délicates, leurs superstitions, si l'on veut; mais ces superstitions qui se rattachent soit à un papier bénit par le prêtre, soit à une blonde tresse coupée sur la tête de l'enfant qu'on a perdu, soit au bouquet déposé sur un cercueil, n'attestent ni la faiblesse de l'esprit, ni l'abaissement du caractère.

Ces illusions naïves sont les fleurs, les parfums et les rayons de l'âme; supprimez-les au nom d'un rationalisme impitoyable, et vous enlevez à la terre toute sa poésie.

Respectez donc les douces croyances des natures aimantes; reconnaissez aussi qu'à un moment donné, on puise dans ces croyances une énergie nouvelle pour l'accomplissement de pénibles devoirs.

Sans doute, l'amulette qui touche la poitrine n'est pas un talisman sérieux contre la balle meurtrière; mais son effet n'en est pas moins puissant. Appuyée sur le cœur, elle en défend l'accès aux pensées mauvaises, déloyales, et aux défaillances honteuses. En évoquant de tendres, d'austères souvenirs, le contact du papier, la vue du portrait fortifie la résolution de rester digne de la confiance qu'on a inspirée; de traverser avec une mâle résignation les douloureuses épreuves qui bordent le chemin de la vie.

Voilà comment l'amulette, si injustement méprisée, possède une influence féconde, vivifiante, puisque cette influence tourne infailliblement à l'avantage de la patrie, de l'amour, de la charité... du devoir, enfin!

La conduite des Paraguayens, depuis le commencement des hostilités, donne à notre thèse une éclatante confirmation.

Oui, certes, ce sont là des *soldats modèles*, et ils l'ont bien prouvé.

Demandez-le plutôt aux survivants des compagnons du général Belgrano; demandez-le encore aux fantassins de Florès et de Paunero (1), qui ont été sabrés TRENTE-DEUX fois par les héroïques cavaliers de Duarte; demandez-le enfin, et surtout, au général Cacerès qui acheva froidement à *Saladas* et à *Bellavista* deux blessés paraguayens tombés en son pouvoir, le sous-lieutenant Marcelino Ayala et

(1) *El Pueblo* de Buenos-Ayres dit au sujet de cet engagement:

« Yatay a vu tomber CINQ CENTS Orientaux et Argentins, et seulement DEUX Brésiliens; ceux-ci atteints par deux balles perdues qui portèrent plus loin que d'ordinaire. »

l'enseigne Faustino Ferreira, parce qu'ils refusaient de tourner leur épée contre leurs frères d'armes (1).

Ces deux officiers portaient-ils aussi des amulettes? Le rapport du général Cacérès ne nous l'a pas appris. Tout ce qui résulte de ce rapport c'est que, désarmés, affaiblis par leurs blessures, ils ont été lâchement assassinés; et que, ils ont poussé l'*abrutissement* jusqu'à préférer la mort à une trahison infâme que, seul, le général Florès aurait pu leur pardonner.

(1) Consultez à ce sujet la dépêche adressée par le maréchal-président Lopez au président Bartolomé Mitre, le 20 novembre 1865.

FIN DES NOTES.



DERNIÈRES NOUVELLES

10 MARS

—

Ce travail est sous presse, et le packet de la Plata nous apporte d'importantes nouvelles; ces nouvelles sont favorables aux armes paraguayennes; c'est pour cela, sans doute, qu'elles n'ont pas été publiées par les feuilles dévouées à la triple alliance. L'*Opinion nationale* de ce jour les résume en ces termes :

« Les nouvelles que nous recevons du théâtre de la guerre vont jusqu'au 19 janvier. Malgré le silence et les réticences des journaux, il est hors de doute que le commencement de l'année a été favorable aux Paraguayens. Ils ont exécuté brillamment et heureusement une série d'escarmouches avec une audace extraordinaire; aussi l'armée alliée est très-alarmée et toujours sur pied. Nous citerons entre autres l'affaire du 2 de ce mois, dans laquelle les Paraguayens ont surpris l'avant-garde alliée, et, après lui

avoir fait subir des pertes sérieuses, ils ont repassé tranquillement la rivière, emmenant les chevaux et deux pièces d'artillerie avec leurs chariots chargés de munitions enlevées à la brigade brésilienne commandée par Florès et Hernos.

» Le 17 de ce mois, 600 hommes d'infanterie avec trois pièces dont une à la congrève, envahirent de nouveau le territoire ennemi et surprirent le campement de Hornos, qui fut complétement détruit. Le fameux régiment argentin, dit de *San Martin*, fut presque exterminé.

» La rivière Paranà monte beaucoup depuis plusieurs jours, et cependant l'amiral Tamandaré est toujours à Buenos-Ayres, au lieu de se trouver à la tête de son escadre. Cette escadre était encore le 19 janvier immobile dans le port de Corrientes.

» La grande armée alliée a reçu quelques renforts; mais elle ne compte pas au delà de 32 à 35,000 hommes. Depuis le mois de mars de l'année dernière jusqu'à ce jour, le contingent envoyé par le Brésil, et qui figure dans ce chiffre total, s'élève à 17,290 hommes. La mortalité, les désertions et le manque total d'une bonne discipline continuent, du reste, à sévir dans les rangs de l'armée alliée.

» Si cette armée ne traverse pas au plus vite le Paranà, la guerre finira faute de combattants, et si elle le passe, elle sera vraisemblablement détruite.

» Cacerès et Riguera, de la province de Corrientes, et jadis antagonistes, au service des alliés, se sont mis d'accord, conciliant leurs prétentions personnelles, et à la dernière heure, ils ont nommé gouverneur de cette province un fédéral, le docteur Evariste Lopez, ennemi politique de Mitre, qui est unitaire.

» A la suite de divers autres incidents de ce genre, le contingent de Corrientes s'est dissous après avoir soutenu une lutte meurtrière avec les

Brésiliens. Ces derniers ont eu beaucoup de tués, et, pour comble de malheur, le même jour, la division du général brésilien Netto, formant l'avant-garde de l'armée du baron de Porto Allegre, a été défaite par les Paraguayens près de Candelaria. Elle a pris la fuite du côté de Rio-Grande, après avoir perdu 5,000 chevaux et 17 chariots. On cache avec soin les détails de cette importante affaire. »

Nos correspondances particulières confirment pleinement et entièrement les renseignements publiés par l'*Opinion nationale*.

En dépit des cartes de géographie, nous restons convaincu qu'il y a plus loin de Corrientes à Assomption, *vià Humaïta*, que de Rio-de-Janeiroà Corrientes.

TABLE DES MATIERES

FIN DE LA TABLE.

Paris. — Typ. Morris et Ce, rue Amelot, 64.



